

## IN



Rapports de  
Commission des comptes

Jusqu'à 1945

~~Femmes de ménage~~



RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

En exécution de l'article 13 du Règlement financier de l'Institut international de Coopération intellectuelle et en vertu du mandat que j'ai reçu de M. le Président du Conseil d'Administration agissant d'accord avec M. le Ministre des Affaires Etrangères (Lettre du 7 Mars 1941) j'ai procédé à l'examen détaillé de toutes les pièces comptables de l'exercice clos au 31 Mars dernier.

## A. RECETTES

1°) Subvention des Etats .

2°) Recettes diverses .....	29.756,50
-----------------------------	-----------

Total ..... 431.756,50

Vente de Publications .....	14.272 Frs
-----------------------------	------------

Intérêts des capitaux .....	15.484,50
-----------------------------	-----------

Total ..... 29.756,50

Les dépenses de l'exercice 1944 (voir état annexe n° 4) se sont élevées à 342.597 Frs. Les recettes s'élevant à 431.756<sup>f</sup>.50 présentent ainsi un excédent de 89.159<sup>f</sup>.50.



1911, 10, 10

1. The first of the following is a list of the names of the

2. The second of the following is a list of the names of the

3. The third of the following is a list of the names of the

4. The fourth of the following is a list of the names of the

5. The fifth of the following is a list of the names of the

6. The sixth of the following is a list of the names of the

7. The seventh of the following is a list of the names of the

8. The eighth of the following is a list of the names of the

9. The ninth of the following is a list of the names of the

10. The tenth of the following is a list of the names of the

11. The eleventh of the following is a list of the names of the

### 12. The twelfth of the following is a list of the names of the

13. The thirteenth of the following is a list of the names of the

14. The fourteenth of the following is a list of the names of the

15. The fifteenth of the following is a list of the names of the

16. The sixteenth of the following is a list of the names of the

17. The seventeenth of the following is a list of the names of the

18. The eighteenth of the following is a list of the names of the

19. The nineteenth of the following is a list of the names of the

20. The twentieth of the following is a list of the names of the

21. The twenty-first of the following is a list of the names of the

22. The twenty-second of the following is a list of the names of the

23. The twenty-third of the following is a list of the names of the

24. The twenty-fourth of the following is a list of the names of the

25. The twenty-fifth of the following is a list of the names of the

### 26. The twenty-sixth of the following is a list of the names of the

27. The twenty-seventh of the following is a list of the names of the

28. The twenty-eighth of the following is a list of the names of the

29. The twenty-ninth of the following is a list of the names of the



Comme l'exercice/1943 se clôturait lui-même avec un boni de 229.526<sup>f</sup>,71 ainsi que je l'ai constaté dans ma vérification de l'an passé (voir mon rapport du 23 Mai 1944), le résultat définitif de l'exercice 1944, clos le 31 Mars dernier, présente un excédent de recettes de 318.686<sup>f</sup>,21.

DETAIL DES DEPENSES ENGAGEES AU CHAPITRE IMPREVU

Le crédit porté au § Imprevu est de 43.224 francs .

Il a été dépensé une somme de 36.724 francs se décomposant comme suit :

1°) Frais de voyage et de séjour du Commissaire aux Comptes .....	15.756 Frs
2°) Allocation exceptionnelle allouée aux fonctionnaires de l'Institut au titre de l'année 1944 ..	20.968 "

Total ..... 36.724 Frs

Reste ..... 6.500 Frs

C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

Ainsi que je l'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des Comptes spéciaux hors-budget. Ces comptes figurent à l'état annexe n° 5. Au cours de l'année 1944, sur les neuf rubriques que comportent ces comptes, une seule opérations a été effectuée. Elle concerne, au § 8, le paiement d'un traitement à un fonctionnaire que les circonstances n'ont pas permis de régler plus tôt.

Je ferai observer qu'il reste encore à solder une somme de 56.771<sup>f</sup>,71 de traitements et indemnités concernant d'anciens fonctionnaires.



...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

THE ... OF ...

...the ... of ...  
...the ... of ...

...

...the ... of ...  
...the ... of ...

...the ... of ...  
...the ... of ...

THE ... OF ...

...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

...

...the ... of ...  
...the ... of ...

...



Voici leur liste et la somme revenant à chacun d'eux :

1 - M. BONNET .....	28.000 Frs	<i>Ping</i>
2 - M. ESTABLIER .....	<del>4.708</del>	" <i>P</i>
3 - M. JACKSON .....	250	"
4 - Melle ROTHBARTH .....	1.742	"
5 - M. VRANEK .....	<del>7.687</del>	" <i>P</i>
6 - Mme COLLIN .....	<del>1.400</del>	" <i>P</i>
7 - Mme MAX .....	<del>4.543</del>	" <i>P</i>
8 - Mme NIESTLE .....	1.600	"
9 - Mme PEREKOVITCH .....	<del>1.500</del>	" <i>P</i>
10 - Melle FLETCHER .....	3.141	" <i>P</i>
11 - Melle HERZFELD .....	<del>500</del>	" <i>P</i>
12 - Mme TABURET .....	1.100	" <i>Mate</i>
13 - Melle WALERIDGE .....	600	" <i>Canote</i>

---

56.771 Frs

Il serait souhaitable de régler au plus tôt cet arriéré.

En ce qui concerne la créance de M. ESTABLIER s'élevant à 4.708 frs j'ai le devoir de faire remarquer que ce fonctionnaire a perçu directement du Centre national de la Recherche Scientifique une somme de 15.000 francs destinée à l'Institut ainsi qu'il ressort d'une lettre du Directeur du Centre en date du 13 Mai 1942. Le Chef des Services administratifs m'a fourni sur cette affaire les renseignements suivants :

"Lorsque M. ESTABLIER a donné sa démission au mois de Février 1941, il lui était dû :

1°) Un mois de traitement, soit ..... 4.708<sup>f</sup>,30

2°) Aux termes de sa lettre d'engagement, le remboursement de ses frais de voyage et de déménagement de Paris à Burgos.

En raison des circonstances et de l'obligation où il s'est trouvé de quitter rapidement Paris, ce traitement et le montant de ses frais de rapatriement n'ont pu être versés à M. ESTABLIER au moment de son

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

1 - 1911	1911
2 - 1911	1911
3 - 1911	1911
4 - 1911	1911
5 - 1911	1911
6 - 1911	1911
7 - 1911	1911
8 - 1911	1911
9 - 1911	1911
10 - 1911	1911
11 - 1911	1911
12 - 1911	1911
13 - 1911	1911

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom

Notes on the 1911 Census of the United Kingdom



départ.

C'est vraisemblablement pour cette raison qu'il a considéré les 15.000 Francs par lui perçus comme un acompte sur ce qu'il lui était dû par l'Institut."

Il y a là une irrégularité qu'il convient de réparer, les correspondances postales étant maintenant permises. La Subvention du Centre national de la Recherche Scientifique n'ayant pas été versée dans la Caisse de l'Institut n'a pu figurer au compte. Il y a donc lieu de demander sans retard à M. ESTABLIER le relevé de ses frais de rapatriement et de déménagement et régler la dépense, tout en faisant les opérations comptables nécessaires.

Je dois signaler enfin les créances concernant deux fonctionnaires de l'Institut .

- |                          |              |
|--------------------------|--------------|
| 1°) M. GEESTERANUS ..... | 5.000 Francs |
| 2°) Melle RIGAUD .....   | 200 "        |

Ces créances proviennent de prêts faits par la Caisse. Les lettres recommandées réclamant le remboursement adressées à l'un et l'autre sont restées jusqu'à ce jour sans réponse.

#### FONDS DE RESERVE

Je crois devoir appeler l'attention des autorités supérieures de l'Institut sur le Fonds de Réserve qui fait l'objet du § 9 des comptes spéciaux. Une longue expérience a montré l'absolue nécessité de ce fonds que tous mes prédécesseurs ont recommandé. Diverses décisions du Conseil d'Administration en ont fixé le montant au dixième environ du budget annuel soit 400.000 francs.

Lors de la liquidation du personnel, en 1941, un emprunt s'élevant à 104.315 francs a dû être fait à ce fonds pour compléter le montant des indemnités de licenciement que le budget ordinaire n'avait pas les moyens de supporter.

1. The first of these is the fact that the  
2. second is the fact that the  
3. third is the fact that the  
4. fourth is the fact that the  
5. fifth is the fact that the  
6. sixth is the fact that the  
7. seventh is the fact that the  
8. eighth is the fact that the  
9. ninth is the fact that the  
10. tenth is the fact that the



Au moment où l'Institut reprend heureusement son essor, il serait, à mon avis, d'excellente administration de reconstituer l'intégralité dudit Fonds de Réserve dont l'Administration nouvelle, comme sa devancière, ne manquera pas d'apprécier l'utilité. Et puisque le boni de l'exercice clos s'élève à 318.686<sup>f</sup>21, il serait facile de prélever la somme nécessaire de 104.315 francs et de l'affecter à ce Fonds de Réserve ainsi reconstitué.

\*  
• •

Des bruits ayant circulé, suivant lesquels l'Institut aurait mis à la disposition des allemands une somme de Cent mille dollars, le Commissaire aux Comptes a le devoir de faire justice de telles allégations.

L'Institut est détenteur de 33.325,98 \$ provenant des Dotations ROCKEFELLER et CARNEGIE. Ils figurent au Compte de l'exercice 1944 (voir annexe n° 6 bis). Ils figuraient déjà pour 33.880,98 \$ au 18 Mai 1940, c'est-à-dire, avant l'occupation. Pour liquider les dépenses engagées au début de l'année 1940, il a été nécessaire de vendre Mille dollars au mois de Février 1941, ce qui a ramené le compte, à cette date, à 32.880,98 \$. Mais un chèque de 445 \$, du 15 Avril 1939, régulièrement envoyé à son destinataire, n'ayant pas été inscrit par la Banque au débit du compte de l'Institut, le montant en a été ajouté au total ci-dessus ce qui porte à 33.325,98 \$, le total inchangé des Dollars appartenant à l'Institut. (Ci-après déclaration du Crédit Commercial de France. )





Les bruits qui ont circulé sont donc sans aucun fondement.

COPIE DE LA LETTRE DU CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE  
A LA DATE DU 17 MAI 1945

---

INSTITUT INTERNATIONAL DE  
COOPERATION INTELLECTUELLE  
PARIS

Le 17 Mai 1945

Messieurs,

Comme suite à votre demande, nous vous informons que votre compte "DOLLARS" N° 569.214, présente, à ce jour, sur nos livres un solde de

\$ : 33.325,98

en votre faveur.

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

signatures illisibles

INVENTAIRE DU MOBILIER

Un inventaire du Mobilier et des instruments de travail est tenu par les Services administratifs de l'Institut. La nomenclature des objets détériorés ou enlevés au cours de l'occupation allemande y figure. J'ai constaté que six machines à écrire et une grande table avaient été réquisitionnées. Par contre, les machines électriques à ronéographier ont été sauvegardées ainsi que des quantités importantes de papier à ronéo et autres, propres à être utilisées dès la reprise de l'activité de l'Institut. Un assez grand nombre d'objets usagés devront aussi être rayés de l'Inventaire.

CONCLUSION

Je n'ai pas d'observations à présenter sur la tenue des écritures comptables. Les règles budgétaires et financières ont été ponctuellement suivies. Aucun virement n'a été opéré :

THE FOLLOWING IS A SUMMARY OF THE RESULTS OF THE SURVEY.

THE SURVEY WAS CONDUCTED BY THE FOLLOWING PERSONS:

NAME OF PERSON  
ADDRESS  
CITY

DATE

THE RESULTS OF THE SURVEY ARE AS FOLLOWS:

1. 100%

2. 100%

3. 100%

4. 100%

5. 100%

6. 100%

7. 100%

8. 100%

9. 100%

10. 100%

11. 100%

12. 100%

13. 100%

14. 100%

15. 100%

16. 100%

17. 100%

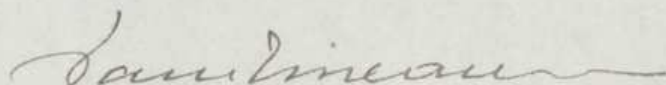
18. 100%

19. 100%



Au 31 Mars 1945, ainsi que je l'ai dit, les comptes de l'Institut que je déclare réguliers, se soldent par un boni appréciable de plus de Trois cent mille francs. Il est agréable au Commissaire aux Comptes de pouvoir faire ces constatations, au moment où la nouvelle Direction prend en mains le grand organisme international.

Le Commissaire aux Comptes :

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Paul Tisseau', with a long, sweeping horizontal stroke at the end.

(Paul TISSEAU)



INDEMNITE DE DEPART ALLOUEE AUX FONCTIONNAIRES DE  
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE DONT  
LES CONTRATS SONT ARRIVES A EXPIRATION LE 30 SEPTEMBRE 1941

---

MM. BELIME .....	17.253
FOUNDOKIDIS .....	17.250
MERCIER .....	16.090
WEISS .....	18.253
 MMes FALLOT .....	 6.704
KOUMANY .....	6.844
MM. BRIOD .....	10.500
MASSOULIER .....	8.247
	<hr/>
	101.141





Paris, le 18 Mai 1945

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

— 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 —

En exécution de l'article 13 du Règlement financier de l'Institut international de Coopération intellectuelle et en vertu du mandat que j'ai reçu de M. le Président du Conseil d'Administration agissant d'accord avec M. le Ministre des Affaires Etrangères (Lettre du 7 Mars 1941) j'ai procédé à l'examen détaillé de toutes les pièces comptables de l'exercice clos au 31 Mars dernier.

J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport du résultat de la gestion que j'ai vérifiée.

## A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1944 (voir annexe n° 3) s'établissent de la manière suivante :

1°) Subvention des Etats .

Sur les 19 Etats qui payaient leur cotisation avant la guerre,  
seule la France a versé en 1944 ..... 402.000 Frs

2°) Recettes diverses .....	29.756,50
-----------------------------	-----------

Total ..... 431.756,50

Les recettes diverses se décomposent comme suit :

Vente de Publications .....	14.272 Frs
-----------------------------	------------

Intérêts des capitaux .....	15.484,50
-----------------------------	-----------

Total .....	29.756,50
-------------	-----------

## B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1944 (voir état annexe n° 4) se sont élevées à 342.597 Frs. Les recettes s'élevant à 431.756<sup>f</sup>,50 présentent ainsi un excédent de 89.159<sup>f</sup>,50.

Paris, le 15 mai 1964

Monsieur le Directeur, Monsieur le Secrétaire  
des Travaux de l'Institut de l'Industrie

-----

Je vous prie de bien vouloir agréer mes  
salutations et de m'excuser de ne vous  
avoir pas écrit plus tôt. Je suis  
travillant actuellement à la mise au  
point d'un rapport sur les  
travaux effectués pendant l'année  
1963. Ce rapport sera soumis à votre  
commission pour avis et approbation.

1. Résumé

Les travaux de l'Institut de l'Industrie  
ont été effectués pendant l'année 1963  
dans les domaines suivants :  
1) Recherches sur les  
matériaux et les procédés de fabrication  
2) Etudes de faisabilité  
3) Travaux de développement  
Le montant des dépenses s'élève à 15.000.000  
et le montant des recettes à 12.500.000.

Les dépenses s'élèvent à 15.000.000  
et les recettes à 12.500.000.  
Le déficit s'élève à 2.500.000.

2. Détails

Les dépenses de l'Institut de l'Industrie  
sont réparties comme suit :  
Personnel 8.000.000  
Matériel 4.000.000  
Travaux 3.000.000



1943

Comme l'exercice/se clôturait lui-même avec un boni de 229.526<sup>f</sup>,71 ainsi que je l'ai constaté dans ma vérification de l'an passé (voir mon rapport du 23 Mai 1944), le résultat définitif de l'exercice 1944, clos le 31 Mars dernier, présente un excédent de recettes de 318.686<sup>f</sup>,21.

#### DETAIL DES DEPENSES ENGAGEES AU CHAPITRE IMPREVU

Le crédit porté au § Imprevu est de 43.224 francs .

Il a été dépensé une somme de 36.724 francs se décomposant comme suit :

- |                                                                                                    |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1°) Frais de voyage et de séjour du Commissaire aux Comptes .....                                  | 15.756 Frs |
| 2°) Allocation exceptionnelle allouée aux fonctionnaires de l'Institut au titre de l'année 1944 .. | 20.968 "   |

---

Total .....	36.724 Frs
-------------	------------

---

Reste .....	6.500 Frs
-------------	-----------

#### C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

Ainsi que je l'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des Comptes spéciaux hors-budget. Ces comptes figurent à l'état annexe n° 5. Au cours de l'année 1944, sur les neuf rubriques que comportent ces comptes, une seule opérations a été effectuée. Elle concerne, au § 8, le paiement d'un traitement à un fonctionnaire que les circonstances n'ont pas permis de régler plus tôt.

Je ferai observer qu'il reste encore à solder une somme de 56.771<sup>f</sup>,71 de traitements et indemnités concernant d'anciens fonctionnaires.



Voici leur liste et la somme revenant à chacun d'eux :

1 - M. BONNET .....	28.000	Frs
2 - M. ESTABLER .....	4.708	" P
3 - M. JACKSON .....	250	"
4 - Melle ROTHBARTH .....	1.742	"
5 - M. VRANEK .....	7.687	" P
6 - Mme COLLIN .....	1.400	" P
7 - Mme MAX .....	4.543	" P
8 - Mme NIESTLE .....	1.600	"
9 - Mme BEREKOVITCH .....	1.500	" P
10 - Melle FLETCHER .....	3.141	"
11 - Melle HERZFELD .....	500	" P
12 - Mme TABURET .....	1.100	"
13 - Melle WALBRIDGE .....	600	"

---

56.771 Frs

Il serait souhaitable de régler au plus tôt cet arriéré.

En ce qui concerne la créance de M. ESTABLER s'élevant à 4.708 frs j'ai le devoir de faire remarquer que ce fonctionnaire a perçu directement du Centre national de la Recherche Scientifique une somme de 15.000 francs destinée à l'Institut ainsi qu'il ressort d'une lettre du Directeur du Centre en date du 13 Mai 1942. Le Chef des Services administratifs m'a fourni sur cette affaire les renseignements suivants :

" Lorsque M. ESTABLER a donné sa démission au mois de Février 1941, il lui était dû :

1°) Un mois de traitement, soit ..... 4.708<sup>f</sup>,30

2°) Aux termes de sa lettre d'engagement, le remboursement de ses frais de voyage et de déménagement de Paris à Burgos.

En raison des circonstances et de l'obligation où il s'est trouvé de quitter rapidement Paris, ce traitement et le montant de ses frais de rapatriement n'ont pu être versés à M. ESTABLER au moment de son



Voici l'état des lieux au 1er janvier 1961 :

1 - M. ROBERT	.....	25.000
2 - M. ROBERT	.....	25.000
3 - M. ROBERT	.....	25.000
4 - M. ROBERT	.....	25.000
5 - M. ROBERT	.....	25.000
6 - M. ROBERT	.....	25.000
7 - M. ROBERT	.....	25.000
8 - M. ROBERT	.....	25.000
9 - M. ROBERT	.....	25.000
10 - M. ROBERT	.....	25.000
11 - M. ROBERT	.....	25.000
12 - M. ROBERT	.....	25.000
13 - M. ROBERT	.....	25.000
14 - M. ROBERT	.....	25.000
15 - M. ROBERT	.....	25.000
16 - M. ROBERT	.....	25.000
17 - M. ROBERT	.....	25.000
18 - M. ROBERT	.....	25.000
19 - M. ROBERT	.....	25.000
20 - M. ROBERT	.....	25.000
21 - M. ROBERT	.....	25.000
22 - M. ROBERT	.....	25.000
23 - M. ROBERT	.....	25.000
24 - M. ROBERT	.....	25.000
25 - M. ROBERT	.....	25.000
26 - M. ROBERT	.....	25.000
27 - M. ROBERT	.....	25.000
28 - M. ROBERT	.....	25.000
29 - M. ROBERT	.....	25.000
30 - M. ROBERT	.....	25.000
31 - M. ROBERT	.....	25.000
32 - M. ROBERT	.....	25.000
33 - M. ROBERT	.....	25.000
34 - M. ROBERT	.....	25.000
35 - M. ROBERT	.....	25.000
36 - M. ROBERT	.....	25.000
37 - M. ROBERT	.....	25.000
38 - M. ROBERT	.....	25.000
39 - M. ROBERT	.....	25.000
40 - M. ROBERT	.....	25.000
41 - M. ROBERT	.....	25.000
42 - M. ROBERT	.....	25.000
43 - M. ROBERT	.....	25.000
44 - M. ROBERT	.....	25.000
45 - M. ROBERT	.....	25.000
46 - M. ROBERT	.....	25.000
47 - M. ROBERT	.....	25.000
48 - M. ROBERT	.....	25.000
49 - M. ROBERT	.....	25.000
50 - M. ROBERT	.....	25.000
51 - M. ROBERT	.....	25.000
52 - M. ROBERT	.....	25.000
53 - M. ROBERT	.....	25.000
54 - M. ROBERT	.....	25.000
55 - M. ROBERT	.....	25.000
56 - M. ROBERT	.....	25.000
57 - M. ROBERT	.....	25.000
58 - M. ROBERT	.....	25.000
59 - M. ROBERT	.....	25.000
60 - M. ROBERT	.....	25.000
61 - M. ROBERT	.....	25.000
62 - M. ROBERT	.....	25.000
63 - M. ROBERT	.....	25.000
64 - M. ROBERT	.....	25.000
65 - M. ROBERT	.....	25.000
66 - M. ROBERT	.....	25.000
67 - M. ROBERT	.....	25.000
68 - M. ROBERT	.....	25.000
69 - M. ROBERT	.....	25.000
70 - M. ROBERT	.....	25.000
71 - M. ROBERT	.....	25.000
72 - M. ROBERT	.....	25.000
73 - M. ROBERT	.....	25.000
74 - M. ROBERT	.....	25.000
75 - M. ROBERT	.....	25.000
76 - M. ROBERT	.....	25.000
77 - M. ROBERT	.....	25.000
78 - M. ROBERT	.....	25.000
79 - M. ROBERT	.....	25.000
80 - M. ROBERT	.....	25.000
81 - M. ROBERT	.....	25.000
82 - M. ROBERT	.....	25.000
83 - M. ROBERT	.....	25.000
84 - M. ROBERT	.....	25.000
85 - M. ROBERT	.....	25.000
86 - M. ROBERT	.....	25.000
87 - M. ROBERT	.....	25.000
88 - M. ROBERT	.....	25.000
89 - M. ROBERT	.....	25.000
90 - M. ROBERT	.....	25.000
91 - M. ROBERT	.....	25.000
92 - M. ROBERT	.....	25.000
93 - M. ROBERT	.....	25.000
94 - M. ROBERT	.....	25.000
95 - M. ROBERT	.....	25.000
96 - M. ROBERT	.....	25.000
97 - M. ROBERT	.....	25.000
98 - M. ROBERT	.....	25.000
99 - M. ROBERT	.....	25.000
100 - M. ROBERT	.....	25.000

25.000

Il s'agit maintenant de faire un bilan des résultats.

On se rend compte que les résultats sont très satisfaisants.

Il faut donc continuer à travailler dans ce sens.

Les résultats obtenus sont très encourageants.

Il faut donc continuer à travailler dans ce sens.

Les résultats obtenus sont très encourageants.

Il faut donc continuer à travailler dans ce sens.

Les résultats obtenus sont très encourageants.

Il faut donc continuer à travailler dans ce sens.

Les résultats obtenus sont très encourageants.

Il faut donc continuer à travailler dans ce sens.

Les résultats obtenus sont très encourageants.

Il faut donc continuer à travailler dans ce sens.

Les résultats obtenus sont très encourageants.

Il faut donc continuer à travailler dans ce sens.

départ.

C'est vraisemblablement pour cette raison qu'il a considéré les 15.000 Francs par lui perçus comme un acompte sur ce qu'il lui était dû par l'Institut."

Il y a là une irrégularité qu'il convient de réparer, les correspondances postales étant maintenant permises. La Subvention du Centre national de la Recherche Scientifique n'ayant pas été versée dans la Caisse de l'Institut n'a pu figurer au compte. Il y a donc lieu de demander sans retard à M. ESTABLIER le relevé de ses frais de rapatriement et de déménagement et régler la dépense, tout en faisant les opérations comptables nécessaires.

Je dois signaler enfin les créances concernant deux fonctionnaires de l'Institut .

- 1°) M. GEESTERANUS ..... 5.000 Francs
- 2°) Melle RIGAUD ..... 200 "

Ces créances proviennent de prêts faits par la Caisse. Les lettres recommandées réclamant le remboursement adressées à l'un et l'autre sont restées jusqu'à ce jour sans réponse.

#### FONDS DE RESERVE

Je crois devoir appeler l'attention des autorités supérieures de l'Institut sur le Fonds de Réserve qui fait l'objet du § 9 des comptes spéciaux. Une longue expérience a montré l'absolue nécessité de ce fonds que tous mes prédécesseurs ont recommandé. Diverses décisions du Conseil d'Administration en ont fixé le montant au dixième environ du budget annuel soit 400.000 francs.

Lors de la liquidation du personnel, en 1941, un emprunt s'élevant à 104.315 francs a dû être fait à ce fonds pour compléter le montant des indemnités de licenciement que le budget ordinaire n'avait pas les moyens de supporter.





Au moment où l'Institut reprend heureusement son essor, il serait, à mon avis, d'excellente administration de reconstituer l'intégralité dudit Fonds de Réserve dont l'Administration nouvelle, comme sa devancière, ne manquera pas d'apprécier l'utilité. Et puisque le boni de l'exercice clos s'élève à 318.686<sup>f</sup>21, il serait facile de prélever la somme nécessaire de 104.315 francs et de l'affecter à ce Fonds de Réserve ainsi reconstitué.

9

° °

Des bruits ayant circulé, suivant lesquels l'Institut aurait mis à la disposition des allemands une somme de Cent mille dollars, le Commissaire aux Comptes a le devoir de faire justice de telles allégations.

L'Institut est détenteur de 33.325,98 \$ provenant des Dotations ROCKEFELLER et CARNEGIE. Ils figurent au Compte de l'exercice 1944 (voir annexe n° 6 bis). Ils figuraient déjà pour 33.880,98 \$ au 18 Mai 1940, c'est-à-dire, avant l'occupation. Pour liquider les dépenses engagées au début de l'année 1940, il a été nécessaire de vendre Mille dollars au mois de Février 1941, ce qui a ramené le compte, à cette date, à 32.880,98 \$. Mais un chèque de 445 \$, du 15 Avril 1939, régulièrement envoyé à son destinataire, n'ayant pas été inscrit par la Banque au débit du compte de l'Institut, le montant en a été ajouté au total ci-dessus ce qui porte à 33.325,98 \$, le total inchangé des Dollars appartenant à l'Institut. (Ci-après déclaration du Crédit Commercial de France.)



Les bruits qui ont circulé sont donc sans aucun fondement.

COPIE DE LA LETTRE DU CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE  
A LA DATE DU 17 MAI 1945

---

INSTITUT INTERNATIONAL DE  
COOPERATION INTELLECTUELLE  
PARIS

Le 17 Mai 1945

Messieurs,

Comme suite à votre demande, nous vous informons que votre compte "DOLLARS" N° 569.214, présente, à ce jour, sur nos livres un solde de

\$ : 33.325,98

en votre faveur.

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

signatures illisibles

INVENTAIRE DU MOBILIER

Un inventaire du Mobilier et des instruments de travail est tenu par les Services administratifs de l'Institut. La nomenclature des objets détériorés ou enlevés au cours de l'occupation allemande y figure. J'ai constaté que six machines à écrire et une grande table avaient été réquisitionnées. Par contre, les machines électriques à ronéographier ont été sauvegardées ainsi que des quantités importantes de papier à ronéo et autres, propres à être utilisées dès la reprise de l'activité de l'Institut. Un assez grand nombre d'objets usagés devront aussi être rayés de l'Inventaire.

CONCLUSION

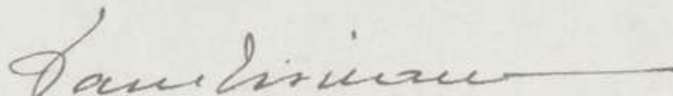
Je n'ai pas d'observations à présenter sur la tenue des écritures comptables. Les règles budgétaires et financières ont été ponctuellement suivies. Aucun virement n'a été opéré :





Au 31 Mars 1945, ainsi que je l'ai dit, les comptes de l'Institut que je déclare réguliers, se soldent par un boni appréciable de plus de Trois cent mille francs. Il est agréable au Commissaire aux Comptes de pouvoir faire ces constatations, au moment où la nouvelle Direction prend en mains le grand organisme international.

Le Commissaire aux Comptes :

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Paul Tisseau', followed by a long horizontal flourish line.

(Paul TISSEAU)

and the fact that, in the case of the  
the 30th of the month, the subject was not  
to the fact that the subject was not  
as to the fact that the subject was not  
the 30th of the month, the subject was not  
the 30th of the month, the subject was not

In the case of the subject, the subject was not

(100-111111)



RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES DE  
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

En exécution de l'article 13 du Règlement financier de l'Institut international de Coopération intellectuelle et en vertu du mandat que j'ai reçu de M. le Président du Conseil d'Administration agissant d'accord avec M. le Ministre des Affaires Etrangères (Lettre du 7 mars 1941) j'ai procédé à l'examen détaillé de toutes les pièces comptables de l'exercice clos au 31 mars dernier.

Les recettes de l'exercice 1944 (voir annexe N° 3) s'établissent de la manière suivante :

Sur les 19 Etats qui payaient leur cotisation avant la guerre,  
seule la France a versé en 1944 ..... 402.000 Frs

Les dépenses de l'exercice 1944 (voir état annexe N° 4) se sont élevées à 342.597 Frs. Les recettes s'élevant à 431.756<sup>f</sup>,50 présentent ainsi un excédent de 89.159<sup>f</sup>,50 .

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES COLONIES, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTER-UNIVERSELLE

-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-

En exécution de l'article 10 du Règlement Intérieur de l'Institut International de Coopération Inter-Universelle et en vertu du mandat que j'ai reçu de M. le Président du Conseil d'Administration relatif à l'accord avec le Ministère des Travaux Publics et des Transports, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les pièces complètes de l'exercice 1951-1952.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signature

Les recettes de l'exercice 1951 (voir annexe N° 1) s'élèvent à :

de la manière suivante :

1°) Contribution des Etats.

Sur les 15 Etats qui payent leur contribution avant le 31 mars :

seule la France a versé en 1951 ..... 100.000,00

2°) Recettes diverses ..... 25.000,00

Total ..... 125.000,00

Les recettes diverses se décomposent comme suit :

Vente de publications ..... 10.000,00

Recettes des capitaines ..... 15.000,00

Total ..... 25.000,00

Annexe N° 2

Les dépenses de l'exercice 1951 (voir l'annexe N° 2) se sont

élevées à 125.000,00. Les recettes s'élevant à 125.000,00 présentent

ainsi un excédent de 0,00.

2  
DETAIL DES DEPENSES ENGAGEES AU CHAPITRE IMPREVU

---

Le crédit porté au § Imprévu est de 43.224 francs ,

Il a été dépensé une somme de 36.724 francs se décomposant comme suit :

1°) Frais de voyage et de séjour du Commissaire  
aux Comptes ..... 15.756 Frs

2°) Allocation exceptionnelle allouée aux fonctionnaires de l'Institut au titre de l'année  
1944 ..... 20.968 "

---

Total ..... 36.724 frs

---

Reste ..... 6.500 frs



Le crédit porté au budget est de 10.000 francs.

Il a été dépensé une somme de 10.000 francs en dépenses courantes.

Suit :

1°) Frais de voyage et de séjour du Commissaire aux Comptes ..... 10.000 frs

2°) Allocation exceptionnelle accordée aux fonctionnaires de l'Intérieur au titre de l'année 1914 ..... 10.000 "

Total ..... 20.000 frs

Reste ..... 0.000 frs

Comme l'exercice 1943 se clôturait lui-même avec un boni de 229.526<sup>f</sup>,71 ainsi que je l'ai constaté dans ma vérification de l'an passé (voir mon rapport du 23 Mai 1944), le résultat définitif de l'exercice 1944, clos le 31 Mars dernier, présente un excédent de recettes de 318.686<sup>f</sup>,21. 2

### C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

---

Ainsi que je l'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des Comptes spéciaux hors-budget. Ces comptes figurent à l'état annexé N° 5. Au cours de l'année 1944, sur les neuf rubriques que comportent ces comptes, une seule opération a été effectuée. Elle concerne, au § 8, le paiement d'un traitement à un fonctionnaire que les circonstances n'ont pas permis de régler plus tôt.

Je ferai observer qu'il reste encore à solder une somme de 56.771<sup>f</sup>,71 de traitements et indemnités concernant d'anciens fonctionnaires.

Voici leur liste et la somme revenant à chacun d'eux:

1 - M. BONNET .....	28.000 Frs
2 - M. ESTABLER .....	4.708 "
3 - M. JACKSON .....	250 "
4 - Melle ROTHBARTH .....	1.742 "
5 - M. VRANEK .....	7.687 "
6 - Mme COLLIN .....	1.400 "
7 - Mme MAX .....	4.543 "
8 - Mme NIESTLE .....	1.600 "
9 - Mme BEREKOVITCH .....	1.500 "
10 - Melle HERZFELD .....	500 "
11 - Melle FLETCHER .....	3.141 "
12 - Mme TABURET .....	1.100 "
13 - Melle WALBRIDGE .....	600 "
	<hr/>
	56.771 Frs

Comme l'expérience 1943 de l'été 1944, les résultats de la  
vérification de la qualité des produits ont été satisfaisants.  
Les résultats de la vérification de la qualité des produits  
ont été satisfaisants, les résultats de la vérification de la  
qualité des produits ont été satisfaisants.

TABLEAU DES RESULTATS DE LA VERIFICATION DE LA QUALITE DES PRODUITS

ainsi que les résultats de la vérification de la qualité des produits.  
Les résultats de la vérification de la qualité des produits ont été  
satisfaisants, les résultats de la vérification de la qualité des  
produits ont été satisfaisants, les résultats de la vérification de la  
qualité des produits ont été satisfaisants, les résultats de la  
vérification de la qualité des produits ont été satisfaisants.

Le total des résultats de la vérification de la qualité des produits  
est satisfaisant, les résultats de la vérification de la qualité des  
produits sont satisfaisants, les résultats de la vérification de la  
qualité des produits sont satisfaisants.

Voici une liste de la somme des résultats de la vérification de la qualité des produits :

1 - M. BERNARD	1.000
2 - M. BERNARD	1.000
3 - M. BERNARD	1.000
4 - M. BERNARD	1.000
5 - M. BERNARD	1.000
6 - M. BERNARD	1.000
7 - M. BERNARD	1.000
8 - M. BERNARD	1.000
9 - M. BERNARD	1.000
10 - M. BERNARD	1.000
11 - M. BERNARD	1.000
12 - M. BERNARD	1.000
13 - M. BERNARD	1.000
14 - M. BERNARD	1.000
15 - M. BERNARD	1.000
16 - M. BERNARD	1.000
17 - M. BERNARD	1.000
18 - M. BERNARD	1.000
19 - M. BERNARD	1.000
20 - M. BERNARD	1.000
21 - M. BERNARD	1.000
22 - M. BERNARD	1.000
23 - M. BERNARD	1.000
24 - M. BERNARD	1.000
25 - M. BERNARD	1.000
26 - M. BERNARD	1.000
27 - M. BERNARD	1.000
28 - M. BERNARD	1.000
29 - M. BERNARD	1.000
30 - M. BERNARD	1.000
31 - M. BERNARD	1.000
32 - M. BERNARD	1.000
33 - M. BERNARD	1.000
34 - M. BERNARD	1.000
35 - M. BERNARD	1.000
36 - M. BERNARD	1.000
37 - M. BERNARD	1.000
38 - M. BERNARD	1.000
39 - M. BERNARD	1.000
40 - M. BERNARD	1.000
41 - M. BERNARD	1.000
42 - M. BERNARD	1.000
43 - M. BERNARD	1.000
44 - M. BERNARD	1.000
45 - M. BERNARD	1.000
46 - M. BERNARD	1.000
47 - M. BERNARD	1.000
48 - M. BERNARD	1.000
49 - M. BERNARD	1.000
50 - M. BERNARD	1.000
51 - M. BERNARD	1.000
52 - M. BERNARD	1.000
53 - M. BERNARD	1.000
54 - M. BERNARD	1.000
55 - M. BERNARD	1.000
56 - M. BERNARD	1.000
57 - M. BERNARD	1.000
58 - M. BERNARD	1.000
59 - M. BERNARD	1.000
60 - M. BERNARD	1.000
61 - M. BERNARD	1.000
62 - M. BERNARD	1.000
63 - M. BERNARD	1.000
64 - M. BERNARD	1.000
65 - M. BERNARD	1.000
66 - M. BERNARD	1.000
67 - M. BERNARD	1.000
68 - M. BERNARD	1.000
69 - M. BERNARD	1.000
70 - M. BERNARD	1.000
71 - M. BERNARD	1.000
72 - M. BERNARD	1.000
73 - M. BERNARD	1.000
74 - M. BERNARD	1.000
75 - M. BERNARD	1.000
76 - M. BERNARD	1.000
77 - M. BERNARD	1.000
78 - M. BERNARD	1.000
79 - M. BERNARD	1.000
80 - M. BERNARD	1.000
81 - M. BERNARD	1.000
82 - M. BERNARD	1.000
83 - M. BERNARD	1.000
84 - M. BERNARD	1.000
85 - M. BERNARD	1.000
86 - M. BERNARD	1.000
87 - M. BERNARD	1.000
88 - M. BERNARD	1.000
89 - M. BERNARD	1.000
90 - M. BERNARD	1.000
91 - M. BERNARD	1.000
92 - M. BERNARD	1.000
93 - M. BERNARD	1.000
94 - M. BERNARD	1.000
95 - M. BERNARD	1.000
96 - M. BERNARD	1.000
97 - M. BERNARD	1.000
98 - M. BERNARD	1.000
99 - M. BERNARD	1.000
100 - M. BERNARD	1.000



1  
10/1

En ce qui concerne la créance de M. ESTABLIER s'élevant à 4.708 fr j'ai le devoir de faire remarquer que ce fonctionnaire a perçu directement du Centre national de la Recherche Scientifique une somme de 15.000 frs, destinée à l'Institut ainsi qu'il ressort d'une lettre du Directeur du Centre en date du 13 mai 1942. Le Chef des Services administratifs m'a fourni sur cette affaire les renseignements <sup>suivants</sup> : ~~lors-~~ que M. ESTABLIER a donné sa démission au mois de février 1941, il lui était dû :

1°) Un mois de traitement, soit ..... 4.708,30

2°) Aux termes de sa lettre d'engagement, le remboursement de ses frais de voyage et de déménagement de Paris à Burgos.

En raison des circonstances et de l'obligation où il s'est trouvé de quitter rapidement Paris, ce traitement et le montant de ses frais de rapatriement n'ont pu être versés à M. ESTABLIER au moment de son départ.


C'est vraisemblablement pour cette raison qu'il a considéré les 15.000 francs par lui perçus comme un acompte sur ce que lui était dû par l'Institut.

Il y a là une irrégularité qu'il convient de réparer ~~maintenant~~ <sup>et maintenant</sup> car les correspondances postales ~~sont~~ permises. La Subvention du Centre national de la Recherche Scientifique n'ayant pas été versée dans la Caisse de l'Institut, n'a pu figurer au compte. Il y a donc lieu de demander sans retard à M. ESTABLIER, le relevé de ses frais de rapatriement et de déménagement et régler la dépense, tout en faisant les opérations comptables nécessaires.

Je dois signaler enfin les créances concernant deux fonctionnaires de l'Institut.

1°) M. GEESTERANUS ..... 5.000 francs  
2°) Melle RIGAUD ..... 200 "

Ces créances <sup>proviennent</sup> ~~provenant~~ de prêts faits par la Caisse. Les lettres recommandées réclamant le remboursement adressées à l'un et l'autre sont restées jusqu'à ce jour sans réponse.



Il est en effet certain que les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale. Les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale. Les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale.

Il est en effet certain que les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale. Les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale. Les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale.

Il est en effet certain que les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale. Les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale. Les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale.

Il est en effet certain que les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale. Les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale. Les services de l'Etat ont été très utiles pour la mise en œuvre de la loi sur la sécurité sociale.

Il serait souhaitable de régler au plus tôt cet arriéré.

FONDS DE RESERVE

Je crois devoir appeler l'attention des autorités supérieures de l'Institut sur le Fonds de Réserve qui fait l'objet du § 9 des comptes spéciaux. Une longue expérience a montré l'absolue nécessité de ce fonds que tous mes prédécesseurs ont recommandé. Diverses décisions du Conseil d'administration en ont fixé le montant au dixième environ du budget annuel soit 400.000 francs.

Lors de la liquidation du personnel, en 1941, un emprunt s'élevant à 104.315 francs a dû être fait à ce fonds pour compléter le montant des indemnités de licenciement que le budget ordinaire n'avait pas les moyens de supporter.

Au moment où l'Institut reprend heureusement son essor, il serait, à mon avis, d'excellente administration de reconstituer l'intégralité dudit Fonds de Réserve dont l'Administration nouvelle, comme sa devancière, ne manquera pas d'apprécier l'utilité. Et puisque le boni de l'exercice clos s'élève à 318.686<sup>f</sup>21, il serait facile de prélever la somme nécessaire de 104.315 francs et de l'affecter à ce Fonds de Réserve, ainsi reconstitué.

23

0  
0 0



Il serait souhaitable de régler au plus tôt ces affaires.

FOUNDS DE RESERVE

Je crois devoir appeler l'attention des autorités supérieures de l'Institut sur le Fonds de Réserve qui fait l'objet de 2 des comptes spéciaux. Une longue expérience a montré l'importance de ce Fonds que tous nos prédécesseurs ont recommandé. Diverses décisions du Conseil d'Administration en ont fixé le montant au minimum environ du budget annuel soit 40.000 francs.

Lors de la liquidation de personnel, en 1947, un emprunt a été fait à 104.575 francs et est été fait à ce Fonds pour compléter le montant des indemnités de licenciement que le budget ordinaire n'avait pas les moyens de supporter.

En 1948, le Conseil d'Administration a décidé de verser, à son avis, d'urgence une somme de 100.000 francs au Fonds de Réserve dont l'administration nouvelle, comme on devine, ne manquera pas d'apprécier l'utilité. Et puis que le point de l'exercice clos a été à 104.575 francs, il serait facile de prélever la somme nécessaire de 104.575 francs et de l'affecter à ce Fonds de Réserve, ainsi recommandé.

3/

Des bruits ayant circulé, suivant lesquels l'Institut aurait mis à la disposition des allemands une somme de Cent mille dollars, le Commissaire aux Comptes a le devoir de faire justice de telles allégations.

L'Institut est détenteur de 33.325,98 \$ provenant des Dotations ROCKEFELLER et CARNEGIE. Ils figurent au Compte de l'exercice 1944 (voir annexe N° 6 bis). Ils figuraient déjà pour 33.880,98 \$ au 18 Mai 1940, c'est-à-dire, avant l'occupation. Pour liquider les dépenses engagées au début de l'année 1940, il a été nécessaire de vendre Mille dollars au mois de février 1941, ce qui a ramené le compte, à cette date, à 32.880,98 \$. Mais un chèque de 445 \$, du 15 Avril 1939, régulièrement envoyé à son destinataire, n'ayant pas été inscrit par la Banque au débit du compte de l'Institut, le montant en a été ajouté au total ci-dessus ce qui porte à 33.325,98 \$, total inchangé <sup>des dollars</sup> ~~de francs~~ *appartenant à l'Institut* (Ci-après déclaration du Crédit Commercial de France.)

Les bruits qui ont circulé sont donc sans aucun fondement.

COPIE DE LA LETTRE DU CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE  
A LA DATE DU 17 MAI 1945

INSTITUT INTERNATIONAL DE  
COOPERATION INTELLECTUELLE  
PARIS

Le 17 Mai 1945

Messieurs,

Comme suite à votre demande, nous vous informons que votre compte "DOLLARS" N° 569.214, présente, à ce jour, sur nos livres un solde de

\$ : 33.325,98

en votre faveur.

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

signatures illisibles





## INVENTAIRE DU MOBILIER

---

Un inventaire du Mobilier et des instruments de travail est tenu par les Services administratifs de l'Institut. La nomenclature des objets détériorés ou enlevés au cours de l'occupation allemande y figure. <sup>Je n'ai</sup> J'ai constaté ~~que~~ que six machines à écrire et une grande table avaient été réquisitionnées. Par contre, les machines électriques à ronéographier ont été sauvegardées ainsi que des quantités importantes de papier à ronéo et autres, propres à être utilisées dès la reprise de l'activité de l'Institut. *Un assez grand nombre d'objets usagés devront ~~pas~~ aussi être rayés de l'inventaire.*

### CONCLUSION

---

Je n'ai pas d'observations à présenter sur la tenue des écritures comptables. Les règles budgétaires et financières ont été ponctuellement suivies. Aucun virement n'a été opéré :

Au 31 Mars 1945, ainsi que je l'ai dit, les comptes de l'Institut que je déclare réguliers, ~~se~~ soldent par un boni appréciable de plus de Trois cent mille francs. Il est agréable au Commissaire aux Comptes de pouvoir faire ces constatations, au moment où la nouvelle Direction prend en mains le grand organisme international.

Le Commissaire aux Comptes :

(Paul TISSEAU)

INVENTAIRE DU MOBILIER

Un inventaire du mobilier et des instruments de travail est tenu par les services administratifs de l'Institut. Les numéros des objets détachés ou enlevés au cours de l'occupation allemande y figurent. J'ai constaté que six machines à écrire et une grande table avaient été réquisitionnées. Par contre, les machines électriques à phonographe ont été sauvegardées ainsi que des quantités importantes de papier à rendre et autres propres à être utilisées par le régime de l'occupé de l'Institut. Il n'y a pas eu de pertes.

CONCLUSION

Je n'ai pas d'observations à présenter sur la tenue des écritures comptables. Les règles budgétaires et financières ont été ponctuellement suivies. Aucun virement n'a été opéré : Au 31 Mars 1943, ainsi que je l'ai dit, les comptes de l'Institut que je déclare réguliers, se soldent par un bon équilibre de plus de trois cent mille francs. Il est évident au Commissaire aux Comptes de pouvoir faire ses constatations, au moment ou la nouvelle Direction prend en mains le grand organisme international.

Le Commissaire aux Comptes :

(Paul TIGHEAU)

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES DE  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

— — — — —

## A. - RECETTES

1°) Subventions des Etats.

France .....	362.000 Frs
--------------	-------------

2°) Recettes diverses .....	26.163,75
-----------------------------	-----------

Total .....	388.163,75
-------------	------------

Les 26.163,75 de recettes diverses se décomposent comme suit :

Vente de Publications .....	10.004,90
-----------------------------	-----------

Vente d'articles de papeterie hors d'usage ...	1.070
------------------------------------------------	-------

Intérêts des Capitaux placés .....	15.088,85
------------------------------------	-----------

Total .....	26.163,75
-------------	-----------



Paris, le 22 mai 1954

LE DIRECTEUR DU BUREAU DES RECHERCHES  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

-----

En réponse de votre lettre du 15 mai 1954, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez demandé. Ce rapport est le fruit de l'étude que j'ai faite de la situation des affaires étrangères, j'ai essayé de présenter une vue d'ensemble de la situation internationale et de l'évolution de la situation internationale, pour l'année 1954, et de l'évolution de la situation internationale, pour l'année 1955. Ce rapport est le fruit de l'étude que j'ai faite de la situation des affaires étrangères, j'ai essayé de présenter une vue d'ensemble de la situation internationale et de l'évolution de la situation internationale, pour l'année 1954, et de l'évolution de la situation internationale, pour l'année 1955.

-----

Les données de l'annuaire 1954 (voir annuaire 1954) s'établissent de la manière suivante :

1° Subventions des Etats

France .....	25.000.000
Autres Etats .....	1.000.000
<b>Total .....</b>	<b>26.000.000</b>

Les données de l'annuaire 1955 se établissent de la manière suivante :

France .....	25.000.000
Autres Etats .....	1.000.000
<b>Total .....</b>	<b>26.000.000</b>

## B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1943 (voir état annexe n° 5) se sont élevées à 317.033 francs. Les recettes s'élevant à 388.163,75 présentent ainsi un excédent de 71.130<sup>f</sup>,75. Comme l'exercice 1942 se clôturait lui-même avec un excédent de recettes de 158.395,96 ainsi que je l'ai constaté lors de ma vérification de l'an passé (Voir mon Rapport du 28 mai 1943), le résultat définitif de l'exercice 1943, clos le 31 mars dernier, présente un excédent de recettes de 229.526,71.

## C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

Ainsi que je l'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Au cours de l'exercice écoulé aucune opération comptable n'ayant été faite à ce titre ainsi que l'établit l'état annexe n° 1, je n'ai donc aucune observation à présenter sur ces comptes dont le solde reste le même qu'à la clôture de l'exercice précédent.

## CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables soumis à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1943.

Le Commissaire aux Comptes :

*J. Audureau*

The purpose of this report is to provide a summary of the results of the study conducted by the research team. The study was designed to investigate the effects of the proposed intervention on the target population. The results of the study are presented in the following sections. The first section provides a brief overview of the study design and methodology. The second section presents the results of the study, including the mean scores and standard deviations for each group. The third section discusses the implications of the findings and provides recommendations for future research.

References

1. Smith, J. (2010). The effects of the proposed intervention on the target population. *Journal of Research in Education*, 30(1), 1-10.

2. Jones, M. (2011). The effects of the proposed intervention on the target population. *Journal of Research in Education*, 31(2), 1-10.

3. Brown, K. (2012). The effects of the proposed intervention on the target population. *Journal of Research in Education*, 32(3), 1-10.

4. White, L. (2013). The effects of the proposed intervention on the target population. *Journal of Research in Education*, 33(4), 1-10.

5. Black, N. (2014). The effects of the proposed intervention on the target population. *Journal of Research in Education*, 34(5), 1-10.

The purpose of this report is to provide a summary of the results of the study conducted by the research team. The study was designed to investigate the effects of the proposed intervention on the target population. The results of the study are presented in the following sections. The first section provides a brief overview of the study design and methodology. The second section presents the results of the study, including the mean scores and standard deviations for each group. The third section discusses the implications of the findings and provides recommendations for future research.

Paris, le 23 mai 1944

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, pour l'exercice 1943, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée.

A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1943 (voir annexe N° 3) s'établissent de la manière suivante :

1°) Subvention des Etats

France .....	362.000 Frs
--------------	-------------

2°) Recettes diverses .....	26.163,75
-----------------------------	-----------

Total .....	388.163,75
-------------	------------

Les 26.163,75 de recettes diverses se décomposent comme suit :

Vente de Publications .....	10.004,90
-----------------------------	-----------

Vente d'articles de papeterie hors d'usage .	1.070
----------------------------------------------	-------

Intérêts des Capitaux placés .....	15.088,85
------------------------------------	-----------

Total .....	26.163,75
-------------	-----------

B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1943 (voir annexe N°5) se sont élevées à 317.033 francs. Les recettes s'élevant ) 388.163,75 présentent ainsi un excédent de 71.130,75. Comme l'exercice 1942 se





clôturait lui-même avec un excédent de recettes de 158.395,95 ainsi que je l'ai constaté lors de ma vérification de l'an passé (voir mon rapport du 28 mai 1943), le résultat définitif de l'exercice 1943, clos le 31 mars dernier, présente un excédent de recettes de 229.526,71.

C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

Ainsi que j'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Au cours de l'exercice écoulé aucune opération comptable n'ayant été faite à ce titre ainsi que l'établit l'état annexe N° 1, je n'ai donc aucune observation à présenter sur ces comptes dont le solde reste le même qu'à la clôture de l'exercice précédent.

CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables soumis à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1943.

Le Commissaire aux Comptes :

(P. Tisseau)



également lui-même avec un montant de recettes de 128.330,00 francs  
que j'ai constaté lors de la vérification de l'exercice (voir  
mon rapport du 22 mai 1943). Je réajuste définitivement l'exercice 1943,  
dont le solde est sans caractère, présente un excédent de recettes de  
228.330,00.

6. COMPTES DES COMPTES DE MOUVEMENT

Enfin, j'ai expliqué dans mes précédentes réponses, l'ins-  
tance des recettes et des dépenses affectées à des comptes spé-  
ciaux pour budget, au centre de l'exercice, conformément à la  
comptabilité d'après les faits à ce titre ainsi que l'Article 1er de  
l'annexe 2. Je n'ai donc aucune observation à présenter sur ces  
comptes dont le solde reste le même qu'à la clôture de l'exercice  
précédent.

ANNEXE

La vérification des registres et pièces comptables a permis  
non seulement de valider les bons gestion.  
Je réajuste donc définitivement les comptes de l'exercice 1943.  
La Commission des Comptes :

(M. Tassin)



Paris, le 23 mai 1944

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

—:—:—:—:—:—:—:—:—:—

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, pour l'exercice 1943, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée.

## A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1943 (voir annexe N° 3) s'établissent de la manière suivante :

1°) Subvention des Etats

France .....	362.000 Frs
2°) Recettes diverses .....	26.163,75
	<hr/>
Total .....	388.163,75

Les 26.163,75 de recettes diverses se décomposent comme suit :

Vente de Publications .....	10.004,90
Vente d'articles de papeterie hors d'usage .	1.070
Intérêts des Capitaux placés .....	15.088,85
	<hr/>
Total .....	26.163,75

## B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1943 (voir annexe N°5) se sont élevées à 317.033 francs. Les recettes s'élevant à 388.163,75 présentent ainsi un excédent de 71.130,75. Comme l'exercice 1942 se

REPORT OF THE COMMISSIONER OF THE GENERAL LAND OFFICE  
FOR THE YEAR 1912

---1---1---1---1---

The Commission has the honor to acknowledge the receipt of the report of the  
Commissioner of the General Land Office for the year 1912, and to  
express its appreciation of the thoroughness and accuracy of the  
information furnished. The report is a valuable contribution to the  
knowledge of the land resources of the United States, and is  
a most interesting and instructive study of the land problem  
of the country.

TABLE I.

Land owned by the United States (exclusive of the National Forests)

and the Public Domain:

(1) Reservation Lands

Acres	Value
1,000,000	\$1,000,000

Acres	Value
1,000,000	\$1,000,000

Acres	Value
1,000,000	\$1,000,000

Acres	Value
1,000,000	\$1,000,000

TABLE II.

Land owned by the United States (exclusive of the National Forests)

and the Public Domain:

(2) Reservation Lands

clôturait lui-même avec un excédent de recettes de 158.395,95 ainsi que je l'ai constaté lors de ma vérification de l'an passé (voir mon rapport du 28 mai 1943), le résultat définitif de l'exercice 1943, clos le 31 mars dernier, présente un excédent de recettes de 229.526,71.

#### C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

Ainsi que j'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Au cours de l'exercice écoulé aucune opération comptable n'ayant été faite à ce titre ainsi que l'établit l'état annexe N° 1, je n'ai donc aucune observation à présenter sur ces comptes dont le solde reste le même qu'à la clôture de l'exercice précédent.

#### CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables soumis à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1943.

Le Commissaire aux Comptes :

(P. Tisseau)





Paris, le 28 mai 1943

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

— 1 — 1 — 1 — 1 — 1 — 1 — 1 — 1 — 1 — 1 —

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée :

## A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1942 (Voir annexe n° 3) s'établissent de la manière suivante :

1°) Subvention des Etats :

France .....	318.660
--------------	---------

2°) Recettes diverses .....	26.795,10
-----------------------------	-----------

Total .....	345.455,10
-------------	------------

Les 26.795,10 de recettes diverses se décomposent comme suit :

1°) Vente de Publications.....	1.249,17
--------------------------------	----------

2°) Vente de vieux papiers .....	1.048
----------------------------------	-------

3°) Annulation d'une somme prévue pour indemnité de licenciement .....	1.600
------------------------------------------------------------------------	-------

4°) Intérêts des Comptes courants .....	13.983,93
-----------------------------------------	-----------

5°) Don ..... 8.914

Total .....	26.795,10
-------------	-----------

1945, 10 22 1945

RECEIPT DE LA SOCIÉTÉ DE LA VITICULTURE  
DE LA RÉGION DE LA VITICULTURE

---1-1-1-1-1-1-1-1---

La Société de la Viticulture de la Région de la Viticulture  
a reçu de la Société de la Viticulture de la Région de la Viticulture  
la somme de 1.000,00 francs pour la somme de 1.000,00 francs  
à la date du 10/10/45. La somme de 1.000,00 francs  
a été versée par la Société de la Viticulture de la Région de la Viticulture  
à la date du 10/10/45.

RECEIPT

La Société de la Viticulture de la Région de la Viticulture  
a reçu de la Société de la Viticulture de la Région de la Viticulture

1°) Somme de 1.000,00 francs :

1.000,00	.....
1.000,00	.....
2.000,00	.....

La somme de 2.000,00 francs a été versée par la Société de la Viticulture de la Région de la Viticulture

1.000,00	.....	1°) Somme de 1.000,00 francs :
1.000,00	.....	2°) Somme de 1.000,00 francs :
1.000,00	.....	3°) Somme de 1.000,00 francs :
1.000,00	.....	4°) Somme de 1.000,00 francs :
1.000,00	.....	5°) Somme de 1.000,00 francs :
5.000,00	.....	Total : 5.000,00



### B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1942 (Voir état annexe n° 5) se sont élevées à 368.842,03 soit un excédent sur les recettes de 23.386,93. Mais comme le boni de l'exercice 1941 se chiffre à 181.782,89, le résultat définitif de l'exercice 1942 est en excédent de recettes de 158.395,95 ainsi que l'établit l'état annexe n° 6.

L'excédent de dépenses ci-dessus constaté est dû à trois paiements sur exercices clos que l'Institut a dû effectuer. L'un de ces paiements s'élevant à 79.270 liquide une ancienne facture de l'Imprimerie Jouve et Cie, qui n'avait pu être réglée, ainsi que je l'ai expliqué dans mon rapport de l'an dernier par suite de saisie-arrêt sur le papier mis à la disposition de l'imprimeur par l'Institut. Un autre paiement s'élevant à 2.688 francs concerne une indemnité de repli due à un ancien fonctionnaire, non payée en 1940. Le 3ème se rapporte à une dette pour abonnements à diverses publications. Il s'élève à 543,35.

A l'heure actuelle toutes les factures de fournisseurs établies avant la guerre sont réglées.

### C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

Ainsi que je l'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors-budget. Leur nomenclature figure à l'état annexe n° 7. Pendant l'exercice que je viens de vérifier des dépenses n'ont été effectuées que sur quatre de ces comptes. Je n'ai pas d'observation à présenter sur ces opérations. Je rappellerai seulement que la dépenses de 104.315 francs engagée sur le Fonds de Réserve a servi à payer les indemnités de licenciement au personnel supérieur de l'Institut, indemnités qui avaient été accordées par le Département, après examen de chaque cas particulier.





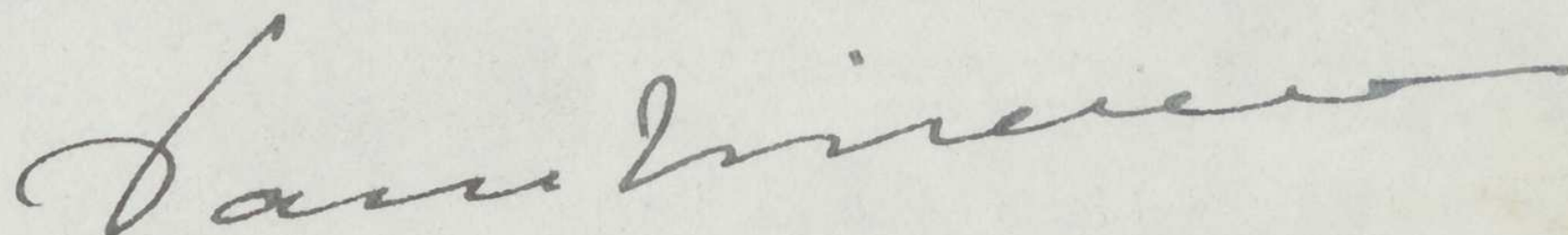
CONCLUSION

---

La vérification des registres et pièces comptables soumis  
à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1942.

Le Commissaire aux Comptes :



(P. Tisseau)

Ancien Préfet

Ancien Directeur des Services adminis-  
tratifs de l'Institut international de  
Coopération intellectuelle.



CONCLUSION

La vérification des résultats de l'exercice 1951  
a été effectuée par le Comité d'audit.  
Les résultats sont satisfaisants.

Le Comité d'audit a conclu :

(S. T. T. T.)  
Le Comité d'audit a constaté que les  
résultats de l'exercice 1951 sont satisfaisants.  
Le Comité d'audit a conclu :



Paris, le 28 mai 1943

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

$$= \frac{1}{2} - \frac{1}{2} + \frac{1}{2} - \frac{1}{2} + \frac{1}{2} - \frac{1}{2} + \frac{1}{2} - \frac{1}{2} + \frac{1}{2} - \frac{1}{2} + \frac{1}{2} - \frac{1}{2} =$$

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée :

## A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1942 (Voir annexe n° 3) s'établissent de la manière suivante :

1°) Subvention des Etats :

France .....	318.660
--------------	---------

2°) Recettes diverses .....	26.795,10
-----------------------------	-----------

Total .....	345.455,10
-------------	------------

Les 26.795,10 de recettes diverses se décomposent comme suit :

1°) Vente de Publications .....	1.249,17
---------------------------------	----------

2°) Vente de vieux papiers .....	1.048
----------------------------------	-------

3°) Annulation d'une somme prévue pour indemnité de licenciement ..... 11.600,00

4°) Intérêts des Comptes courants .....	13.983,93
-----------------------------------------	-----------

5°) Don ..... 8.914

Total .....	26.795,10
-------------	-----------

1. The first part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

2. The second part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

3. The third part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

4. The fourth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

5. The fifth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

6. The sixth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

7. The seventh part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

8. The eighth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

9. The ninth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

10. The tenth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

11. The eleventh part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

12. The twelfth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

13. The thirteenth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

14. The fourteenth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

15. The fifteenth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.

16. The sixteenth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees and sub-committees of the Commission.



### B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1942 (Voir état annexe N° 5) se sont élevées à 368.842,03 soit un excédent sur les recettes de 23.386,93. Mais comme le boni de l'exercice 1941 se chiffre à 181.782,89, le résultat définitif de l'exercice 1942 est en excédent de recettes de 158.395,95 ainsi que l'établit l'état annexe N° 6.

L'excédent de dépenses ci-dessus constaté est dû à trois paiements sur exercices clos que l'Institut a dû effectuer. L'un de ces paiements s'élevant à 79.270 liquide une ancienne facture de l'Imprimerie Jouve et Cie, qui n'avait pu être réglée, ainsi que je l'ai expliqué dans mon rapport de l'an dernier par suite de saisie-arrêt sur le papier mis à la disposition de l'imprimeur par l'Institut. Un autre paiement s'élevant à 2.688 francs concerne une indemnité de repli due à un ancien fonctionnaire, non payée en 1940. Le 3ème se rapporte à une dette pour abonnements à diverses publications. Il s'élève à 543,35.

A l'heure actuelle toutes les factures de fournisseurs établies avant la guerre sont réglées.

### C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

Ainsi que j'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors-budget. Leur nomenclature figure à l'état annexe n° 7. Pendant l'exercice que je viens de vérifier des dépenses n'ont été effectuées que sur quatre de ces comptes. Je n'ai pas d'observation à présenter sur ces opérations. Je rappellerai seulement que la dépense de 104.315 francs engagée sur le Fonds de Réserve a servi à payer les indemnités de licenciement au personnel supérieur de l'Institut, indemnités qui avaient été accordées par le Département, après examen de chaque cas particulier.

2. SUMMARY

The following is a summary of the information received from the various sources mentioned in the report. It is intended to provide a general overview of the situation and to highlight the key points of interest. The information is presented in a concise and factual manner, without any analysis or interpretation. It is based on the best available information at the time of writing.

The information is presented in a concise and factual manner, without any analysis or interpretation. It is based on the best available information at the time of writing.

3. CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

The following conclusions and recommendations are based on the information presented in the report. They are intended to provide a basis for further action and to guide the decision-making process. The conclusions are based on the best available information at the time of writing.

The following conclusions and recommendations are based on the information presented in the report. They are intended to provide a basis for further action and to guide the decision-making process. The conclusions are based on the best available information at the time of writing.

CONCLUSION

---

La vérifications des registres et pièces comptables soumis  
à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1942

Le Commissaire aux Comptes :

(P. Tisseau)  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services adminis-  
tratifs de l'Institut international de  
Coopération intellectuelle.



CONCLUSION

In view of the fact that the results of the present study

are in good agreement with those of other workers

it is concluded that the present results are in good agreement

with those of other workers.

The authors are indebted to the following persons for their assistance in the preparation of this manuscript: Mr. J. H. ... and Mr. ...

Paris, le 28 mai 1943

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

— : — : — : — : — : — : — : — : — : —

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée :

## A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1942 (Voir annexe n° 3) s'établissent de la manière suivante :

1°) Subvention des Etats :

France .....	318.660
--------------	---------

2°) Recettes diverses .....	26.795,10
-----------------------------	-----------

Total .....	345.455,10
-------------	------------

Les 26.795,10 de recettes diverses se décomposent comme suit :

1°) Vente de Publications .....	1.249,17
---------------------------------	----------

2°) Vente de vieux papiers .....	1.048
----------------------------------	-------

3°) Annulation d'une somme prévue pour indemnité de licenciement .....	11.600,00
------------------------------------------------------------------------	-----------

4°) Intérêts des Comptes courants .....	13.983,93
-----------------------------------------	-----------

5°) Don ..... 8.914

Total .....	26.795,10
-------------	-----------





## B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1942 (Voir état annexe N° 5) se sont élevées à 368.842,03 soit un excédent sur les recettes de 23.386,93. Mais comme le boni de l'exercice 1941 se chiffre à 181.782,89, le résultat définitif de l'exercice 1942 est en excédent de recettes de 158.395,95 ainsi que l'établit l'état annexe N° 6.

L'excédent de dépenses ci-dessus constaté est dû à trois paiements sur exercices clos que l'Institut a dû effectuer. L'un de ces paiements s'élevant à 79.270 liquide une ancienne facture de l'Imprimerie Jouve et Cie, qui n'avait pu être réglée, ainsi que je l'ai expliqué dans mon rapport de l'an dernier par suite de saisie-arrêt sur le papier mis à la disposition de l'imprimeur par l'Institut. Un autre paiement s'élevant à 2.688 francs concerne une indemnité de repli due à un ancien fonctionnaire, non payée en 1940. Le 3ème se rapporte à une dette pour abonnements à diverses publications. Il s'élève à 543,35.

A l'heure actuelle toutes les factures de fournisseurs établies avant la guerre sont réglées.

## C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

Ainsi que j'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors-budget. Leur nomenclature figure à l'état annexe n° 7. Pendant l'exercice que je viens de vérifier des dépenses n'ont été effectuées que sur quatre de ces comptes. Je n'ai pas d'observation à présenter sur ces opérations. Je rappellerai seulement que la dépense de 104.315 francs engagée sur le Fonds de Réserve a servi à payer les indemnités de licenciement au personnel supérieur de l'Institut, indemnités qui avaient été accordées par le Département, après examen de chaque cas particulier.



CONCLUSION

---

La vérifications des registres et pièces comptables soumis  
à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1942

Le Commissaire aux Comptes :

(P. Tisseau)  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services adminis-  
tratifs de l'Institut international de  
Coopération intellectuelle.



CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables  
non examinée et non rendue.  
Le total des registres et pièces comptables  
de la Commission est nul.

(2. Page)  
Annexes  
- Annexe 1 : Liste des registres et pièces comptables  
de la Commission.  
- Annexe 2 : Liste des registres et pièces comptables  
de la Commission.

Paris, le 13 mai 1942

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

---

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée.

Ainsi qu'on le constatera, il n'y a pas eu pour l'exercice 1941, qui vient de se clore le 31 mars dernier, de budget établi, puisque, par suite des circonstances, le Conseil d'administration n'a pu se réunir. Les services administratifs de l'Institut ont en quelque sorte "reconduit" le budget de l'exercice précédent (voir tableau N° 2), en considérant comme régulièrement ouverts les crédits reportés de cet exercice et en affectant les ressources nouvelles de 1941 à l'augmentation des chapitres qui, prévus pour un seul exercice, devaient forcément se trouver insuffisants (voir tableau N° 4 - Etat des crédits supplémentaires)/

Cette procédure tout à fait exceptionnelle ne se produira d'ailleurs plus, puisque un budget approuvé par le Département a été arrêté pour l'exercice en cours (exercice 1942).

A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1941 (voir annexe 3) s'établissent la manière suivante :

1°) Subvention des Etats :

France .....	391.123
--------------	---------

2°) Recettes diverses .....	9.764,14
-----------------------------	----------

Total .....	400.887,14
-------------	------------





Les chiffres des recettes diverses se décomposent, comme suit :

1°) Part contributive du Service d'Action Artistique à l'étranger dans la consommation d'eau de source .....	1.878,40
2°) Vente d'objets hors d'usage .....	456
3°) Intérêts des capitaux placés .....	6.900,79
4°) Vente des Publications .....	528,95
Total .....	9.764,14

Les recettes de l'exercice 1941 ajoutées au boni de l'exercice 1940 (921.932,45) ont ainsi permis à l'Institut de fonctionner.

#### B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1941 (voir état N° 5) se sont élevées à 1.141.036,70. Elles comprennent le montant des traitements de tout le Personnel de l'Institut du 1er janvier au 30 septembre 1941 et celui du personnel maintenu à partir du 1er octobre. A cette date, en effet, les contrats n'ont pas été renouvelés, et le personnel secondaire a été licencié suivant les règles prescrites par le Statut. Des indemnités de licenciement s'élevant à une somme de 37.800 francs ont été accordées aux fonctionnaires remerciés. Seuls ont été maintenus 3 d'entre eux, et une sténo-dactylographe, chargés de l'expédition des affaires courantes, de la conservation et de la garde du matériel, ainsi que le concierge de l'Institut.

Je n'ai pas d'observations à présenter sur les différents chapitres "Dépenses". Au cours de ma dernière vérification (voir rapport du 16 septembre 1941) j'avais relevé un dépassement de crédit de 32.963,25 au § "Publications" mais je suis heureux de constater qu'à la suite de réductions obtenues sur les divers mémoires d'imprimeurs par l'Econome de l'Institut, ce dépassement disparaît.

Je note également que les factures importantes de fournisseurs ont été payées. Seul un imprimeur n'a pu être réglé en raison des

Les dépenses de l'année 1961 sont les suivantes :

1°) Frais de fonctionnement des services de l'année	1.500,00
2°) Frais de fonctionnement des services de l'année	400,00
3°) Frais de fonctionnement des services de l'année	4.000,00
4°) Frais de fonctionnement des services de l'année	200,00
<b>Total</b>	<b>6.100,00</b>

Les dépenses de l'année 1961 sont les suivantes :

### CHAPITRE II

Les dépenses de l'année 1961 (voir état n° 2) se sont élevées à 6.100,00. Elles comprennent le montant des versements de tout le personnel de l'Institut de l'année 1961 et de l'année 1960. Les dépenses de l'année 1961 sont les suivantes :

Les dépenses de l'année 1961 sont les suivantes :

circonstances actuelles (Saisie-arrêt sur le papier d'imprimerie mis à sa disposition par l'Institut). Sa créance qui s'élève à 117.000 frs, compte non tenu des abattements à prévoir, sera payée sur le boni de l'exercice clos, (boni s'élevant à 181.782,89, voir annexe 6). Ce paiement fait, le reliquat définitif de l'exercice 1941 sera donc de 64.000 francs environ.

---

#### GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

---

Ainsi que j'ai déjà noté dans mon rapport de l'an dernier, l'Institut a également des recettes et dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Leur nomenclature figure à l'état annexe N° 7. Au cours de l'exercice que je viens de vérifier les dépenses n'ont été payées que sur 3 de ces comptes :

- |                                                                                                                                                                                                             |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1°) Fondation Rockefeller : Subvention pour l'organisation de la Conférence des Hautes Etudes internationales et la Publication des Travaux de cette Conférence.<br>(Factures qui restaient à solder) ..... | 49.775,54 |
| 2°) Versement en dépôt à la Caisse de l'Institut de traitements et indemnités non émargés ...                                                                                                               | 10.975    |
| 3°) Fondation Rockefeller - Conférence des Hautes Etudes internationales .....                                                                                                                              | 1.000 \$  |

En ce qui concerne le compte dollars actuellement bloqué figurant dans la 2ème partie du tableau annexé N° 7, je ne puis que renouveler mes observations de l'an dernier.





C O N C L U S I O N

---

La vérification des registres et pièces comptables soumis à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1941.

Le Commissaire aux Comptes :

(P. Tisseau)  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de  
Coopération intellectuelle .

ANNEXE

La vérification des registres et des comptes soumis à  
son examen revêtira une forme spéciale.  
Le tableau des révisions est annexé au présent rapport.  
Le Commissaire aux Comptes :

(A. Tisserand)  
Commissaire aux Comptes  
Ancien Directeur des Services Administratifs  
Cité de l'Université, 100 rue de la Harpe  
Téléphone : 100-100-100



Paris, le 13 mai 1942

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

---

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée.

Ainsi qu'on le constatera, il n'y a pas eu pour l'exercice 1941, qui vient de se clore le 31 mars dernier, de budget établi, puisque, par suite des circonstances, le Conseil d'administration n'a pu se réunir. Les Services administratifs de l'Institut ont en quelque sorte "reconduit" le budget de l'exercice précédent (voir tableau N° 2), en considérant comme régulièrement ouverts les crédits reportés de cet exercice et en affectant les ressources nouvelles de 1941 à l'augmentation des chapitres qui, prévus pour un seul exercice, devaient forcément se trouver insuffisants (voir tableau N° 4 - Etat des crédits supplémentaires).

Cette procédure tout à fait exceptionnelle ne se produira d'ailleurs plus, puisque un budget approuvé par le Département a été arrêté pour l'exercice en cours (exercice 1942).

A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1941 (voir annexe 3) s'établissent de la manière suivante :

1°) Subvention des Etats :

France .....	391.123
--------------	---------

2°) Recettes diverses .....	9.764,14
-----------------------------	----------

Total .....	400.887,14
-------------	------------

REPORT ON THE PROGRESS OF THE WORK DURING THE YEAR 1900

The work of the Commission during the year 1900 has been devoted to the study of the various questions connected with the administration of the colonies. The Commission has held several meetings and has received many suggestions from the various departments of the Government. The results of its work are set forth in the following report.

The Commission has first of all considered the question of the organization of the various departments of the Government. It has found that there is a need for a more efficient system of organization, and it has proposed several reforms. It has also considered the question of the appointment and removal of officials, and it has proposed several reforms in this connection. The Commission has also considered the question of the administration of the colonies, and it has proposed several reforms in this connection. The results of its work are set forth in the following report.

The Commission has also considered the question of the administration of the colonies, and it has proposed several reforms in this connection. The results of its work are set forth in the following report.

The Commission has also considered the question of the administration of the colonies, and it has proposed several reforms in this connection. The results of its work are set forth in the following report.

The Commission has also considered the question of the administration of the colonies, and it has proposed several reforms in this connection. The results of its work are set forth in the following report.

The Commission has also considered the question of the administration of the colonies, and it has proposed several reforms in this connection. The results of its work are set forth in the following report.

Le chiffre des recettes diverses se décompose comme suit :

1°) Part contributive du Service d'Action Artistique à l'étranger dans la consommation d'eau de source .....	1.878,40
2°) Vente d'objets hors d'usage .....	456
3°) Intérêts des capitaux placés .....	6.900,79
4°) Vente des Publications .....	528,95
	<hr/>
Total .....	9.764,14

Les recettes de l'exercice 1941 ajoutées au boni de l'exercice 1940 (921.932,45) ont ainsi permis à l'Institut de fonctionner.

#### B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1941 (voir état N° 5) se sont élevées à 1.141.036,70. Elles comprennent le montant des traitements de tout le Personnel de l'Institut du 1er janvier au 30 septembre 1941 et celui du personnel maintenu à partir du 1er octobre. A cette date, en effet, les contrats n'ont pas été renouvelés, et le personnel secondaire a été licencié suivant les règles prescrites par le Statut. Des indemnités de licenciement s'élevant à une somme totale de 37.800 francs ont été accordées aux fonctionnaires remerciés. Seuls ont été maintenus 3 d'entre eux, et une sténo-dactylographe, chargés de l'expédition des affaires courantes, de la conservation et de la garde du matériel, ainsi que le concierge de l'Institut.

Je n'ai pas d'observations à présenter sur les différents chapitres "Dépenses". Au cours de ma dernière vérification (voir rapport du 16 septembre 1941) j'avais relevé un dépassement de crédit de 32.963,25 au § "Publications" mais je suis heureux de constater qu'à la suite de réductions obtenues sur les divers mémoires d'imprimeurs par l'Econome de l'Institut, ce dépassement disparaît.

Je note également que les factures importantes de fournisseurs ont





été payées. Seul un imprimeur n'a pu être réglé en raison des *inlons* -  
tances actuelles (Saisie-Arrêt sur le papier d'imprimerie mis à *la*  
disposition par l'Institut). Sa créance qui s'élève à 117.000 francs,  
compte non tenu des abattements à prévoir, sera payée sur le boni de  
l'exercice clos, (boni s'élevant à 181.782,89, voir annexe 6). Ce  
paiement fait, le reliquat définitif de l'exercice 1941 sera donc de  
64.000 francs environ.

---

#### GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

---

Ainsi que je l'ai déjà noté dans mon rapport de l'an dernier,  
l'Institut a également des recettes et dépenses afférentes à des comp-  
tes spéciaux hors budget. Leur nomenclature figure à l'état annexe N° 7  
Au cours de l'exercice que je viens de vérifier les dépenses n'ont été  
payées que sur 3 de ces comptes :

- 1°) Fondation Rockefeller : Subvention pour  
l'organisation de la Conférence des Hautes  
Etudes internationales et la Publication  
des Travaux de cette Conférence.  
(Factures qui restaient à solder) ..... 49.775,54
- 2°) Versement en dépôt à la Caisse de l'Insti-  
tut de traitements et indemnités non émargés 10.975
- 3°) Fondation Rockefeller - Conférence des  
Hautes Etudes internationales ..... 1.000 \$

En ce qui concerne le compte dollars actuellement bloqué figurant  
dans la 2ème partie du tableau annexe N° 7, je ne puis que renouveler  
mes observations de l'an dernier.

---

The system of the present day is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

It is a system of the past, and it is a system of the past.

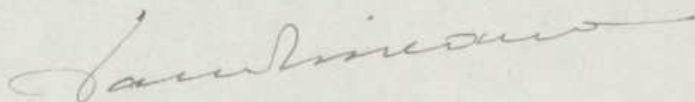


CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables soumis à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1941.

Le Commissaire aux Comptes :



P. TISSEAU  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs  
de l'Institut international de Coopération  
intellectuelle

MEMORANDUM

FOR THE RECORD

1. The following information was received from the Bureau of the Census on 10/1/54:

2. The Bureau of the Census has advised that the following information was received from the Bureau of the Census on 10/1/54:

3. The Bureau of the Census has advised that the following information was received from the Bureau of the Census on 10/1/54:

4. The Bureau of the Census has advised that the following information was received from the Bureau of the Census on 10/1/54:

5. The Bureau of the Census has advised that the following information was received from the Bureau of the Census on 10/1/54:

6. The Bureau of the Census has advised that the following information was received from the Bureau of the Census on 10/1/54:

RAPPORT DE Monsieur TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

---

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée.

Ainsi qu'on le constatera, il n'y a pas eu pour l'exercice 1941, qui vient de se clore le 31 mars dernier, de budget établi, puisque, par suite des circonstances, le Conseil d'administration n'a pu se réunir. Les Services administratifs de l'Institut ont en quelque sorte "reconduit" le budget de l'exercice précédent (voir tableau N° 2), en considérant comme régulièrement ouverts les crédits reportés de cet exercice et en affectant les ressources nouvelles de 1941 à l'augmentation des chapitres qui, prévus pour un seul exercice, devaient forcément se trouver insuffisants (voir tableau N° 4 - Etat des crédits supplémentaires).

Cette procédure tout à fait exceptionnelle ne se produira d'ailleurs plus, puisque un budget approuvé par le Département a été arrêté pour l'exercice en cours (exercice 1942).

#### A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1941 (voir annexe 3) s'établissent de la manière suivante :

1°) Subvention des Etats :

France .....	391.123
--------------	---------

2°) Recettes diverses .....	9.764,14
-----------------------------	----------

Total .....	400.887,14
-------------	------------





Le chiffre des recettes diverses se décompose comme suit :

1°) Part contributive du Service d'Action Artistique à l'étranger dans la consommation d'eau de source .....	1.878,40
2°) Vente d'objets hors d'usage .....	456
3°) Intérêts des capitaux placés .....	6.900,79
4°) Vente des Publications .....	528,95
Total .....	9.764,14

Les recettes de l'exercice 1941 ajoutées au boni de l'exercice 1940 (921.932,45) ont ainsi permis à l' Institut de fonctionner.

#### B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1941 (voir état N° 5) se sont élevées à 1.141.036,70. Elles comprennent le montant des traitements de tout le Personnel de l'Institut du 1er janvier au 30 septembre 1941. <sup>et celui des</sup> A ~~la~~ <sup>personnel maintenue à partir du 1er octobre.</sup> ~~date du 1er octobre~~, en effet, les contrats ~~du Personnel~~ n'ont pas été renouvelés, et le personnel secondaire a été licencié suivant les règles prescrites par le Statut. Des indemnités de licenciement s'élevant à une somme totale de 37.800 francs ont été accordées <sup>fonctionnaires</sup> aux ~~person-~~ <sup>nel remerciés</sup> Seuls ont été maintenus 3 ~~fonctionnaires~~ <sup>fonctionnaires</sup>, et une sténo-dactylographe, chargés de l'expédition des affaires courantes, de la conservation et de la garde du matériel, ainsi que le concierge de l'Institut.

Je n'ai pas d'observations à présenter sur les différents chapitres "Dépenses". Au cours de ma dernière vérification (voir rapport du 16 septembre 1941) j'avais relevé un dépassement de crédit de 32.963,25 au § "Publications" mais je suis heureux de constater qu'à la suite de réductions obtenues sur les divers ~~mémoires~~ <sup>de</sup> d'imprimeurs par l'Econome





de l'Institut, ce dépassement disparaît.

Je note également que les factures importantes de fournisseurs ont été payées. Seul un imprimeur n'a pu être réglé en raison des circonstances actuelles (Saisie-arrêt sur le papier d'imprimerie mis à sa disposition par l'Institut). Sa créance qui s'élève à 117.000 francs, compte non tenu des abattements à prévoir, sera payée sur le boni de l'exercice clos, (boni s'élevant à 181.782,89, voir annexe 6). Ce paiement fait, le reliquat définitif de l'exercice 1941 sera donc de 64.000 francs environ.

---

#### GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

---

Ainsi que je l'ai déjà noté dans mon rapport de l'an dernier, l'Institut a également des recettes et dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Leur nomenclature figure à l'état annexe N° 7. Au cours de l'exercice que je viens de vérifier les dépenses n'ont été payées que sur 3 <sup>de ces comptes :</sup> ~~comptes~~ savoir :

- |                                                                                                                                                                                                             |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1°) Fondation Rockefeller : Subvention pour l'organisation de la Conférence des Hautes Etudes internationales et la Publication des Travaux de cette Conférence.<br>(Factures qui restaient à solder) ..... | 49.775,54 |
| 2°) Versement en dépôt à la Caisse de l'Institut de traitements et indemnités non émargés<br>(Fonctionnaire yougoslave mobilisé) .....                                                                      | 10.975    |
| 3°) Fondation Rockefeller. - Conférence des Hautes Etudes internationales .....                                                                                                                             | 1.000 \$  |

En ce qui concerne le compte dollars actuellement bloqué figurant dans la 2<sup>e</sup> partie du tableau annexe N° 7, je ne puis que renouveler mes observations de l'an dernier..

---

de l'industrie, se déplaçant rapidement.

Le rôle de l'industrie est de fournir des équipements et des

services. Elle est la base de l'économie nationale et doit être

encouragée et développée. Elle est la source de l'emploi et de

la prospérité. Elle est la base de la civilisation et de la

progrès. Elle est la base de la vie sociale et de la vie

politique. Elle est la base de la culture et de la science.

Elle est la base de la vie humaine et de la vie animale.

Enfin.

### LE RÔLE DE L'INDUSTRIE

La première fonction de l'industrie est de fournir des équipements et des

services. Elle est la base de l'économie nationale et doit être

encouragée et développée. Elle est la source de l'emploi et de

la prospérité. Elle est la base de la civilisation et de la

progrès. Elle est la base de la vie sociale et de la vie

politique. Elle est la base de la culture et de la science.

Elle est la base de la vie humaine et de la vie animale.

Enfin.

La deuxième fonction de l'industrie est de fournir des équipements et des

services. Elle est la base de l'économie nationale et doit être

encouragée et développée. Elle est la source de l'emploi et de

la prospérité. Elle est la base de la civilisation et de la

progrès. Elle est la base de la vie sociale et de la vie

politique. Elle est la base de la culture et de la science.

Elle est la base de la vie humaine et de la vie animale.

Enfin.

La troisième fonction de l'industrie est de fournir des équipements et des

services. Elle est la base de l'économie nationale et doit être

encouragée et développée. Elle est la source de l'emploi et de

la prospérité. Elle est la base de la civilisation et de la

progrès. Elle est la base de la vie sociale et de la vie

politique. Elle est la base de la culture et de la science.

Elle est la base de la vie humaine et de la vie animale.

Enfin.

CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables soumis à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1941.

Le Commissaire aux Comptes :



P. TISSEAU  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs  
de l'Institut international de Coopération  
intellectuelle



CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables soumis à son  
examen révèle une bonne gestion.  
Le bilan montre l'absence des comptes de l'exercice 1961.  
La comptabilité aux comptes :

U. N. E. S. C.  
J. E. S. C. S.  
André L. J. S. C. S.  
de l'Institut International de Coopération  
Intellectuelle

2  
21 janvier 1942

RAPPORT DE M. TISSEAU A M. SAINT, SECRETAIRE D'AMBASSADE  
DELEGUE DU GOUVERNEMENT DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

---

En exécution de vos instructions, en date du 3 janvier, j'ai procédé à l'examen des diverses réclamations adressées à M. Raymond WEISS par un certain nombre d'anciens fonctionnaires de l'Institut international de Coopération intellectuelle. Ces réclamations sont accompagnées d'une lettre de M. WEISS à Monsieur ARNAL, en date du 23 décembre dernier. Je vous prie de vouloir bien trouver ci-après les remarques que m'ont suggéré ces différents documents et mon avis sur les suites que lesdites réclamations me paraissent susceptibles de comporter.

a) Trois anciens fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont écrit à M. WEISS :

- 1°) M. Charles MERCIER (lettre du 1er décembre 1941)
- 2°) M. Blaise BRIOD (lettre du 7 octobre 1941)
- 3°) M. de HENZEL (lettre du 2 décembre 1941)

La lettre de M. MERCIER résume à elle seule la réclamation de tous les autres qui consiste essentiellement en ceci : Les fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont reçu le 26 avril 1941 une lettre signée de MM. WEISS et TISSEAU les informant que leur contrat avec l'Institut international de Coopération intellectuelle expirait le 30 septembre 1941 et que ce contrat ne serait pas renouvelé, mais ils ajoutent qu'à cette même date ils auraient eu de M. WEISS la promesse verbale "que le Ministre des Affaires Etrangères examinerait avec la plus grande bienveillance leur situation et leur accorderait un régime ou modus vivendi qui leur permettrait d'attendre la reprise des activités de l'Institut".





Je crois utile, tout d'abord, de reproduire le texte de la lettre adressée aux fonctionnaires supérieurs de l'Institut par MM. WEISS et TISSEAU le 26 avril 1941 :

- " Depuis le repliement de juin 1940, les circonstances n'ont
- " malheureusement pas permis à l'Institut de reprendre ses acti-
- " vités.
- " Notre institution ne saurait dans ces conditions demander au
- " Gouvernement français de prolonger indéfiniment un effort fi-
- " nancier qu'il est actuellement seul à supporter.
- " D'accord avec les décisions du Conseil d'administration, ce
- " Gouvernement a arrêté, pour la gestion de l'Institut, un régime
- " provisoire que nous avons reçu mission d'appliquer.
- " L'une des mesures prescrites est le non renouvellement des
- " contrats d'engagement des agents maintenus en fonctions jus-
- " qu'à ce jour.
- " Nous avons en conséquence, l'honneur de vous rappeler que
- " votre contrat vient à expiration le 30 septembre 1941.
- " Veuillez agréer, etc .....

signé : TISSEAU et WEISS

Ainsi que vous le remarquerez, la lettre ci-dessus ne comporte aucun engagement pour l'avenir. Elle ne comporte pas davantage la mention qui semble préoccuper M. ARNAL, dans sa lettre du 26 décembre dernier, "d'une option qui aurait été laissée à quelques techniciens entre le rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité, avec traitement réduit, option envisagée dans le compte rendu d'une entrevue entre MM. WEISS et TISSEAU à M. SAINT, en date du 6 mai 1941."

Je rappellerai simplement que cette option a seulement été

Je vous prie de bien vouloir adresser aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

Je vous prie de bien vouloir adresser également aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

Je vous prie de bien vouloir adresser également aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

Je vous prie de bien vouloir adresser également aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

Je vous prie de bien vouloir adresser également aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

Je vous prie de bien vouloir adresser également aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

Je vous prie de bien vouloir adresser également aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

Je vous prie de bien vouloir adresser également aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

Je vous prie de bien vouloir adresser également aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

Je vous prie de bien vouloir adresser également aux fonctionnaires compétents de l'Administration des Finances et de l'Intérieur, les documents ci-joints, pour leur examen et leur avis.

envisagée dans le compte rendu préliminaire de MM. WEISS et TISSEAU, en date du 6 mai 1941, dans les termes suivants : "Les fonctionnaires titulaires de contrats expirant dans le courant de l'année 1941 ont reçu une lettre leur faisant connaître la décision aux termes de laquelle aucun contrat ne sera renouvelé. Une autre lettre offrant aux quelques techniciens, dont les noms ont déjà été soumis au Ministère des Affaires Etrangères, une option entre leur rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité avec traitement réduit".

Mais je dois ajouter que cette lettre n'a jamais été envoyée.

Reste la question délicate des promesses verbales, faites en avril 1941, par M. WEISS, à plusieurs fonctionnaires supérieurs de l'Institut (notamment à MM. MERCIER et BRIOD signataires des lettres sus-visées) de leur mise en disponibilité avec traitement réduit.

Quelque contradictoire que cela puisse vous paraître (annonce d'une part, de contrat non renouvelable et d'autre part, de mise en disponibilité) il n'est pas douteux que ces promesses aient été faites en se basant sur l'accord intervenu entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Président du Conseil d'administration de l'Institut. Mais depuis l'opposition notifiée par l'Autorité occupante à l'exécution de la mission de MM. WEISS et de MONTENACH - opposition procédant de la non reconnaissance des pouvoirs du Conseil d'administration en territoire occupés - la situation est complètement changée. Dans de telles conditions, vous estimerez sans doute avec moi, que M. WEISS ne saurait être tenu responsable de promesses loyalement données alors, mais que leur auteur, dans l'état de fait actuel est dans l'impossibilité absolue de tenir. Je crois que le parti le plus sage serait de convoquer les signataires des lettres à la Délégation Général et de leur dire très nettement que le plan primitif de MM. WEISS et de MONTENACH a dû être abandonné, en ajoutant, au surplus, que le budget





de l'Institut approuvé par le Gouvernement français s'élève à un chiffre extrêmement réduit ne permettant pas de nouveaux engagements de dépenses.

---

b) Vous me permettrez d'aborder maintenant la partie de la lettre de M. WEISS déclarant qu'à la date du 23 décembre dernier, il n'aurait été procédé encore à aucun des paiements prévus pour la zone non occupée et annoncés aux intéressés dans des lettres dont ces anciens fonctionnaires sont en droit de se réclamer.

J'ai tenu à me rendre compte de toutes les indemnités de licenciement payées et de celles restant à payer pour l'ensemble du Personnel de l'Institut.

Après avoir constaté que toutes les lettres de licenciement ont bien été expédiées en bonne et due forme, je puis vous donner la situation exacte telle qu'elle ressort des registres de comptabilité, à la date du 20 janvier 1942. Je réserve, pour les examiner plus loin, les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

I. Fonctionnaires résidant en zone libre ayant reçu les indemnités qui leur avaient été allouées par l'Institut.

Madame ZIFFERER, Le Puy

Mademoiselle ROSTAN, Aix-en-Provence

Monsieur BERNE de CHAVANNES, Vichy

II. Fonctionnaires résidant en zone libre n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Madame NIESTLE

Madame PASTRE

Madame BEREKOVITCH

Melle HERZFELD

Melle WALBRIDGE

Monsieur CHARLES HENRY CHAVANNES

( Fonctionnaires dont il  
)  
( a été impossible jusqu'à  
)  
( de jour de connaître  
)  
( l'adresse  
)  
(  
)  
(





III. Fonctionnaires résidant en zone occupée n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Monsieur BRIOD demeurant à Paris - qui a demandé un délai

Monsieur LE ROY, sujet britannique

Mademoiselle RIGAUD, débitrice d'une somme supérieure qui lui est due. N'a pas répondu à la lettre lui demandant l'apurement de son compte.

Monsieur TABURET, n'a pas répondu à la lettre l'invitant à se présenter à la Caisse.

Les 22 autres fonctionnaires licenciés résidant en zone occupée ont émargé sur les états de paiement.

Reste à examiner les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

I. CAS DE MONSIEUR DALMA

Monsieur DALMA n'a jamais été fonctionnaire de l'Institut de Coopération intellectuelle. Il était simplement agent de liaison entre le Gouvernement Yougoslave et l'Institut et touchait, de temps en temps, une modeste indemnité. J'ai relevé les sommes touchées par Monsieur DALMA en 1938; 1939 et 1940.

1938 ..... 1.000

1939 ..... 1.500

1940 ..... 1.000

Monsieur DALMA semble n'avoir aucun droit pour 1940. Toutefois, M. WEISS lui ayant avancé de ses propres deniers une somme de 2.000 Frs il semblerait équitable de rembourser cette somme à M. WEISS sur production, bien entendu, du reçu de Monsieur DALMA.

II. CAS DE MADemoiselle CIVELLI de BOSCH

Melle CIVELLI a été licenciée en même temps qu'un certain nombre de fonctionnaires de l'Institut, à la date du 30 septembre 1939. Elle

III. Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

#### IV. Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

#### V. Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

Les déclarations relatives au statut des réfugiés

a touché l'indemnité réglementaire de licenciement, (soit un mois de traitement), fixée par la lettre de préavis (Décision de M. le Directeur BONNET en date du 20 septembre 1939).

Melle CIVELLI n'a jamais été réintégrée dans les cadres de l'Institut, mais à différentes reprises, par décisions successives de M. le Directeur BONNET, elle a été autorisée à effectuer divers travaux pour le Service juridique de l'Institut.

J'ai relevé sur les états de dépenses les sommes qui lui ont été payées du 6 novembre 1939 au 4 juin 1940 (date du dernier paiement effectué) et dont voici le détail :

6 novembre 1939	Pour une traduction .....	630 frs
7 décembre 1939	Pour une réunion du Comité d'Entente des Grandes Associations internationales .....	210 "
8 décembre 1939	Instruction de M. le Directeur du 7 décembre 1939 .....	1.000 "
15 janvier 1940	Travaux effectués à la demande du Conseiller juridique, décembre 1939 (Instruction de M. le Directeur BONNET) .....	1.000 "
16 janvier 1940	Traduction .....	40 "
23 février 1940	Traduction .....	45 "
11 mars 1940	Sur la demande de M. WEISS, Melle CIVELLI a touché pour 55 heures environ de travail effectuées en janvier au Service juridique la somme de ..... (Salaire horaire de 10 frs)	550 "
19 mars 1940	Instruction de M. BONNET, Indemnité pour la collaboration apportée au Service juridique en février ...	400 "
12 avril 1940	Indemnité de 400 frs pour collaboration au Service juridique en mars.	400 "
10 mai 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois d'avril .....	400 "
20 mai 1940	Traduction .....	97,50
4 juin 1940	Indemnité de 400 francs pour le mois de mai (décision spéciale de M. le Directeur BONNET). ....	400





Depuis sa radiation des cartes, Melle CIVELLI a été payée, soit au salaire horaire, soit à un tarif forfaitaire fixé chaque fois par M. le Directeur BONNET. Elle ne saurait donc prétendre à une indemnité mensuelle pendant la période d'inactivité de 11 mois (juin 1940 à mai 1941). Mais tenant compte de ce que Melle CIVELLI a prêté son concours à M. WEISS, au début de 1941, pour l'envoi de lettres recommandées au Personnel de l'Institut, pour l'expédition de rapports et de divers documents, il me paraît équitable de lui allouer, à ce titre, une somme forfaitaire de 2.000 Frs (1) en plus de l'indemnité fixe de 100 frs par année de service qu'elle a déjà touchée, comme tous les autres fonctionnaires licenciés.

(1) somme promise par M. WEISS : 4.900 Francs).

---

Telle est la situation à la date de ce jour. Il va de soi que le montant des indemnités non soldées reste disponible à la Caisse de l'Institut et que les intéressés seront payés dès que possible.

Je ne vois pas d'autre observation à vous présenter, ni d'autre avis à émettre sur le dossier que vous avez bien voulu me communiquer. En terminant, vous m' permettrez d'exprimer ma satisfaction de voir un budget bien établi pour l'année en cours, le maintien d'un contrôleur des dépenses engagées, la vérification annuelle des Comptes, l'application de toutes les excellentes règles financières prescrites avec sagesse par le Département. Cet ensemble de mesures permettra à l'Institut d'attendre des temps meilleurs où, je le souhaite ardemment, son activité pourra reprendre.

Paris, le 21 janvier 1942  
Le Commissaire aux Comptes :

Paul TISSEAU

Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs  
de l'Institut





Dans la lettre de M. WEISS du 12 septembre 1941 signalée in fine dans la lettre de M. ARNAL figure aussi la réclamation ci-après:

" Il reste à rembourser les frais de mes propres missions à  
" Vichy en octobre 1940 et en février-mars 1941 ainsi que de deux  
" voyages de MM. de MONTENACH et HICKEL également prévus dans  
" l'état fourni au Ministère des Affaires Etrangères à l'appui  
" de la demande réglementaire de versement.  
" Pour ce qui concerne mes frais personnels, je crois vous  
" avoir déjà marqué le désir que j'avais, dans la position particulière où me place mon rang de plus haut fonctionnaire  
" après le Directeur absent, de ne recevoir de l'Institut aucun  
" paiement avant l'achèvement des opérations de contrôle dont  
" vous êtes chargé et le règlement des fonctionnaires oubliés  
" jusqu'à ce jour du fait de leur résidence en zone non occupée.  
" Je m'en remets donc à vous pour faire valoir mes droits quant  
" à mes dépenses de mission et à mes mois de traitement échus".

Je suis tout à fait d'avis de régler les frais de mission et de voyage dont il est fait mention ci-dessus, mais faut-il pour cela que les intéressés veuillent bien fournir leurs états de frais. Inutile d'ajouter que les mois de traitement de M. WEISS sont à son entière disposition.

Dans la lettre de M. KISS au 15 septembre 1940 ainsi que dans la lettre de M. KISS à M. LIGNEUX au 15 septembre 1940 :

- " Il reste à combler les frais de mes propres missions à Vichy en octobre 1940 et en février-mars 1941 ainsi que des voyages de M. de MONTMAYE et M. LIGNEUX également prévus dans l'Etat Journal au chapitre des dépenses d'entretien de l'Etat."
- " De la somme d'égale de versement."
- " Pour ce qui concerne mes frais personnels, je dois vous avoir de la même façon le détail que j'avais, dans la position par- ticulière de ma place non rangée dans le fonctionnaire."
- " Après la liquidation, de ne recevoir de l'Etat aucun paiement avant l'achèvement des opérations de contrôle dont vous êtes chargé et la régularisation des fonctionnaires oubliés."
- " Jusqu'à ce jour on fait de leur présence en tant que non occupés."
- " Je m'en rends donc à vous pour leur valeur des droits d'Etat."
- " A mes dépenses de mission et à mes frais de traitement énumérés."
- " Je suis tout à fait d'accord de payer les frais de mission et de voyage dont il est fait mention ci-dessus, mais faut-il pour cela que les intéressés versent des contributions de l'Etat. Inutile d'ajouter que les lois de traitement de M. KISS sont à son entière disposition."



10

[illegible]

Si une indemnité de départ leur était accordée, elle aurait







pour résultat immédiat de provoquer une demande analogue de quatre autres fonctionnaires du grade de Rédacteur principal, titulaires, eux aussi, de contrats également expirés le 30 septembre dernier, (demande déjà formulée, d'ailleurs, par l'un d'entre eux : M. BRIOD).

Je dois rappeler que les rédacteurs principaux sont des fonctionnaires intermédiaires entre le haut personnel et le personnel subalterne. Leur nomination est soumise à l'agrément du Conseil d'administration, contrairement au personnel subalterne qui lui, ne relève que du Directeur de l'Institut (art. 5 du statut). J'ajoute que les rédacteurs principaux n'ont pas touché, comme les rédacteurs ordinaires et tout le personnel subalterne, l'indemnité de licenciement égale à 100 frs X années de services, payée en octobre dernier, et cela parce que leur contrat était expiré.

Je donne ci-après la liste des quatre rédacteurs principaux avec leurs traitements annuels :

Mr BRIOD .....	42.000 Frs	
Mme FALLOT .....	29.000 "	
Mr. MASSOULIER .....	36.000 "	
Mme KOUMANY .....	<u>28.900</u> "	
Total .....		135.900 Frs
 279.360 + 135.900 = 415.260 Frs		

Avant d'en terminer avec les rédacteurs principaux, j'ai le devoir de signaler que l'octroi d'une indemnité de départ équivalente à une année de traitement placerait ces fonctionnaires dans une situation particulièrement privilégiée, auprès de leurs collègues, simples rédacteurs qui n'ont reçu, eux, que la modeste indemnité de X années X 100 Frs.

Voici un exemple :

Madame KOUMANY, Rédactrice principale, recevrait 29.000 Frs





alors que Madame GIRARD, simple rédactrice, ancien professeur de  
de Lycée, qui s'est toujours signalée par sa compétence et son dé-  
vouement, comptant à peu près le même nombre d'années de services que  
Madame KOUMANY et au traitement sensiblement égal de 24.960 frs

n'a touché que  $100 \times 13 = 1.300$  "

Une telle disparité ne manquerait pas de provoquer les plus  
véhémentes et les plus légitimes protestations.

J'ai enfin le devoir d'appeler votre attention sur le cas des  
fonctionnaires maintenus en fonctions. Sans être accusé d'une prévoyan-  
ce excessive il me paraîtrait sage de ne pas épuiser toutes les ressour-  
ces afin de faire bénéficier ces fonctionnaires, le cas échéant, du  
même régime.

Voici leurs noms :

MM. LAJTI .....	57.660	Fr
RISTORCELLI .....	61.000	"
HICKEL .....	<u>39.200</u>	"
Total .....		157.860 Frs
$279.360 + 135.900 + 157.860 = 573.120$ Frs		

Telle est donc la somme totale que je suis amené à envisager,  
bien qu'en droit, l'attribution d'une telle indemnité ne puisse se  
concevoir. Je ne serais pas opposé toutefois, à une attribution raison-  
nable à titre gracieux. Dans ce cas, comment faire face à une telle  
dépense ?

Avec le fonds de réserve s'élevant à 400.000 francs ?

Mais le fonds de réserve, d'ailleurs insuffisant, a un statut  
précis. Ce fonds de réserve, dont l'initiative me revient a été cons-  
titué, sous mon administration, avec des subventions internationales  
et il est régi par l'article 7 du Règlement financier de l'Institut,  
à la rédaction duquel j'ai collaboré. Cet article 7 est ainsi conçu :  
" Les reliquats d'un exercice formeront un fonds spécial sur lequel



le Conseil d'administration autorisera, au cours des exercices suivants tous prélèvements utiles à l'activité de l'Institut ".

Engager la totalité de ce fonds de réserve, d'ailleurs si péniblement constitué, pour accorder libéralement des indemnités à certains fonctionnaires dont les contrats sont expirés, tandis que les autres ont été traités avec parcimonie, je ne pense pas que ce soit travailler "utilement à l'activité de l'Institut"? Je reconnais que sous mon administration on a parfois puisé dans la caisse du fonds de réserve, mais à titre d'emprunt remboursable, et d'accord avec le Conseil d'administration, lorsque, par exemple, une subvention d'Etat était encaissée avec un trop long retard, mais je ne crois pas qu'on puisse, sans violer le règlement financier de l'Institut, disposer sans obligation absolue de la totalité des fonds envisagés. Tel est aussi l'avis de M. GUILST'HAU, Contrôleur des Dépenses engagées.

Il me reste, dans ces conditions, à examiner si ces indemnités de départ ne pourraient être prélevées sur le reliquat de l'exercice 1941.

Cet exercice ne se clôturera que le 31 mars prochain et je ne pourrai faire une vérification utile qu'après cette date, le compte une fois arrêté. Mais, dès maintenant, je puis affirmer qu'il ne restera qu'un reliquat très faible. L'Institut comme vous le savez, a dû faire face, en 1941, à des paiements très lourds (traitements, indemnités de licenciement, grosses factures etc..) et il n'a en somme encaissé que la subvention dite de Lyon, s'élevant à la somme de 391.123 francs. A l'heure actuelle la subvention de 1942 n'est pas encore encaissée, les paiements étant effectués sur les crédits antérieurs. Et s'il était nécessaire de démontrer l'utilité du fonds de réserve, j'ajouterais, que sans lui, les traitements de janvier et de février du personnel actuel de l'Institut seraient encore à payer.





CONCLUSION

Bien que l'attribution d'indemnités de départ aux fonctionnaires dont les contrats sont arrivés à expiration constituerait un fait sans précédent à l'Institut de Coopération intellectuelle, je déclare que dans les circonstances présentes, je n'y suis pas absolument opposé. Je comprends et je partage entièrement le souci d'équité de Monsieur le Directeur des Affaires Politiques et je le partage d'autant plus, que j'ai été le témoin, il y a un an, des promesses verbales d'engagements avec traitements réduits, faites à deux ou trois fonctionnaires, ainsi que j'ai cru devoir, en toute loyauté, l'exposer dans un précédent rapport. Mais ce souci doit se concilier avec les possibilités financières et le respect du règlement de l'Institut.

Tout bien pesé, en ne perdant pas de vue, d'une part, que les fonctionnaires ont touché l'intégralité de leur traitement pendant une période de complète inactivité de 14 mois (juillet 1940 au 30 septembre 1941), tenant compte, d'autre part, des promesses verbales faites, j'estime qu'une indemnité de départ, égale à quatre mois de traitement, pourrait être accordée, mais à titre purement gracieux. La dépense s'élèverait à  $\frac{425.260}{3} = 138.420$  frs. Elle pourrait, au besoin, être prélevée, à titre remboursable, sur le fonds de réserve, en attendant l'octroi d'une subvention correspondante.

Telle est, après mûr examen d'une situation qui, pour les raisons que je viens de vous exposer, commande la plus grande prudence, la conclusion à laquelle je crois devoir m'arrêter.

Je ne pense pas en toute conscience, étant donnée la Trésorerie actuelle de l'Institut, qu'il soit possible d'aller plus loin.

Le Commissaire aux Comptes

*Paul Tisseau*

Paris, le 11 mars 1942

Paul TISSEAU  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle.





Additionnellement au présent rapport, je crois devoir appeler aussi votre attention sur le cas d'un haut fonctionnaire de l'Institut, Mr SECRETAN, actuellement en congé, qui faisait fonctions de Secrétaire général.

Le contrat de Mr SECRETAN, comme celui de Mr HICKEL n'expire que le 30 septembre 1945. A la déclaration de guerre, Mr SECRETAN a obtenu un congé régulier, sans traitement. Mais il fait toujours partie du cadre non licencié. Il pourrait demander qu'il soit mis fin à son congé et nous placerait dans l'obligation, en cas de remerciement, de lui verser l'indemnité de congédiement, celle-là tout à fait statutaire.

Son cas demande examen, mais il ne peut que confirmer la nécessité de n'utiliser qu'avec prudence les fonds disponibles de l'Institut.

J'ajoute que le traitement de Mr SECRETAN est de 69.000 Frs.

Je crois devoir également rappeler l'art. 9 du Règlement pour le Personnel dont il y a lieu <sup>de s'inspirer :</sup> " Les engagements peuvent être renouvelés, sans que leurs titulaires soient, en aucune manière, fondés à considérer cette faculté comme créant à l'Institut une obligation morale envers eux, et le non-renouvellement comme ~~assez~~ une méconnaissance de leurs services. "

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

11 mars 1942

Rapport à Monsieur SAINT, Secrétaire d'Ambassade  
Délégué du Gouvernement dans les Territoires Occupés

---

En exécution des instructions de Monsieur le Directeur des Affaires Politiques, j'ai examiné avec la plus scrupuleuse attention les moyens d'accorder à plusieurs fonctionnaires de l'Institut international de Coopération, dont les contrats sont arrivés à expiration le 30 septembre dernier, une indemnité de départ égale à une année de traitement.

Vous voudrez bien trouver dans le présent rapport que vous m'avez demandé, le résultat de mon examen fait en toute objectivité, avec le plus grand souci d'équité compatible avec les possibilités financières de l'Institut, et en tenant compte aussi des incidences qu'il est de mon devoir de vous signaler.

Quatre hauts fonctionnaires de l'Institut ont terminé leur engagement le 30 septembre 1941. Ils avaient été avertis, comme vous le savez, dès le mois d'avril précédent, que celui-ci ne serait pas renouvelé. En droit strict ils ne sauraient prétendre à aucune indemnité. Les hauts fonctionnaires de l'Institut dont les contrats n'étaient pas renouvelés n'ont jamais touché d'indemnité de départ, et le dernier d'entre eux Mr Hans MOHR, Professeur à Oslo, parti peu de temps avant la guerre, n'a rien réclamé.

Les quatre hauts fonctionnaires sus-visés sont les suivants :  
J'indique, en regard de leurs noms, leurs traitements :

MM. BELIME .....	72.000	Frs
FOUNDOUKIDIS .....	69.000	"
MERCIER .....	62.360	"
WEISS .....	76.000	"

Total ..... 279.360 Frs

Si une indemnité de départ leur était accordée, elle aurait pour résultat immédiat de provoquer une demande analogue de quatre autres fonctionnaires du grade de Rédacteur principal, titulaires, eux aussi, de contrats également expirés le 30 septembre dernier, (demande déjà formulée, d'ailleurs, par l'un d'entre eux M. BRIOD).

Je dois rappeler que les rédacteurs principaux sont des fonctionnaires intermédiaires entre le haut personnel et le personnel subalterne. Leur nomination est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, contrairement au personnel subalterne qui lui, ne relève que du Directeur de l'Institut (art. 5 du statut). J'ajoute que les rédacteurs principaux n'ont pas touché, comme les rédacteurs ordinaires et tout le personnel subalterne, l'indemnité de licenciement égale à 100 frs par années de services, payée en octobre dernier et cela parce que leur contrat était expiré.

Je donne ci-après la liste des quatre rédacteurs principaux avec leurs traitements annuels :

M. BRIOD .....	42.000	Frs
Mme FALLOT .....	29.000	"
M. MASSOULIER.....	36.000	"
Mme KOUMANY .....	28.900	"

Total ..... 135.900 Frs



W. J. ...  
...

...

...  
...  
...  
...  
...

...  
...  
...  
...  
...

...  
...  
...  
...  
...  
...  
...  
...  
...

...  
...

...	...
...	...
...	...
...	...

...

...  
...  
...  
...  
...

...  
...  
...  
...  
...  
...  
...  
...  
...  
...  
...

...  
...

...	...
...	...
...	...
...	...

...

279.360 + 135.900 = 415.260 Frs

Avant d'en terminer avec les rédacteurs principaux, j'ai le devoir de signaler que l'octroi d'une indemnité de départ équivalente à une année de traitement placerait ces fonctionnaires dans une situation particulièrement privilégiée, auprès de leurs collègues, simples rédacteurs qui n'ont reçu, eux, que la modeste indemnité X années X 100 Frs.

Voici un exemple :

Mme KOUMANY, Rédactrice principale, recevrait 29.000 Frs alors que Mme GIRARD, simple rédactrice, ancien professeur de Lycée, qui s'est toujours signalée par sa compétence et son dévouement, comptant à peu près le même nombre d'années de services que Mme KOUMANY et au traitement sensiblement égal de 24.960 Frs n'a touché que 100 X 13 = 1.300 Frs

Une telle disparité ne manquerait pas de provoquer les plus véhémentes et les plus légitimes protestations.

J'ai enfin le devoir d'appeler votre attention sur le cas des fonctionnaires maintenus en fonctions. Sans être accusé d'une prévoyance excessive il me paraîtrait sage de ne pas épuiser toutes les ressources afin de faire bénéficier ces fonctionnaires, le cas échéant, du même régime.

Voici leurs noms :

MM. LAJTI .....	57.660 Frs
RISTORCELLI .....	61.000 "
HICKEL .....	39.200 "

Total ..... 157.860 Frs

279.360 + 135.900 + 157.860 = 573.120 Frs

✓ Telle est donc la somme totale que je suis amené à envisager, bien qu'en droit, l'attribution d'une telle indemnité ne puisse se concevoir. Je ne serais pas opposé toutefois, à une attribution raisonnable à titre gracieux. Dans ce cas, comment faire face à une telle dépense ?

Avec le Fonds de Réserve s'élevant à 400.000 Frs ?

Mais le Fonds de Réserve, d'ailleurs insuffisant, a un statut précis. Ce Fonds de Réserve, dont l'initiative me revient a été constitué, sous mon administration, avec des subventions internationales et il est régi par l'article 7 du Règlement financier de l'Institut, à la rédaction duquel j'ai collaboré. Cet article 7 est ainsi conçu: "Les reliquats d'un exercice formeront un fonds spécial sur lequel le Conseil d'Administration autorisera, au cours des exercices suivants tous prélèvements utiles à l'activité de l'Institut".

✓ Engager la totalité de ce Fonds de Réserve, d'ailleurs si péniblement constitué, pour accorder libéralement des indemnités à certains fonctionnaires dont les contrats sont expirés, tandis que les autres ont été traités avec parcimonie, je ne pense pas que

There is a certain amount of...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...

Section 1

...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...

...the...  
...the...

...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...

Section 2

...the...  
...the...  
...the...

...the...

...the... + ... = ...

...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...

...the...  
...the...

...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...

...the...  
...the...  
...the...  
...the...  
...the...



que ce soit travailler "utilement à l'activité de l'Institut"? Je reconnais que sous mon administration on a parfois puisé dans la caisse du Fonds de Réserve, mais à titre d'emprunt remboursable, et d'accord avec le Conseil d'Administration, lorsque, par exemple, une subvention d'Etat était encaissée avec un trop long retard, mais je ne crois pas qu'on puisse, sans violer le règlement financier de l'Institut, disposer sans obligation absolue de la totalité des fonds envisagés. Tel est aussi l'avis de M. GUIST'HAU, Contrôleur des Dépenses engagées.

Il me reste, dans ces conditions, à examiner si ces indemnités de départ ne pourraient être prélevées sur le reliquat de l'exercice 1941.

Cet exercice ne se clôturera que le 31 mars prochain et je ne pourrai faire une vérification utile qu'après cette date, le compte une fois arrêté. Mais, dès maintenant, je puis affirmer qu'il ne restera qu'un reliquat très faible. L'Institut comme vous le savez, a dû faire face, en 1941, à des paiements très lourds (traitements, indemnités de licenciement, grosses factures, etc..) et il n'a en somme encaissé que la subvention dite de Lyon, s'élevant à la somme de 391.123 francs. A l'heure actuelle la subvention de 1942 n'est pas encore encaissée, les paiements étant effectués sur les crédits antérieurs. Et s'il était nécessaire de démontrer l'utilité du Fonds de Réserve, j'ajouterais, que sans lui, les traitements de janvier et de février du personnel actuel de l'Institut seraient encore à payer.

#### CONCLUSION

Bien que l'attribution d'indemnités de départ aux fonctionnaires dont les contrats sont arrivés à expiration constituerait un fait sans précédent à l'Institut de Coopération intellectuelle, je déclare que dans les circonstances présentes, je n'y suis pas absolument opposé. Je comprends et je partage entièrement le souci d'équité de Monsieur le Directeur des Affaires Etrangères et je le partage d'autant plus, que j'ai été le témoin, il y a un an, des promesses verbales d'engagements avec traitements réduits, faites à deux ou trois fonctionnaires, ainsi que j'ai cru devoir, en toute loyauté, l'exposer dans un précédent rapport. Mais ce souci doit se concilier avec les possibilités financières et le respect du règlement de l'Institut.

Tout bien pesé, en ne perdant pas de vue, d'une part, que les fonctionnaires ont touché l'intégralité de leur traitement pendant une période de complète inactivité de 14 mois (juillet 1940 au 30 septembre 1941), tenant compte, d'autre part, des promesses verbales faites, j'estime qu'une indemnité de départ, égale à quatre mois de traitement, pourrait être accordée, mais à titre purement gracieux. La dépense s'élèverait à  $\frac{415.260}{3} = 138.420$  Frs. Elle

pourrait, au besoin, être prélevée, à titre remboursable, sur le Fonds de Réserve, en attendant l'octroi d'une subvention correspondante.

Telle est, après mûr examen d'une situation qui, pour les raisons que je viens de vous exposer, commande la plus grande prudence, la conclusion à laquelle je crois devoir m'arrêter.





Je ne pense pas en toute conscience, étant donnée la Trésorerie actuelle de l'Institut, qu'il soit possible d'aller plus loin.

Le Commissaire aux Comptes :

Paul TISSEAU  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle

Additionnellement au présent rapport, je crois devoir rappeler aussi votre attention sur le cas d'un haut fonctionnaire de l'Institut, Mr SECRETAN, actuellement en congé, qui faisait les fonctions de Secrétaire général.

Le contrat de Mr SECRETAN, comme celui de Mr HICKEL n'expire que le 30 septembre 1945, à la déclaration de guerre, Mr SECRETAN a obtenu un congé régulier, sans traitement. Mais il fait toujours partie du cadre non licencié. Il pourrait demander qu'il soit mis fin à son congé et nous placerait dans l'obligation, en cas de remerciement, de lui verser l'indemnité de congédiement, celle-là tout à fait statutaire.

Son cas demande examen, mais il ne peut que confirmer la nécessité de n'utiliser qu'avec prudence les fonds disponibles de l'Institut.

J'ajoute que le traitement de Mr SECRETAN est de 69.000 Frs

Je crois devoir également rappeler l'art. 9 du Règlement pour le Personnel dont il y a lieu de s'inspirer : "Les engagements peuvent être renouvelés, sans que leurs titulaires soient, en aucune manière, fondés à considérer cette faculté comme créant à l'Institut une obligation morale envers eux, et le non-renouvellement comme une méconnaissance de leurs services".



...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

...the ... of the ...

...the ... of the ...  
...the ... of the ...  
...the ... of the ...

11 mars 1942

Rapport à Monsieur SAINT, Secrétaire d'Ambassade  
Délégué du Gouvernement dans les Territoires Occupés

En exécution des instructions de Monsieur le Directeur des Affaires Politiques, j'ai examiné avec la plus scrupuleuse attention les moyens d'accorder à plusieurs fonctionnaires de l'Institut international de Coopération, dont les contrats sont arrivés à expiration le 30 septembre dernier, une indemnité de départ égale à une année de traitement.

Vous voudrez bien trouver dans le présent rapport que vous m'avez demandé, le résultat de mon examen fait en toute objectivité, avec le plus grand souci d'équité compatible avec les possibilités financières de l'Institut, et en tenant compte aussi des incidences qu'il est de mon devoir de vous signaler.

Quatre hauts fonctionnaires de l'Institut ont terminé leur engagement le 30 septembre 1941. Ils avaient été avertis, comme vous le savez, dès le mois d'avril précédent, que celui-ci ne serait pas renouvelé. En droit strict ils ne sauraient prétendre à aucune indemnité. Les hauts fonctionnaires de l'Institut dont les contrats n'étaient pas renouvelés n'ont jamais touché d'indemnité de départ, et le dernier d'entre eux Mr Hans MOHR, Professeur à Oslo, parti peu de temps avant la guerre, n'a rien réclamé.

Les quatre hauts fonctionnaires sus-visés sont les suivants : J'indique, en regard de leurs noms, leurs traitements :

MM. BELIME .....	72.000	Frs
FOUNDOKIDIS .....	69.000	"
MERCIER .....	62.360	"
WEISS .....	76.000	"

Total ..... 279.360 Frs

Si une indemnité de départ leur était accordée, elle aurait pour résultat immédiat de provoquer une demande analogue de quatre autres fonctionnaires du grade de Rédacteur principal, titulaires, eux aussi, de contrats également expirés le 30 septembre dernier, (demande déjà formulée, d'ailleurs, par l'un d'entre eux M. BRIOD).

Je dois rappeler que les rédacteurs principaux sont des fonctionnaires intermédiaires entre le haut personnel et le personnel subalterne. Leur nomination est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, contrairement au personnel subalterne qui lui, ne relève que du Directeur de l'Institut (art. 5 du statut). J'ajoute que les rédacteurs principaux n'ont pas touché, comme les rédacteurs ordinaires et tout le personnel subalterne, l'indemnité de licenciement égale à 100 frs par années de services, payée en octobre dernier et cela parce que leur contrat était expiré.

Je donne ci-après la liste des quatre rédacteurs principaux avec leurs traitements annuels :

M. BRIOD .....	42.000	Frs
Mme FALLOT .....	29.000	"
M. MASSOULIER .....	36.000	"
Mme KOUMANY .....	28.900	"

Total ..... 135.900 Frs

It is the policy of the Government to provide for the health and safety of the people of the United States.

The following information is being provided for your information. It is not intended to be a substitute for professional advice. The information is based on the best available data at the time of publication.

The following information is being provided for your information. It is not intended to be a substitute for professional advice. The information is based on the best available data at the time of publication.

The following information is being provided for your information. It is not intended to be a substitute for professional advice. The information is based on the best available data at the time of publication.

The following information is being provided for your information. It is not intended to be a substitute for professional advice. The information is based on the best available data at the time of publication.

1. 1990	1. 1990
2. 1991	2. 1991
3. 1992	3. 1992
4. 1993	4. 1993
5. 1994	5. 1994

Total 1990-1994

The following information is being provided for your information. It is not intended to be a substitute for professional advice. The information is based on the best available data at the time of publication.

The following information is being provided for your information. It is not intended to be a substitute for professional advice. The information is based on the best available data at the time of publication.

The following information is being provided for your information. It is not intended to be a substitute for professional advice. The information is based on the best available data at the time of publication.

1. 1990	1. 1990
2. 1991	2. 1991
3. 1992	3. 1992
4. 1993	4. 1993
5. 1994	5. 1994

Total 1990-1994



$$279.360 + 135.900 = 415.260 \text{ Frs}$$

Avant d'en terminer avec les rédacteurs principaux, j'ai le devoir de signaler que l'octroi d'une indemnité de départ équivalente à une année de traitement placerait ces fonctionnaires dans une situation particulièrement privilégiée, auprès de leurs collègues, simples rédacteurs qui n'ont reçu, eux, que la modeste indemnité X années X 100 Frs.

Voici un exemple :

Mme KOUMANY, Rédactrice principale, recevrait 29.000 Frs alors que Mme GIRARD, simple rédactrice, ancien professeur de Lycée, qui s'est toujours signalée par sa compétence et son dévouement, comptant à peu près le même nombre d'années de services que Mme KOUMANY et au traitement sensiblement égal de 24.960 Frs n'a touché que 100 X 13--= 1.300 Frs

Une telle disparité ne manquerait pas de provoquer les plus véhémentes et les plus légitimes protestations.

J'ai enfin le devoir d'appeler votre attention sur le cas des fonctionnaires maintenus en fonctions. Sans être accusé d'une prévoyance excessive il me paraîtrait sage de ne pas épuiser toutes les ressources afin de faire bénéficier ces fonctionnaires, le cas échéant, du même régime.

Voici leurs noms :

MM. LAJTI .....	57.660 Frs
RISTORCELLI .....	61.000 "
HICKEL .....	39.200 "

Total ..... 157.860 Frs

$$279.360 + 135.900 + 157.860 = 573.120 \text{ Frs}$$

Telle est donc la somme totale que je suis amené à envisager, bien qu'en droit, l'attribution d'une telle indemnité ne puisse se concevoir. Je ne serais pas opposé toutefois, à une attribution raisonnable à titre gracieux. Dans ce cas, comment faire face à une telle dépense ?

Avec le Fonds de Réserve s'élevant à 400.000 Frs ?

Mais le Fonds de Réserve, d'ailleurs insuffisant, a un statut précis. Ce Fonds de Réserve, dont l'initiative me revient a été constitué, sous mon administration, avec des subventions internationales et il est régi par l'article 7 du Règlement financier de l'Institut, à la rédaction duquel j'ai collaboré. Cet article 7 est ainsi conçu: "Les reliquats d'un exercice formeront un fonds spécial sur lequel le Conseil d'Administration autorisera, au cours des exercices suivants tous prélèvements utiles à l'activité de l'Institut".

Engager la totalité de ce Fonds de Réserve, d'ailleurs si péniblement constitué, pour accorder libéralement des indemnités à certains fonctionnaires dont les contrats sont expirés, tandis que les autres ont été traités avec parcimonie, je ne pense pas que





que ce soit travailler "utilement à l'activité de l'Institut"? Je reconnais que sous mon administration on a parfois puisé dans la caisse du Fonds de Réserve, mais à titre d'emprunt remboursable, et d'accord avec le Conseil d'Administration, lorsque, par exemple, une subvention d'Etat était encaissée avec un trop long retard, mais je ne crois pas qu'on puisse, sans violer le règlement financier de l'Institut, disposer sans obligation absolue de la totalité des fonds envisagés. Tel est aussi l'avis de M. GUIST'HAU, Contrôleur des Dépenses engagées.

Il me reste, dans ces conditions, à examiner si ces indemnités de départ ne pourraient être prélevées sur le reliquat de l'exercice 1941.

Cet exercice ne se clôturera que le 31 mars prochain et je ne pourrai faire une vérification utile qu'après cette date, le compte une fois arrêté. Mais, dès maintenant, je puis affirmer qu'il ne restera qu'un reliquat très faible. L'Institut comme vous le savez, a dû faire face, en 1941, à des paiements très lourds (traitements, indemnités de licenciement, grosses factures, etc..) et il n'a en somme encaissé que la subvention dite de Lyon, s'élevant à la somme de 391.123 francs. A l'heure actuelle la subvention de 1942 n'est pas encore encaissée, les paiements étant effectués sur les crédits antérieurs. Et s'il était nécessaire de démontrer l'utilité du Fonds de Réserve, j'ajouterais, que sans lui, les traitements de janvier et de février du personnel actuel de l'Institut seraient encore à payer.

#### CONCLUSION

Etien que l'attribution d'indemnités de départ aux fonctionnaires dont les contrats sont arrivés à expiration constituerait un fait sans précédent à l'Institut de Coopération intellectuelle, je déclare que dans les circonstances présentes, je n'y suis pas absolument opposé. Je comprends et je partage entièrement le souci d'équité de Monsieur le Directeur des Affaires Etrangères et je le partage d'autant plus, que j'ai été le témoin, il y a un an, des promesses verbales d'engagements avec traitements réduits, faites à deux ou trois fonctionnaires, ainsi que j'ai cru devoir, en toute loyauté, l'exposer dans un précédent rapport. Mais ce souci doit se concilier avec les possibilités financières et le respect du règlement de l'Institut.

Tout bien pesé, en ne perdant pas de vue, d'une part, que les fonctionnaires ont touché l'intégralité de leur traitement pendant une période de complète inactivité de 14 mois (juillet 1940 au 30 septembre 1941), tenant compte, d'autre part, des promesses verbales faites, j'estime qu'une indemnité de départ, égale à quatre mois de traitement, pourrait être accordée, mais à titre purement gracieux. La dépense s'élèverait à  $\frac{415.260}{3} = 138.420$  Frs. Elle

pourrait, au besoin, être prélevée, à titre remboursable, sur le Fonds de Réserve, en attendant l'octroi d'une subvention correspondante.

Telle est, après mûr examen d'une situation qui, pour les raisons que je viens de vous exposer, commande la plus grande prudence, la conclusion à laquelle je crois devoir m'arrêter.





Je ne pense pas en toute conscience, étant donnée l'urgence actuelle de l'Institut, qu'il soit possible d'aller plus loin.

Le Commissaire aux Comptes :

Paul TISSEAU  
Ancien Préfet

Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle

Additionnellement au présent rapport, je crois devoir rappeler aussi votre attention sur le cas d'un haut fonctionnaire de l'Institut, Mr SECRETAN, actuellement en congé, qui faisait les fonctions de Secrétaire général.

Le contrat de Mr SECRETAN, comme celui de Mr HICKEL n'expire que le 30 septembre 1945, à la déclaration de guerre, Mr SECRETAN a obtenu un congé régulier, sans traitement. Mais il fait toujours partie du cadre non licencié. Il pourrait demander qu'il soit mis fin à son congé et nous placerait dans l'obligation, en cas de remerciement, de lui verser l'indemnité de congédiement, celle-là tout à fait statutaire.

Son cas demande examen, mais il ne peut que confirmer la nécessité de n'utiliser qu'avec prudence les fonds disponibles de l'Institut.

J'ajoute que le traitement de Mr SECRETAN est de 69.000 Frs

Je crois devoir également rappeler l'art. 9 du Règlement pour le Personnel dont il y a lieu de s'inspirer : "Les engagements peuvent être renouvelés, sans que leurs titulaires soient, en aucune manière, fondés à considérer cette faculté comme créant à l'Institut une obligation morale envers eux, et le non-renouvellement comme une méconnaissance de leurs services".





Rapport à Monsieur SAINT, Secrétaire d'Ambassade  
Délégué du Gouvernement dans les Territoires Occupés

En exécution des instructions de Monsieur le Directeur des Affaires Politiques, j'ai examiné avec la plus scrupuleuse attention les moyens d'accorder à plusieurs fonctionnaires de l'Institut international de Coopération, dont les contrats sont arrivés à expiration le 30 septembre dernier, une indemnité de départ égale à une année de traitement.

Vous voudrez bien trouver dans le présent rapport que vous m'avez demandé, le résultat de mon examen fait en toute objectivité, avec le plus grand souci d'équité compatible avec les possibilités financières de l'Institut, et en tenant compte aussi des incidences qu'il est de mon devoir de vous signaler.

Quatre hauts fonctionnaires de l'Institut ont terminé leur engagement le 30 septembre 1941. Ils avaient été avertis, comme vous le savez, dès le mois d'avril précédent, que celui-ci ne serait pas renouvelé. En droit strict ils ne sauraient prétendre à aucune indemnité. Les hauts fonctionnaires de l'Institut dont les contrats n'étaient pas renouvelés n'ont jamais touché d'indemnité de départ, et le dernier d'entre eux Mr Hans MOHR, Professeur à Oslo, parti peu de temps avant la guerre, n'a rien réclamé.

Les quatre hauts fonctionnaires sus-visés sont les suivants : J'indique, en regard de leurs noms, leurs traitements :

MM. BELIME .....	72.000	Frs
FOUNDOKIDIS .....	69.000	"
MERCIER .....	62.360	"
WEISS .....	76.000	"

Total ..... 279.360 Frs

Si une indemnité de départ leur était accordée, elle aurait pour résultat immédiat de provoquer une demande analogue de quatre autres fonctionnaires du grade de Rédacteur principal, titulaires, eux aussi, de contrats également expirés le 30 septembre dernier, (demande déjà formulée, d'ailleurs, par l'un d'entre eux M. BRIOD).

Je dois rappeler que les rédacteurs principaux sont des fonctionnaires intermédiaires entre le haut personnel et le personnel subalterne. Leur nomination est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, contrairement au personnel subalterne qui lui, ne relève que du Directeur de l'Institut (art. 5 du statut). J'ajoute que les rédacteurs principaux n'ont pas touché, comme les rédacteurs ordinaires et tout le personnel subalterne, l'indemnité de licenciement égale à 100 frs par années de services, payée en octobre dernier et cela parce que leur contrat était expiré.

Je donne ci-après la liste des quatre rédacteurs principaux avec leurs traitements annuels :

M. BRIOD .....	42.000	Frs
Mme FALLOT .....	29.000	"
M. MASSOULIER .....	36.000	"
Mme KOUMANY .....	28.900	"

Total ..... 135.900 Frs

Page 2 of 2

Subject: [Illegible]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

[Illegible text block]



$$279.360 + 135.900 = 415.260 \text{ Frs}$$

Avant d'en terminer avec les rédacteurs principaux, j'ai le devoir de signaler que l'octroi d'une indemnité de départ équivalente à une année de traitement placerait ces fonctionnaires dans une situation particulièrement privilégiée, auprès de leurs collègues, simples rédacteurs qui n'ont reçu, eux, que la modeste indemnité X années X 100 Frs.

Voici un exemple :

Mme KOUMANY, Rédactrice principale, recevrait 29.000 Frs alors que Mme GIRARD, simple rédactrice, ancien professeur de Lycée, qui s'est toujours signalée par sa compétence et son dévouement, comptant à peu près le même nombre d'années de services que Mme KOUMANY et au traitement sensiblement égal de 24.960 Frs n'a touché que 100 X 13-- 1.300 Frs

Une telle disparité ne manquerait pas de provoquer les plus véhémentes et les plus légitimes protestations.

J'ai enfin le devoir d'appeler votre attention sur le cas des fonctionnaires maintenus en fonctions. Sans être accusé d'une prévoyance excessive il me paraîtrait sage de ne pas épuiser toutes les ressources afin de faire bénéficier ces fonctionnaires, le cas échéant, du même régime.

Voici leurs noms :

MM. LAJTI .....	57.660 Frs
RISTORCELLI .....	61.000 "
HICKEL .....	39.200 "

Total ..... 157.860 Frs

$$279.360 + 135.900 + 157.860 = 573.120 \text{ Frs}$$

Telle est donc la somme totale que je suis amené à envisager, bien qu'en droit, l'attribution d'une telle indemnité ne puisse se concevoir. Je ne serais pas opposé toutefois, à une attribution raisonnable à titre gracieux. Dans ce cas, comment faire face à une telle dépense ?

Avec le Fonds de Réserve s'élevant à 400.000 Frs ?

Mais le Fonds de Réserve, d'ailleurs insuffisant, a un statut précis. Ce Fonds de Réserve, dont l'initiative me revient a été constitué, sous mon administration, avec des subventions internationales et il est régi par l'article 7 du Règlement financier de l'Institut, à la rédaction duquel j'ai collaboré. Cet article 7 est ainsi conçu: "Les reliquats d'un exercice formeront un fonds spécial sur lequel le Conseil d'Administration autorisera, au cours des exercices suivants tous prélèvements utiles à l'activité de l'Institut".

Engager la totalité de ce Fonds de Réserve, d'ailleurs si péniblement constitué, pour accorder libéralement des indemnités à certains fonctionnaires dont les contrats sont expirés, tandis que les autres ont été traités avec parcimonie, je ne pense pas que



The first thing I noticed when I stepped out of the car was the cold. It was a sharp contrast to the warm blanket I had been sitting under. I looked around, trying to get my bearings. The street was empty, and the only sound was the distant hum of traffic. I felt a little disoriented, but I knew I had to keep moving. I took a deep breath and started walking.

### Chapter 1

As I walked, I noticed a few people in the distance. They were walking quickly, their heads down. I felt a little nervous, but I didn't let it show. I kept walking, trying to make sense of my surroundings. The street was wide and empty, with a few trees lining the sidewalks. The sky was overcast, and the air was thick with a sense of mystery.

I continued walking, feeling a little more at ease. The street was still empty, but I noticed a few more people in the distance. They were walking quickly, their heads down. I felt a little nervous, but I didn't let it show. I kept walking, trying to make sense of my surroundings. The street was wide and empty, with a few trees lining the sidewalks. The sky was overcast, and the air was thick with a sense of mystery.

### Chapter 2

I continued walking, feeling a little more at ease. The street was still empty, but I noticed a few more people in the distance. They were walking quickly, their heads down. I felt a little nervous, but I didn't let it show. I kept walking, trying to make sense of my surroundings. The street was wide and empty, with a few trees lining the sidewalks. The sky was overcast, and the air was thick with a sense of mystery.

I continued walking, feeling a little more at ease. The street was still empty, but I noticed a few more people in the distance. They were walking quickly, their heads down. I felt a little nervous, but I didn't let it show. I kept walking, trying to make sense of my surroundings. The street was wide and empty, with a few trees lining the sidewalks. The sky was overcast, and the air was thick with a sense of mystery.

I continued walking, feeling a little more at ease. The street was still empty, but I noticed a few more people in the distance. They were walking quickly, their heads down. I felt a little nervous, but I didn't let it show. I kept walking, trying to make sense of my surroundings. The street was wide and empty, with a few trees lining the sidewalks. The sky was overcast, and the air was thick with a sense of mystery.

I continued walking, feeling a little more at ease. The street was still empty, but I noticed a few more people in the distance. They were walking quickly, their heads down. I felt a little nervous, but I didn't let it show. I kept walking, trying to make sense of my surroundings. The street was wide and empty, with a few trees lining the sidewalks. The sky was overcast, and the air was thick with a sense of mystery.

I continued walking, feeling a little more at ease. The street was still empty, but I noticed a few more people in the distance. They were walking quickly, their heads down. I felt a little nervous, but I didn't let it show. I kept walking, trying to make sense of my surroundings. The street was wide and empty, with a few trees lining the sidewalks. The sky was overcast, and the air was thick with a sense of mystery.

que ce soit travailler "utilement" à l'activité de l'Institut? Je reconnais que sous mon administration on a parfois puisé dans la caisse du Fonds de Réserve, mais à titre d'emprunt remboursable, et d'accord avec le Conseil d'Administration, lorsque, par exemple, une subvention d'Etat était encaissée avec un trop long retard, mais je ne crois pas qu'on puisse, sans violer le règlement financier de l'Institut, disposer sans obligation absolue de la totalité des fonds envisagés. Tel est aussi l'avis de M. GUIST'HAU, Contrôleur des Dépenses engagées.

Il me reste, dans ces conditions, à examiner si ces indemnités de départ ne pourraient être prélevées sur le reliquat de l'exercice 1941.

Cet exercice ne se clôturera que le 31 mars prochain et je ne pourrai faire une vérification utile qu'après cette date, le compte une fois arrêté. Mais, dès maintenant, je puis affirmer qu'il ne restera qu'un reliquat très faible. L'Institut comme vous le savez, a dû faire face, en 1941, à des paiements très lourds (traitements, indemnités de licenciement, grosses factures, etc..) et il n'a en somme encaissé que la subvention dite de Lyon, s'élevant à la somme de 391.123 francs. A l'heure actuelle la subvention de 1942 n'est pas encore encaissée, les paiements étant effectués sur les crédits antérieurs. Et s'il était nécessaire de démontrer l'utilité du Fonds de Réserve, j'ajouterais, que sans lui, les traitements de janvier et de février du personnel actuel de l'Institut seraient encore à payer.

#### CONCLUSION

Bien que l'attribution d'indemnités de départ aux fonctionnaires dont les contrats sont arrivés à expiration constituerait un fait sans précédent à l'Institut de Coopération intellectuelle, je déclare que dans les circonstances présentes, je n'y suis pas absolument opposé. Je comprends et je partage entièrement le souci d'équité de Monsieur le Directeur des Affaires Etrangères et je le partage d'autant plus, que j'ai été le témoin, il y a un an, des promesses verbales d'engagements avec traitements réduits, faites à deux ou trois fonctionnaires, ainsi que j'ai cru devoir, en toute loyauté, l'exposer dans un précédent rapport. Mais ce souci doit se concilier avec les possibilités financières et le respect du règlement de l'Institut.

Tout bien pesé, en ne perdant pas de vue, d'une part, que les fonctionnaires ont touché l'intégralité de leur traitement pendant une période de complète inactivité de 14 mois (juillet 1940 au 30 septembre 1941), tenant compte, d'autre part, des promesses verbales faites, j'estime qu'une indemnité de départ, égale à quatre mois de traitement, pourrait être accordée, mais à titre purement gracieux. La dépense s'élèverait à 415.260 = 138.420 Frs. Elle

pourrait, au besoin, être prélevée, à titre remboursable, sur le Fonds de Réserve, en attendant l'octroi d'une subvention correspondante.

Telle est, après mûr examen d'une situation qui, pour les raisons que je viens de vous exposer, commande le plus grande prudence, la conclusion à laquelle je crois devoir m'arrêter.





Je ne pense pas en toute conscience, étant donnée la Trésorerie actuelle de l'Institut, qu'il soit possible d'aller plus loin.

Le Commissaire aux Comptes :

Paul TISSEAU  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle

Additionnellement au présent rapport, je crois devoir rappeler aussi votre attention sur le cas d'un haut fonctionnaire de l'Institut, Mr SECRETAN, actuellement en congé, qui faisait les fonctions de Secrétaire général.

Le contrat de Mr SECRETAN, comme celui de Mr HICKEL n'expire que le 30 septembre 1945, à la déclaration de guerre, Mr SECRETAN a obtenu un congé régulier, sans traitement. Mais il fait toujours partie du cadre non licencié. Il pourrait demander qu'il soit mis fin à son congé et nous placerait dans l'obligation, en cas de remerciement, de lui verser l'indemnité de congédiement, celle-là tout à fait statutaire.

Son cas demande examen, mais il ne peut que confirmer la nécessité de n'utiliser qu'avec prudence les fonds disponibles de l'Institut.

J'ajoute que le traitement de Mr SECRETAN est de 69.000 Frs

Je crois devoir également rappeler l'art. 9 du Règlement pour le Personnel dont il y a lieu de s'inspirer : "Les engagements peuvent être renouvelés, sans que leurs titulaires soient, en aucune manière, fondés à considérer cette faculté comme créant à l'Institut une obligation morale envers eux, et le non-renouvellement comme une méconnaissance de leurs services".

1. The first of these is the fact that the  
the first of these is the fact that the  
the first of these is the fact that the

2. The second of these is the fact that the  
the second of these is the fact that the  
the second of these is the fact that the

3. The third of these is the fact that the  
the third of these is the fact that the  
the third of these is the fact that the

4. The fourth of these is the fact that the  
the fourth of these is the fact that the  
the fourth of these is the fact that the

5. The fifth of these is the fact that the  
the fifth of these is the fact that the  
the fifth of these is the fact that the

6. The sixth of these is the fact that the  
the sixth of these is the fact that the  
the sixth of these is the fact that the

11 mars 1942

Rapport à Monsieur SAINT, Secrétaire d'Ambassade  
Délégué du Gouvernement dans les Territoires Occupés

---

En exécution des instructions de Monsieur le Directeur des Affaires Politiques, j'ai examiné avec la plus scrupuleuse attention les moyens d'accorder à plusieurs fonctionnaires de l'Institut international de Coopération, dont les contrats sont arrivés à expiration le 30 septembre dernier, une indemnité de départ égale à une année de traitement.

Vous voudrez bien trouver dans le présent rapport que vous m'avez demandé, le résultat de mon examen fait en toute objectivité, avec le plus grand souci d'équité compatible avec les possibilités financières de l'Institut, et en tenant compte aussi des incidences qu'il est de mon devoir de vous signaler.

Quatre hauts fonctionnaires de l'Institut ont terminé leur engagement le 30 septembre 1941. Ils avaient été avertis, comme vous le savez, dès le mois d'avril précédent, que celui-ci ne serait pas renouvelé. En droit strict ils ne sauraient prétendre à aucune indemnité. Les hauts fonctionnaires de l'Institut dont les contrats n'étaient pas renouvelés n'ont jamais touché d'indemnité de départ, et le dernier d'entre eux Mr Hans MOER, Professeur à Oslo, parti peu de temps avant la guerre, n'a rien réclamé.

Les quatre hauts fonctionnaires sus-visés sont les suivants : J'indique, en regard de leurs noms, leurs traitements :

MM. BELIME .....	72.000	Frs
FOUNDOKIDIS .....	69.000	"
MERCIER .....	62.360	"
WEISS .....	76.000	"

Total ..... 279.360 Frs

Si une indemnité de départ leur était accordée, elle aurait pour résultat immédiat de provoquer une demande analogue de quatre autres fonctionnaires du grade de Rédacteur principal, titulaires, eux aussi, de contrats également expirés le 30 septembre dernier, (demande déjà formulée, d'ailleurs, par l'un d'entre eux M. BRIOD).

Je dois rappeler que les rédacteurs principaux sont des fonctionnaires intermédiaires entre le haut personnel et le personnel subalterne. Leur nomination est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, contrairement au personnel subalterne qui lui, ne relève que du Directeur de l'Institut (art. 5 du statut). J'ajoute que les rédacteurs principaux n'ont pas touché, comme les rédacteurs ordinaires et tout le personnel subalterne, l'indemnité de licenciement égale à 100 frs par années de services, payée en octobre dernier et cela parce que leur contrat était expiré.

Je donne ci-après la liste des quatre rédacteurs principaux avec leurs traitements annuels :

M. BRIOD .....	42.000	Frs
Mme FALLOT .....	29.000	"
M. MASSOULIER .....	36.000	"
Mme KOUMANY .....	28.900	"

Total ..... 135.900 Frs





279.360 + 135.900 = 415.260 Frs

Avant d'en terminer avec les rédacteurs principaux, j'ai le devoir de signaler que l'octroi d'une indemnité de départ équivalente à une année de traitement placerait ces fonctionnaires dans une situation particulièrement privilégiée, auprès de leurs collègues, simples rédacteurs qui n'ont reçu, eux, que la modeste indemnité X années X 100 Frs.

Voici un exemple :

Mme KOUMANY, Rédactrice principale, recevrait 29.000 Frs alors que Mme GIRARD, simple rédactrice, ancien professeur de Lycée, qui s'est toujours signalée par sa compétence et son dévouement, comptant à peu près le même nombre d'années de services que Mme KOUMANY et au traitement sensiblement égal de 24.960 Frs n'a touché que 100 X 13-- 1.300 Frs

Une telle disparité ne manquerait pas de provoquer les plus véhémentes et les plus légitimes protestations.

J'ai enfin le devoir d'appeler votre attention sur le cas des fonctionnaires maintenus en fonctions. Sans être accusé d'une prévoyance excessive il me paraîtrait sage de ne pas épuiser toutes les ressources afin de faire bénéficier ces fonctionnaires, le cas échéant, du même régime.

Voici leurs noms :

MM. LAJTI .....	57.660 Frs
RISTORCELLI .....	61.000 "
HICKEL .....	39.200 "

Total ..... 157.860 Frs

279.360 + 135.900 + 157.860 = 573.120 Frs

Telle est donc la somme totale que je suis amené à envisager, bien qu'en droit, l'attribution d'une telle indemnité ne puisse se concevoir. Je ne serais pas opposé toutefois, à une attribution raisonnable à titre gracieux. Dans ce cas, comment faire face à une telle dépense ?

Avec le Fonds de Réserve s'élevant à 400.000 Frs ?

Mais le Fonds de Réserve, d'ailleurs insuffisant, a un statut précis. Ce Fonds de Réserve, dont l'initiative me revient a été constitué, sous mon administration, avec des subventions internationales et il est régi par l'article 7 du Règlement financier de l'Institut, à la rédaction duquel j'ai collaboré. Cet article 7 est ainsi conçu: "Les reliquats d'un exercice formeront un fonds spécial sur lequel le Conseil d'Administration autorisera, au cours des exercices suivants tous prélèvements utiles à l'activité de l'Institut".

Engager la totalité de ce Fonds de Réserve, d'ailleurs si péniblement constitué, pour accorder libéralement des indemnités à certains fonctionnaires dont les contrats sont expirés, tandis que les autres ont été traités avec parcimonie, je ne pense pas qu

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that proper record-keeping is essential for the success of any business and for the protection of the interests of all parties involved. The document also mentions that the records should be kept in a secure and accessible location.

### 2.1. Introduction

This section provides a brief overview of the document's purpose and scope. It explains that the document is intended to provide a comprehensive guide to the various aspects of record-keeping, including the types of records that should be maintained, the methods for recording transactions, and the procedures for reviewing and auditing the records. The document also mentions that it is intended to be used by all employees of the organization.

The second part of the document discusses the various types of records that should be maintained. It mentions that records should be kept of all transactions, including sales, purchases, and expenses. It also mentions that records should be kept of all assets and liabilities of the organization.

The third part of the document discusses the methods for recording transactions. It mentions that transactions should be recorded in a clear and concise manner, using a standard format. It also mentions that the records should be kept in a secure and accessible location.

### 2.2. Procedures

The following procedures should be followed when recording transactions:

- 1. All transactions should be recorded in a clear and concise manner, using a standard format.
- 2. The records should be kept in a secure and accessible location.
- 3. The records should be reviewed and audited regularly.

The following procedures should be followed when reviewing and auditing the records:

1. The records should be reviewed and audited regularly.

The fourth part of the document discusses the procedures for reviewing and auditing the records. It mentions that the records should be reviewed and audited regularly, and that the results of the review and audit should be reported to the management. It also mentions that the records should be kept for a minimum of five years.

The fifth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.

The sixth part of the document discusses the various types of records that should be maintained. It mentions that records should be kept of all transactions, including sales, purchases, and expenses. It also mentions that records should be kept of all assets and liabilities of the organization.

The seventh part of the document discusses the methods for recording transactions. It mentions that transactions should be recorded in a clear and concise manner, using a standard format. It also mentions that the records should be kept in a secure and accessible location.



que ce soit travailler "utilement" à l'activité de l'Institut? Je reconnais que sous mon administration on a parfois puisé dans la caisse du Fonds de Réserve, mais à titre d'emprunt remboursable, et d'accord avec le Conseil d'Administration, lorsque, par exemple, une subvention d'Etat était encaissée avec un trop long retard, mais je ne crois pas qu'on puisse, sans violer le règlement financier de l'Institut, disposer sans obligation absolue de la totalité des fonds envisagés. Tel est aussi l'avis de M. GUIST'HAU, Contrôleur des Dépenses engagées.

Il me reste, dans ces conditions, à examiner si ces indemnités de départ ne pourraient être prélevées sur le reliquat de l'exercice 1941.

Cet exercice ne se clôturera que le 31 mars prochain et je ne pourrai faire une vérification utile qu'après cette date, le compte une fois arrêté. Mais, dès maintenant, je puis affirmer qu'il ne restera qu'un reliquat très faible. L'Institut comme vous le savez, a dû faire face, en 1941, à des paiements très lourds (traitements, indemnités de licenciement, grosses factures, etc..) et il n'a en somme encaissé que la subvention dite de Lyon, s'élevant à la somme de 391.123 francs. A l'heure actuelle la subvention de 1942 n'est pas encore encaissée, les paiements étant effectués sur les crédits antérieurs. Et s'il était nécessaire de démontrer l'utilité du Fonds de Réserve, j'ajouterais, que sans lui, les traitements de janvier et de février du personnel actuel de l'Institut seraient encore à payer.

#### CONCLUSION

Bien que l'attribution d'indemnités de départ aux fonctionnaires dont les contrats sont arrivés à expiration constituerait un fait sans précédent à l'Institut de Coopération intellectuelle, je déclare que dans les circonstances présentes, je n'y suis pas absolument opposé. Je comprends et je partage entièrement le souci d'équité de Monsieur le Directeur des Affaires Etrangères et je le partage d'autant plus, que j'ai été le témoin, il y a un an, des promesses verbales d'engagements avec traitements réduits, faites à deux ou trois fonctionnaires, ainsi que j'ai cru devoir, en toute loyauté, l'exposer dans un précédent rapport. Mais ce souci doit se concilier avec les possibilités financières et le respect du règlement de l'Institut.

Tout bien pesé, en ne perdant pas de vue, d'une part, que les fonctionnaires ont touché l'intégralité de leur traitement pendant une période de complète inactivité de 14 mois (juillet 1940 au 30 septembre 1941), tenant compte, d'autre part, des promesses verbales faites, j'estime qu'une indemnité de départ, égale à quatre mois de traitement, pourrait être accordée, mais à titre purement gracieux. La dépense s'élèverait à 415.260 = 138.420 Frs. Elle

pourrait, au besoin, être prélevée, à titre remboursable, sur le Fonds de Réserve, en attendant l'octroi d'une subvention correspondante.

Telle est, après mûr examen d'une situation qui, pour les raisons que je viens de vous exposer, commande le plus grande prudence, la conclusion à laquelle je crois devoir m'arrêter.



Je ne pense pas en toute conscience, étant donnée la Trésorerie actuelle de l'Institut, qu'il soit possible d'aller plus loin.

Le Commissaire aux Comptes :

Paul TISSEAU  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle

En additionnellement au présent rapport, je crois devoir rappeler aussi votre attention sur le cas d'un haut fonctionnaire de l'Institut, Mr SECRETAN, actuellement en congé, qui faisait les fonctions de Secrétaire général.

Le contrat de Mr SECRETAN, comme celui de Mr HICKEL n'expire que le 30 septembre 1945, à la déclaration de guerre, Mr SECRETAN a obtenu un congé régulier, sans traitement. Mais il fait toujours partie du cadre non licencié. Il pourrait demander qu'il soit mis fin à son congé et nous placerait dans l'obligation, en cas de remerciement, de lui verser l'indemnité de congédiement, celle-là tout à fait statutaire.

Son cas demande examen, mais il ne peut que confirmer la nécessité de n'utiliser qu'avec prudence les fonds disponibles de l'Institut.

J'ajoute que le traitement de Mr SECRETAN est de 69.000 Frs

Je crois devoir également rappeler l'art. 9 du Règlement pour le Personnel dont il y a lieu de s'inspirer : "Les engagements peuvent être renouvelés, sans que leurs titulaires soient, en aucune manière, fondés à considérer cette faculté comme créant à l'Institut une obligation morale envers eux, et le non-renouvellement comme une méconnaissance de leurs services".



1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study.

2. The second part of the report is a detailed description of the methods used in the study.

3. The third part of the report is a discussion of the results of the study.

4. The fourth part of the report is a conclusion and a list of references.

5. The fifth part of the report is a list of appendices.

6. The sixth part of the report is a list of figures and tables.

7. The seventh part of the report is a list of footnotes.

8. The eighth part of the report is a list of abbreviations.

octobre 1941

RAPPORT DE M. TISSEAU, COMMISSAIRE AUX COMPTES

---

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Le présent rapport expose les résultats de la gestion que j'ai vérifiée. Il comprend deux parties :

- 1°) Comptes de l'exercice 1940 clos le 31 mars 1941.
- 2°) Situation financière de l'Institut à la date du 31 août 1941.

1°) COMPTES DE L'EXERCICE 1940

A.- Recettes. Les recettes de l'exercice 1940 se sont élevées à 2.472.494<sup>f</sup>,05 (Voir état annexe N° 3 ). Ce chiffre est inférieur de 844.655<sup>f</sup>,95 aux prévisions budgétaires, par suite du non paiement des subventions de différents Etats et du faible produit de la vente des Publications. Seuls, parmi les dix neuf Etats cotisants, la France, les Pays-Bas et l'Union Sud-Africaine ont payé leur subvention. En outre, la Colombie a versé une cotisation arriérée (Exercice 1939) montant à 12.838<sup>f</sup>,50 . D'autre part, les recettes diverses évaluées dans les prévisions budgétaires à 520.000 francs n'ont produit que 187.301 francs.

Détail :

1°) Vente des publications .....	51.756,22
2°) Remboursements divers (Communications téléphoniques, entretien des locaux, poly-copie, frais de bureau, frais de port)...	73.206,85
3°) Contribution à des frais de publications et de Conférences .....	32.295
4°) Intérêts des capitaux placés .....	27.862,93
5°) Vente d'objets hors d'usage (vieux papier)	2.180
	<hr/>
	187.301,00

En exécution des instructions du Comité de l'Union des  
Littéraires, j'ai procédé à l'examen détaillé des ouvrages  
de l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

Le présent rapport expose les résultats de l'examen que j'ai  
fait. Il comporte deux parties :

- 1° Comptes de l'exercice 1940 et de 1941.
- 2° Situation financière de l'Institut à la date du 31 août  
1941.

# 1° COMPTES DE L'EXERCICE 1940

... recettes. Les recettes de l'exercice 1940 se sont élevées à  
2.204.400 (voir état annexé n° 1). Ce chiffre est inférieur de  
2.000.000 aux prévisions budgétaires, par suite du non paiement  
des subventions de différents Etats et de l'absence de la vente  
des publications. Parmi les dix huit Etats contributeurs, la  
France, les Pays-Bas et l'Union Sov.-Etrangère ont payé leurs subven-  
tions. En outre, la Belgique a versé une subvention spéciale (annexé  
1940) montant à 12.000.000. D'autre part, les recettes diverses  
évaluées dans le budget à 200.000 francs ont  
produit par 107.501 francs.

## Détail :

- 1° Vente des publications ..... 21.704,95
- 2° Subventions diverses (Belgique, Pays-  
Bas, Union Sov.-Etrangère, etc.) ..... 2.000,00
- 3° Recettes de la vente des publications  
et de souscriptions ..... 20.000,00
- 4° Intérêts des capitaux placés ..... 20.000,00
- 5° Autres objets divers (vente papier)  
..... 2.100,00

1941, 1942



B.- Dépenses. Les dépenses de l'Institut ont atteint au cours de l'exercice 1940 la somme de 1.563.338<sup>f</sup>,33, inférieure de 1.753.811<sup>f</sup>,67 aux prévisions budgétaires (Voir tableau annexe n°4). En réalité, l'Institut n'a fonctionné normalement que le premier semestre de l'année 1940. En raison des événements les dépenses du second semestre n'ont guère consisté que dans les traitements du Personnel. Ces traitements ont été payés intégralement aux fonctionnaires présents à Paris. Il serait juste, à mon avis, de traiter de la même façon les fonctionnaires, d'ailleurs peu nombreux, résidant en zone occupée.

Si les crédits figurent aux différents postes du budget demeurent en partie disponibles, je dois faire observer qu'il en est autrement de celui concernant le chapitre "Publications". Celui-ci, par contre, a été dépassé. Le crédit puvert sous cette rubrique est de 300.000 francs et le relevé des factures qui ont fait l'objet de mon examen s'élève à 332.963<sup>f</sup>,25, soit un dépassement de crédit de 32.963<sup>f</sup>,25 .

Je ferai observer aussi, que si les dépenses engagées sur ce chapitre s'élèvent à 332.963<sup>f</sup>,25 il n'a été payé, en réalité que 89.648 francs.

Les factures restant à solder s'élèvent à 243.315<sup>f</sup>,25 . Il serait de sage administration de les régler le plus vite possible, puisque les disponibilités de trésorerie le permettent.

#### GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

Ainsi que le montre le tableau n° 6, l'Institut a également des recettes et dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Ces comptes comprennent d'abord le Fonds de Réserve s'élevant à 400.000 francs sur lequel aucune dépense n'a été engagée

Les fonds provenant de la Dotation Carnegie et de la Fondation



Rockefeller s'élevant au 31 décembre 1940 à \$ 33.880,98 sont immobilisés au Crédit Commercial de France.

Ce dépôt ne manquera pas d'appeler l'attention des Autorités chargées de la Direction de l'Institut qui prendront les dispositions utiles lorsque les circonstances le permettront.

Je signalerai encore les fonds versés à l'Institut pour la publication de la Collection des Classiques de l'Amérique latine s'élevant à la même date du 31 décembre 1940, à 63.127<sup>f</sup>60. Quelques factures restent encore à payer.

Les sommes peu importantes des autres comptes figurant à l'état n°6 sont disponibles.

#### CONCLUSION

Sous réserve des observations de pure forme notées dans le présent rapport, la comptabilité soumise à ma vérification révèle une bonne gestion, faite avec méthode, malgré les difficultés rencontrées au cours de l'année.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1940.

Le Commissaire aux Comptes :

P. Tisseau



Rochetelle s'élevait en 31 décembre 1943 à 25.850,00 et en 1944-

à 26.000,00. Le total des dépenses est de 26.000,00.

De plus, les dépenses de l'Institut ont été de 26.000,00. Les dépenses de l'Institut ont été de 26.000,00. Les dépenses de l'Institut ont été de 26.000,00.

Le total des dépenses est de 26.000,00. Le total des dépenses est de 26.000,00. Le total des dépenses est de 26.000,00.

Le total des dépenses est de 26.000,00. Le total des dépenses est de 26.000,00. Le total des dépenses est de 26.000,00.

CONCLUSION

Les dépenses de l'Institut ont été de 26.000,00. Les dépenses de l'Institut ont été de 26.000,00. Les dépenses de l'Institut ont été de 26.000,00.

Le total des dépenses est de 26.000,00. Le total des dépenses est de 26.000,00. Le total des dépenses est de 26.000,00.

Le Comité des Comptes :

Le Président

$31 \text{ mas } 19 \text{ H}_2$ 

En exécution des instructions de Monsieur le Directeur des Affaires Politiques, j'ai examiné avec la plus scrupuleuse attention les moyens d'accorder à plusieurs fonctionnaires de l'Institut international de Coopération intellectuelle, dont les contrats sont arrivés à expiration le 30 septembre dernier, une indemnité de départ égale à une année de traitement.

Vous voudrez bien trouver dans le présent rapport que vous m'avez demandé, le résultat de mon examen fait en toute objectivité, avec le plus grand souci d'équité compatible avec les possibilités financières de l'Institut, et en tenant compte aussi des incidences qu'il est de mon devoir de vous signaler.

Quatre hauts fonctionnaires de l'Institut ont terminé leur engagement le 30 septembre 1941. Ils avaient été avertis, comme vous le savez, dès le mois d'avril précédent, que celui-ci ne serait pas renouvelé. En droit strict ils ne sauraient prétendre à aucune indemnité. Les hauts fonctionnaires de l'Institut dont les contrats n'étaient pas renouvelés n'ont jamais touché d'indemnité de départ, et le dernier d'entre eux Mr Hans MOHR, professeur à Oslo, parti peu de temps avant la guerre, n'a rien réclamé.

Les quatre hauts fonctionnaires sus-visés sont les suivants.

J'indique, en regard de leurs noms, leurs traitements :

Total ..... 279.360 Frs

Si une indemnité de départ leur était accordée, elle aurait





pour résultat immédiat de provoquer une demande analogue de quatre autres fonctionnaires du grade de Rédacteur principal, titulaires, eux aussi, de contrats également expirés le 30 septembre dernier, (demande déjà formulée, d'ailleurs, par l'un d'entre eux : M. BRIOD).

Je dois rappeler que les rédacteurs principaux sont des fonctionnaires intermédiaires entre le haut personnel et le personnel subalterne. Leur nomination est soumise à l'agrément du Conseil d'administration, contrairement au personnel subalterne qui lui, ne relève que du Directeur de l'Institut (art. 5 du statut). J'ajoute que les rédacteurs principaux n'ont pas touché, comme les rédacteurs ordinaires et tout le personnel subalterne, l'indemnité de licenciement égale à 100 frs X années de services, payée en octobre dernier, et cela parce que leur contrat était expiré.

Je donne ci-après la liste des quatre rédacteurs principaux avec leurs traitements annuels :

Mr BRIOD .....	42.000 Frs	
Mme FALLOT .....	29.000 "	
Mr. MASSOULIER .....	36.000 "	
Mme KOUMANY .....	<u>28.900</u> "	
Total .....		135.900 Frs
 279.360 + 135.900 = 415.260 Frs		

Avant d'en terminer avec les rédacteurs principaux, j'ai le devoir de signaler que l'octroi d'une indemnité de départ équivalente à une année de traitement placerait ces fonctionnaires dans une situation particulièrement privilégiée, auprès de leurs collègues, simples rédacteurs qui n'ont reçu, eux, que la modeste indemnité de X années X 100 Frs.

Voici un exemple :

Madame KOUMANY, Rédactrice principale, recevrait 29.000 Frs



alors que Madame GIRARD, simple rédactrice, ancien professeur de  
de Lycée, qui s'est toujours signalée par sa compétence et son dé-  
vouement, comptant à peu près le même nombre d'années de services que  
Madame KOUMANY et au traitement sensiblement égal de 24.960 frs

n'a touché que  $100 \times 13 = 1.300$  "

Une telle disparité ne manquerait pas de provoquer les plus  
véhémentes et les plus légitimes protestations.

J'ai enfin le devoir d'appeler votre attention sur le cas des  
fonctionnaires maintenus en fonctions. Sans être accusé d'une prévoyan-  
ce excessive il me paraîtrait sage de ne pas épuiser toutes les ressour-  
ces afin de faire bénéficier ces fonctionnaires, le cas échéant, du  
même régime.

Voici leurs noms :

MM. LAJTI .....	57.660	Frs
RISTORCELLI .....	61.000	"
HICKEL .....	<u>39.200</u>	"
Total .....		157.860 Frs
$279.360 + 135.900 + 157.860 = 573.120$ Frs		

Telle est donc la somme totale que je suis amené à envisager,  
bien qu'en droit, l'attribution d'une telle indemnité ne puisse se  
concevoir. Je ne serais pas opposé toutefois, à une attribution raison-  
nable à titre gracieux. Dans ce cas, comment faire face à une telle  
dépense ?

Avec le fonds de réserve s'élevant à 400.000 francs ?

Mais le fonds de réserve, d'ailleurs insuffisant, a un statut  
précis. Ce fonds de réserve, dont l'initiative me revient, a été cons-  
titué, sous mon administration, avec des subventions internationales  
et il est régi par l'article 7 du Règlement financier de l'Institut,  
à la rédaction duquel j'ai collaboré. Cet article 7 est ainsi conçu :  
" Les reliquats d'un exercice formeront un fonds spécial sur lequel



... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

le Conseil d'administration autorisera, au cours des exercices suivants tous prélèvements utiles à l'activité de l'Institut ".

Engager la totalité de ce fonds de réserve, d'ailleurs si péniblement constitué, pour accorder libéralement des indemnités à certains fonctionnaires dont les contrats sont expirés, tandis que les autres ont été traités avec parcimonie, je ne pense pas que ce soit travailler "utilement à l'activité de l'Institut"? Je reconnais que sous mon administration on a parfois puisé dans la caisse du fonds de réserve, mais à titre d'emprunt remboursable, et d'accord avec le Conseil d'administration, lorsque, par exemple, une subvention d'Etat était encaissée avec un trop long retard, mais je ne crois pas qu'on puisse, sans violer le règlement financier de l'Institut, disposer sans obligation absolue de la totalité des fonds envisagés. Tel est aussi l'avis de M. GUIST'HAU, Contrôleur des Dépenses engagées.

Il me reste, dans ces conditions, à examiner si ces indemnités de départ ne pourraient être prélevées sur le reliquat de l'exercice 1941.

Cet exercice ne se clôturera que le 31 mars prochain et je ne pourrai faire une vérification utile qu'après cette date, le compte une fois arrêté. Mais, dès maintenant, je puis affirmer qu'il ne restera qu'un reliquat très faible. L'Institut comme vous le savez, a dû faire face, en 1941, à des paiements très lourds (traitements, indemnités de licenciement, grosses factures etc..) et il n'a en somme encaissé que la subvention dite de Lyon, s'élevant à la somme de 391.123 francs. A l'heure actuelle la subvention de 1942 n'est pas encore encaissée, les paiements étant effectués sur les crédits antérieurs. Et s'il était nécessaire de démontrer l'utilité du fonds de réserve, j'ajouterais, que sans lui, les traitements de janvier et de février du personnel actuel de l'Institut seraient encore à payer.





CONCLUSION

Bien que l'attribution d'indemnités de départ aux fonctionnaires dont les contrats sont arrivés à expiration constituerait un fait sans précédent à l'Institut de Coopération intellectuelle, je déclare que dans les circonstances présentes, je n'y suis pas absolument opposé. Je comprends et je partage entièrement le souci d'équité de Monsieur le Directeur des Affaires Politiques et je le partage d'autant plus, que j'ai été le témoin, il y a un an, des promesses verbales d'engagements avec traitements réduits, faites à deux ou trois fonctionnaires, ainsi que j'ai cru devoir, en toute loyauté, l'exposer dans un précédent rapport. Mais ce souci doit se concilier avec les possibilités financières et le respect du règlement de l'Institut.

Tout bien pesé, en ne perdant pas de vue, d'une part, que les fonctionnaires ont touché l'intégralité de leur traitement pendant une période de complète inactivité de 14 mois (juillet 1940 au 30 septembre 1941), tenant compte, d'autre part, des promesses verbales faites, j'estime qu'une indemnité de départ, égale à quatre mois de traitement, pourrait être accordée, mais à titre purement gracieux. La dépense s'élèverait à  $\frac{415.260}{3} = 138.420$  frs. Elle pourrait, au besoin, être prélevée, à titre remboursable, sur le fonds de réserve, en attendant l'octroi d'une subvention correspondante.

Telle est, après mûr examen d'une situation qui, pour les raisons que je viens de vous exposer, commande la plus grande prudence, la conclusion à laquelle je crois devoir m'arrêter.

Je ne pense pas en toute conscience, étant donnée la Trésorerie actuelle de l'Institut, qu'il soit possible d'aller plus loin.

Le Commissaire aux Comptes

*Paul Tisseau*

Paris, le 11 mars 1942

Paul TISSEAU  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle.



Additionnellement au présent rapport, je crois devoir appeler aussi votre attention sur le cas d'un haut fonctionnaire de l'Institut, Mr SECRETAN, actuellement en congé, qui faisait fonctions de Secrétaire général.

Le contrat de Mr SECRETAN, comme celui de Mr HICKEL, n'expire que le 30 septembre 1945. A la déclaration de guerre, Mr SECRETAN a obtenu un congé régulier, sans traitement. Mais il fait toujours partie du cadre non licencié. Il pourrait demander qu'il soit mis fin à son congé et nous placerait dans l'obligation, en cas de remerciement, de lui verser l'indemnité de congédiement, celle-là tout à fait statutaire .

Son cas demande examen, mais il ne peut que confirmer la nécessité de n'utiliser qu'avec prudence les fonds disponibles de l'Institut.

J'ajoute que le traitement de Mr SECRETAN est de 69.000 frs.

Je crois devoir également rappeler l'art. 9 du Règlement pour le Personnel dont il y a lieu de s'inspirer : "Les engagements peuvent être renouvelés, sans que leurs titulaires soient, en aucune manière, fondés à considérer cette faculté comme créant à l'Institut une obligation morale envers eux, et le non-renouvellement comme une méconnaissance de leurs services ".







21 janvier 1942

RAPPORT DE M. TISSEAU A M. SAINT, SECRETAIRE D'AMBASSADE  
DELEGUE DU GOUVERNEMENT DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

---

En exécution de vos instructions, en date du 3 janvier, j'ai procédé à l'examen des diverses réclamations adressées à M. Raymond WEISS par un certain nombre d'anciens fonctionnaires de l'Institut international de Coopération intellectuelle. Ces réclamations sont accompagnées d'une lettre de Monsieur WEISS à Monsieur ARNAL, en date du 23 décembre dernier. Je vous prie de vouloir bien trouver ci-après les remarques que m'ont suggéré ces différents documents et mon avis sur les suites que lesdites réclamations me paraissent susceptibles de comporter.

a) Trois anciens fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont écrit à M. WEISS :

- 1°) M. Charles MERCIER (lettre du 1er décembre 1941)
- 2°) M. Blaise BRIOD (lettre du 7 octobre 1941)
- 3°) M. de HENZEL (Lettre du 2 décembre 1941)

La lettre de M. MERCIER résume à elle seule la réclamation de tous les autres qui consiste essentiellement en ceci : Les fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont reçu le 26 avril 1941 une lettre signée de MM. WEISS et TISSEAU les informant que leur contrat avec l'Institut international de Coopération intellectuelle expirait le 30 septembre 1941 et que ce contrat ne serait pas renouvelé, mais ils ajoutent qu'à cette même date ils auraient eu de M. WEISS la promesse verbale "que le Ministre des Affaires Etrangères examinerait avec la plus grande bienveillance leur situation et leur accorderait un régime ou modus vivendi qui leur permettrait d'attendre la reprise des activités de l'Institut".

Je crois utile, tout d'abord, de reproduire le texte de la lettre adressée aux fonctionnaires supérieurs de l'Institut par







MM. WEISS et TISSEAU le 26 avril 1941 :

" Depuis le repliement de juin 1940, les circonstances n'ont  
" malheureusement pas permis à l'Institut de reprendre ses activités.  
" Notre institution ne saurait dans ces conditions demander  
" au Gouvernement français de prolonger indéfiniment un effort  
" financier qu'il est actuellement seul à supporter.  
" D'accord avec les décisions du Conseil d'Administration, ce  
" Gouvernement a arrêté, pour la gestion de l'Institut, un régime provisoire que nous avons reçu mission d'appliquer.  
" L'une des mesures prescrites est le non renouvellement des  
" contrats d'engagement des agents maintenus en fonctions jusqu'à ce jour.  
" Nous avons en conséquence, l'honneur de vous rappeler que  
" votre contrat vient à expiration le 30 septembre 1941.  
" Veuillez agréer, etc.....

signé : TISSEAU et WEISS

Ainsi que vous le remarquerez, la lettre ci-dessus ne comporte aucun engagement pour l'avenir. Elle ne comporte pas davantage la mention qui semble préoccuper M. ARNAL, dans sa lettre du 26 décembre dernier, " d'une option qui aurait été laissée à quelques techniciens entre le rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité, avec traitement réduit, option envisagée dans le compte rendu d'une entrevue entre MM. WEISS et TISSEAU à M. SAINT, en date du 6 mai 1941.

Je rappellerai simplement que cette option a seulement été envisagée dans le compte rendu préliminaire de MM. WEISS et TISSEAU, en date du 6 mai 1941, dans les termes suivants : " Les fonctionnaires titulaires de contrats expirant dans le courant de l'année 1941 ont reçu une lettre leur faisant connaître la décision aux termes de



laquelle aucun contrat ne sera renouvelé. Une autre lettre offrant aux quelques techniciens, dont les noms ont déjà été soumis au Ministère des Affaires Etrangères, une option entre leur rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité avec traitement réduit".

Mais je dois ajouter que cette lettre n'a jamais été envoyée.

Reste la question délicate des promesses verbales, faites en avril 1941, par M. WEISS, à plusieurs fonctionnaires supérieurs de l'Institut (notamment à MM. MERCIER et BRIOD signataires des lettres sus-visées) de leur mise en disponibilité avec traitement réduit.

Quelque contradictoire que cela puisse vous paraître (annonce d'une part, de contrat non renouvelable et d'autre part, de mise en disponibilité) il n'est pas douteux que ces promesses aient été faites en se basant sur l'accord intervenu entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Président du Conseil d'Administration de l'Institut. Mais depuis l'opposition notifiée par l'Autorité occupante à l'exécution de la mission de MM. WEISS et de MONTENACH - opposition procédant de la non reconnaissance des pouvoirs du Conseil d'Administration en territoires occupés - la situation est complètement changée. Dans de telles conditions, vous estimerez sans doute avec moi, que M. WEISS ne saurait être tenu pour responsable de promesses loyalement données alors, mais que leur auteur, dans l'état de fait actuel est dans l'impossibilité absolue de tenir. Je crois que le parti le plus sage serait de convoquer les signataires des lettres à la Délégation générale et de leur dire très nettement que le plan primitif de MM. WEISS et de MONTENACH a dû être abandonné, en ajoutant, au surplus, que le budget de l'Institut approuvé par le Gouvernement français s'élève à un chiffre extrêmement réduit ne permettant pas de nouveaux engagements de dépenses.

---





- 4 -

b) Vous me permettrez d'aborder maintenant la partie de la lettre de M. WEISS déclarant qu'à la date du 23 décembre dernier, il n'aurait été procédé encore à aucun des paiements prévus pour la zone non occupée et annoncés aux intéressés dans des lettres dont ces anciens fonctionnaires sont en droit de se réclamer.

J'ai tenu à me rendre compte de toutes les indemnités de licenciement payées et de celles restant à payer pour l'ensemble du Personnel de l'Institut.

Après avoir constaté que toutes les lettres de licenciement ont bien été expédiées en bonne et due forme, je puis vous donner la situation exacte telle qu'elle ressort des registres de comptabilité, à la date du 20 janvier 1942. Je réserve, pour les examiner plus loin, les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

I. Fonctionnaires résidant en zone libre ayant reçu les indemnités qui leur avaient été allouées par l'Institut.

Madame ZIFFERER, Le Puy

Mademoiselle ROSTAN, Aix-en-Provence

Monsieur BERNE de CHAVANNES, Vichy

II. Fonctionnaires résidant en zone libre n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Madame NIESTLE

Madame PASTRE

Madame BEREKOVITCH

Melle HERZFELD

Melle WALERIDGE

Monsieur CHARLES HENRY

{  
) Fonctionnaires dont il  
(  
) a été impossible jusqu'à  
(  
) ce jour de connaître  
(  
) l'adresse.  
(  
)

III. Fonctionnaires résidant en zone occupée n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

M. BRIOD demeurant à Paris - qui a demandé un délai.

M. LE ROY, Sujet britannique





Melle RIGAUD, débitrice d'une somme supérieure à celle qui lui est due. N'a pas répondu à la lettre lui demandant l'apurement de son compte.

M. TABURET, n'a pas répondu à la lettre l'invitant à se présenter à la Caisse.

Les 22 autres fonctionnaires licenciés résidant en zone occupée ont émargé sur les états de paiement.

Reste à examiner les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

#### I. CAS DE MONSIEUR DALMA

Monsieur DALMA n'a jamais été fonctionnaire de l'Institut de Coopération intellectuelle. Il était simplement agent de liaison entre le Gouvernement Yougoslave et l'Institut et touchait, de temps en temps, une modeste indemnité. J'ai relevé les sommes touchées par Monsieur DALMA en 1938, 1939 et 1940 :

1938 .....	1.000
1939 .....	1.500
1940 .....	1.000

Monsieur DALMA semble n'avoir aucun droit pour 1940. Toutefois, M. WEISS lui ayant avancé de ses propres deniers une somme de 2.000 fr. il semblerait équitable de rembourser cette somme à M. WEISS sur production, bien entendu, du reçu de Monsieur DALMA.

#### II. CAS DE MADemoisELLE CIVELLI DE BOSCH

Melle CIVELLI a été licenciée en même temps qu'un certain nombre de fonctionnaires de l'Institut, à la date du 30 septembre 1939. Elle a touché l'indemnité réglementaire de licenciement, ( soit un mois de traitement) fixée par la lettre de préavis (Décision de M. le Directeur BONNET en date du 20 septembre 1939).

1. The first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

THE FIRST OF THESE IS THE FACT THAT THE

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

THE FIRST OF THESE IS THE FACT THAT THE

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

Melle CIVELLI n'a jamais été réintégrée dans les cadres de l'Institut, mais à différentes reprises, par décisions successives de M. le Directeur BONNET, elle a été autorisée à effectuer divers travaux pour le Service juridique de l'Institut.

J'ai relevé sur les états de dépenses les sommes qui lui ont été payées du 6 novembre 1939 au 4 juin 1940 (date du dernier paiement effectué) et dont voici le détail.

6 novembre 1939	Pour une traduction .....	630 Frs
8 décembre 1939	Instruction de M. le Directeur du 7 décembre 1939 .....	1.000 "
7 décembre 1939	Pour une réunion du Comité d'Entente des Grandes Associations internationales	210 "
15 janvier 1940	Travaux effectués à la demande du Conseiller juridique, décembre 1939 (Instruction de M. le Directeur BONNET) .	1.000 "
16 janvier 1940	Traduction .....	40
23 février 1940	Traduction .....	45
11 mars 1940	Sur la demande de M. WEISS, Melle CIVELLI a touché pour 55 heures environ de travail effectuées en janvier au Service juridique la somme de ..... (Salaire horaire de 10 frs)	550
19 mars 1940	Instruction de M. BONNET, Indemnité pour la collaboration apportée au Service juridique en février .....	400
12 avril 1940	Indemnité de 400 francs pour collaboration au Service juridique en mars .....	400
10 mai 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois d'avril	400
20 mai 1940	Traduction .....	97,50
4 juin 1940	Indemnité de 400 francs pour le mois de mai 'Décision spéciale de M. le Directeur BONNET)	400

Depuis sa radiation des cadres, Melle CIVELLI a été payée, soit au salaire horaire, soit à un tarif forfaitaire fixé chaque fois par M. le Directeur BONNET. Elle ne saurait donc prétendre à une indemnité mensuelle pendant la période d'inactivité de 11 mois (juin 1940 à mai 1941). Mais tenant compte de ce que Melle CIVELLI a prêté





son concours à M. WEISS, au début de 1941, pour l'envoi de lettres recommandées au Personnel de l'Institut, pour l'expédition de rapports et de divers documents, il me paraît équitable de lui allouer, à ce titre, une somme forfaitaire de .....<sup>(1)</sup> en plus de l'indemnité fixe de 100 francs par année de service qu'elle a déjà touchée, comme tous les autres fonctionnaires licenciés.

(1) Somme promise par M. Weiss : 4900 fr

Telle est la situation à la date de ce jour. Il va de soi que le montant des indemnités non soldées reste disponible à la Caisse de l'Institut et que les intéressés seront payés dès que possible.

Je ne vois pas d'autre observation à vous présenter, ni d'autre avis à émettre sur le dossier que vous avez bien voulu me communiquer. En terminant, vous me permettrez d'exprimer ma satisfaction de voir un budget bien établi pour l'année en cours, le maintien d'un contrôleur des dépenses engagées, la vérification annuelle des Comptes, l'application de toutes les excellentes règles financières prescrites avec sagesse par le Département. Cet ensemble de mesures permettra à l'Institut d'attendre des temps meilleurs où, je le souhaite ardemment, son activité pourra reprendre.

Paris, le 21 janvier 1942

Le Commissaire aux Comptes



Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs  
de l'Institut

.....





Dans la lettre de M. WEISS du 12 septembre 1941 signalée in fine dans la lettre de M. ARNAL figure aussi la réclamation ci-après :

" Il reste à rembourser les frais de mes propres missions à  
" Vichy en octobre 1940 et en février-mars 1941 ainsi que de  
" deux voyages de MM. de MONTENACH et HICKEL également prévus  
" dans l'état fourni au Ministère des Affaires Etrangères à  
" l'appui de la demande réglementaire de versement.  
" Pour ce qui concerne mes frais personnels, je crois vous  
" avoir déjà marqué le désir que j'avais, dans la position par-  
" ticulière où me place mon rang de plus haut fonctionnaire  
" après le Directeur absent, de ne recevoir de l'Institut aucun  
" paiement avant l'achèvement des opérations de contrôle dont  
" vous êtes chargé et le règlement des fonctionnaires oubliés  
" jusqu'à ce jour du fait de leur résidence en zone non occupée.  
" Je m'en remets donc à vous pour faire valoir mes droits quant  
" à mes dépenses de mission et à mes mois de traitement échus"

Je suis tout à fait d'avis de régler les frais de mission et de voyage dont il est fait mention ci-dessus, mais faut-il pour cela que les intéressés veuillent bien fournir leurs états de frais.  
Inutile d'ajouter que les mois de traitement de M. WEISS sont à son entière disposition.

There is a large number of people in the

area in the north of the country.

"It is a very large area and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

large and it is very large and it is very

21 janvier 1942  
RAPPORT DE M. TISSEAU A M. SAINT, SECRETAIRE D'AMBASSADE,  
DELEGUE DU GOUVERNEMENT DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

---

En exécution de vos instructions, en date du 3 janvier, j'ai procédé à l'examen des diverses réclamations adressées à M. Raymond WEISS par un certain nombre d'anciens fonctionnaires de l'Institut international de Coopération intellectuelle. Ces réclamations sont accompagnées d'une lettre de Monsieur WEISS à Monsieur ARNAL, en date du 23 décembre dernier. Je vous prie de vouloir bien trouver ci-après les remarques que m'ont suggéré ces différents documents et mon avis sur les suites que lesdites réclamations me paraissent susceptibles de comporter.

a) Trois anciens fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont écrit à M. WEISS :

- 1°) M. Charles MERCIER (lettre du 1er décembre 1941)
- 2°) M. Blaise BRIOD (lettre du 7 octobre 1941)
- 3°) M. de HENZEL (Lettre du 2 décembre 1941)

La lettre de M. MERCIER résume à elle seule la réclamation de tous les autres qui consiste essentiellement en ceci : Les fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont reçu le 26 avril 1941 une lettre signée de MM. WEISS et TISSEAU les informant que leur contrat avec l'Institut international de Coopération intellectuelle expirait le 30 septembre 1941 et que ce contrat ne serait pas renouvelé, mais ils ajoutent qu'à cette même date ils auraient eu de M. WEISS la promesse verbale "que le Ministre des Affaires Etrangères examinerait avec la plus grande bienveillance leur situation et leur accorderait un régime ou modus vivendi qui leur permettrait d'attendre la reprise des activités de l'Institut".

Je crois utile, tout d'abord, de reproduire le texte de la lettre adressée aux fonctionnaires supérieurs de l'Institut par





MM. WEISS et TISSEAU le 26 avril 1941 :

" Depuis le repliement de juin 1940, les circonstances n'ont  
" malheureusement pas permis à l'institut de reprendre ses ac-  
" tivités.  
" Notre institution ne saurait dans ces conditions demander  
" au Gouvernement français de prolonger indéfiniment un effort  
" financier qu'il est actuellement seul à supporter.  
" D'accord avec les décisions du Conseil d'Administration, ce  
" Gouvernement a arrêté, pour la gestion de l'institut, un régi-  
" me provisoire que nous avons reçu mission d'appliquer.  
" L'une des mesures prescrites est le non renouvellement des  
" contrats d'engagement des agents maintenus en fonctions jus-  
" qu'à ce jour.  
" Nous avons en conséquence, l'honneur de vous rappeler que  
" votre contrat vient à expiration le 30 septembre 1941.  
" Veuillez agréer, etc.....

signé : TISSEAU et WEISS

Ainsi que vous le remarquerez, la lettre ci-dessus ne comporte aucun engagement pour l'avenir. Elle ne comporte pas davantage la mention qui semble préoccuper M. ARNAL, dans sa lettre du 26 décembre dernier, " d'une option qui aurait été laissée à quelques techniciens entre le rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité ; avec traitement réduit, option envisagée dans le compte rendu d'une entrevue entre MM. WEISS et TISSEAU à M. SAINT, en date du 6 mai 1941.

Je rappellerai simplement que cette option a seulement été envisagée dans le compte rendu préliminaire de MM. WEISS et TISSEAU, en date du 6 mai 1941, dans les termes suivants : " Les fonctionnaires titulaires de contrats expirant dans le courant de l'année 1941 ont reçu une lettre leur faisant connaître la décision aux termes de





laquelle aucun contrat ne sera renouvelé. Une autre lettre suivra offrant aux quelques techniciens, dont les noms ont déjà été soumis au Ministère des Affaires Etrangères, une option entre leur rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité avec traitement réduit".

Mais je dois ajouter que cette lettre n'a jamais été envoyée.

Reste la question délicate des promesses verbales, faites en avril 1941, par M. WEISS, à plusieurs fonctionnaires supérieurs de l'Institut (notamment à MM. MERCIER et BRIOD signataires des lettres sus-visées) de leur mise en disponibilité avec traitement réduit.

Quelque contradictoire que cela puisse vous paraître (annonce d'une part, de contrat non renouvelable et d'autre part, de mise en disponibilité) il n'est pas douteux que ces promesses aient été faites en se basant sur l'accord intervenu entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Président du Conseil d'Administration de l'Institut. Mais depuis l'opposition notifiée par l'Autorité occupante à l'exécution de la mission de MM. WEISS et de MONTENACH - opposition procédant de la non reconnaissance des pouvoirs du Conseil d'Administration en territoires occupés - la situation est complètement changée. Dans de telles conditions, vous estimerez sans doute avec moi, que M. WEISS ne saurait être tenu pour responsable de promesses loyalement données alors, mais que leur auteur, dans l'état de fait actuel est dans l'impossibilité absolue de tenir. Je crois que le parti le plus sage serait de convoquer les signataires des lettres à la Délégation générale et de leur dire très nettement que le plan primitif de MM. WEISS et de MONTENACH a dû être abandonné, en ajoutant, au surplus, que le budget de l'Institut approuvé par le Gouvernement français s'élève à un chiffre extrêmement réduit ne permettant pas de nouveaux engagements de dépenses.

---



b) Vous me permettrez d'aborder maintenant la partie de la lettre de M. WEISS déclarant qu'à la date du 23 décembre dernier, il n'aurait été procédé encore à aucun des paiements prévus pour la zone non occupée et annoncés aux intéressés dans des lettres dont ces anciens fonctionnaires sont en droit de se réclamer.

J'ai tenu à me rendre compte de toutes les indemnités de licenciement payées et de celles restant à payer pour l'ensemble du Personnel de l'Institut.

Après avoir constaté que toutes les lettres de licenciement ont bien été expédiées en bonne et due forme, je puis vous donner la situation exacte telle qu'elle ressort des registres de comptabilité, à la date du 20 janvier 1942. Je réserve, pour les examiner plus loin, les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

I. Fonctionnaires résidant en zone libre ayant reçu les indemnités qui leur avaient été allouées par l'Institut.

Madame ZIFFERER, Le Puy

Mademoiselle ROSTAN, Aix-en-Provence

Monsieur BERNE de CHAVANNES, Vichy

II. Fonctionnaires résidant en zone libre n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Madame NIESTLE

Madame PASTRE

Madame BEREKOVITCH

Melle HERZFELD

Melle WALBRIDGE

Monsieur CHARLES HENRY

{ Fonctionnaires dont il  
{ a été impossible jusqu'à  
{ ce jour de connaître  
{ l'adresse.

III. Fonctionnaires résidant en zone occupée n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

M. BRIOD demeurant à Paris - qui a demandé un délai.

M. LE ROY, Sujet britannique



1. L'ensemble des renseignements recueillis par les services de la Direction des Renseignements Généraux, pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1944, a été révisé et complété par les services de la Direction des Renseignements Généraux, pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1945. Les renseignements ainsi obtenus ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946.

2. Les renseignements recueillis pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1945, ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946. Les renseignements ainsi obtenus ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946.

3. Les renseignements recueillis pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1945, ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946. Les renseignements ainsi obtenus ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946.

4. Les renseignements recueillis pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1945, ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946. Les renseignements ainsi obtenus ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946.

5. Les renseignements recueillis pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1945, ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946. Les renseignements ainsi obtenus ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946.

6. Les renseignements recueillis pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1945, ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946. Les renseignements ainsi obtenus ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946.

7. Les renseignements recueillis pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1945, ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946. Les renseignements ainsi obtenus ont été classés par ordre d'importance et de danger, et ont été résumés dans un rapport qui a été soumis à la Direction des Renseignements Généraux, le 15 janvier 1946.

Melle RIGAUD, débitrice d'une somme supérieure à celle qui lui est due. N'a pas répondu à la lettre lui demandant l'apurement de son compte.

M. TABURET, n'a pas répondu à la lettre l'invitant à se présenter à la Caisse.

Les 22 autres fonctionnaires licenciés résidant en zone occupée ont émargé sur les états de paiement.

Reste à examiner les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

#### I. CAS DE MONSIEUR DALMA

Monsieur DALMA n'a jamais été fonctionnaire de l'Institut de Coopération intellectuelle. Il était simplement agent de liaison entre le Gouvernement Yougoslave et l'Institut et touchait, de temps en temps, une modeste indemnité. J'ai relevé les sommes touchées par Monsieur DALMA en 1938, 1939 et 1940 :

1938 .....	1.000 <sup>f</sup>
1939 .....	1.500
1940 .....	1.000

Monsieur DALMA semble n'avoir aucun droit pour 1940. Toutefois, M. WEISS lui ayant avancé de ses propres deniers une somme de 2.000 frs il semblerait équitable de rembourser cette somme à M. WEISS sur production, bien entendu, du reçu de Monsieur DALMA.

#### II. CAS DE MADEMOISELLE CIVELLI DE BOSCH

Melle CIVELLI a été licenciée en même temps qu'un certain nombre de fonctionnaires de l'Institut, à la date du 30 septembre 1939. Elle a touché l'indemnité réglementaire de licenciement, ( soit un mois de traitement) fixée par la lettre de préavis (Décision de M. le Directeur BONNET en date du 20 septembre 1939).

celle-ci, destinée à une autre destination, a été  
qui lui est due. N'a pas répondu à la  
lettre lui demandant l'envoi de son  
compte.  
M. LEBLANC, n'a pas répondu à la lettre l'invitant à se  
présenter à la caisse.  
Les autres fonctionnaires licenciés résident en zone occupée  
ont écrit sur les dates ci-dessous.  
Nécessaire à examiner les deux cas mentionnés de M. LEBLANC et de Melle  
CIVILLI de 1944.

I. Cas de Melle CIVILLI

Le service de Melle CIVILLI a été fonctionnaire de l'Institut de  
la région industrielle. Il avait également fait de l'Institut de  
la conservation des documents et l'Institut de la région de la région  
en 1944, les documents mentionnés. L'Institut de la région de la région  
conservait les documents en 1944, 1945 et 1946.  
1944 ..... 1.000  
1945 ..... 1.000  
1946 ..... 1.000

Conservait les documents mentionnés pour 1944, 1945 et 1946.  
M. LEBLANC, ayant travaillé de son propre compte pour 1.000 fr.  
il avait travaillé de son propre compte pour 1.000 fr. sur pro-  
duction, sans engagement, de 1944 à 1946.

II. Cas de Melle CIVILLI de 1944

Melle CIVILLI de 1944 a été licenciée en même temps qu'un certain nombre  
de fonctionnaires de l'Institut, à la date du 30 septembre 1944. Elle  
a fourni l'indemnité réglementaire de licenciement, (soit un mois de  
traitement) fixée par le décret du 15 mars 1944 (Décret de M. LEBLANC)  
fixée en 1944 de 1.000 fr.



Melle CIVELLI n'a jamais été réintégrée dans les cadres de l'Institut, mais à différentes reprises, par décisions successives de M. le Directeur BONNET, elle a été autorisée à effectuer divers travaux pour le Service juridique de l'Institut.

J'ai relevé sur les états de dépenses les sommes qui lui ont été payées du 6 novembre 1939 au 4 juin 1940 (date du dernier paiement effectué) et dont voici le détail.

6 novembre 1939	Pour une traduction .....	630 Frs
8 décembre 1939	Instruction de M. le Directeur du 7 décembre 1939 .....	1.000 "
7 décembre 1939	Pour une réunion du Comité d'Entente des Grandes Associations internationales	210 "
15 janvier 1940	Travaux effectués à la demande du Conseiller juridique, décembre 1939 (Instruction de M. le Directeur BONNET) .	1.000 "
16 janvier 1940	Traduction .....	40
23 février 1940	Traduction .....	45
11 mars 1940	Sur la demande de M. WEISS, Melle CIVELLI a touché pour 55 heures environ de travail effectuées en janvier au Service juridique la somme de ..... (Salaire horaire de 10 frs)	550
19 mars 1940	Instruction de M. BONNET, Indemnité pour la collaboration apportée au Service juridique en février .....	400
12 avril 1940	Indemnité de 400 francs pour collaboration au Service juridique en mars .....	400
10 mai 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois d'avril	400
20 mai 1940	Traduction .....	97,50
4 juin 1940	Indemnité de 400 francs pour le mois de mai 'Décision spéciale de M. le Directeur BONNET)	400

Depuis sa radiation des cadres, Melle CIVELLI a été payée, soit au salaire horaire, soit à un tarif forfaitaire fixé chaque fois par M. le Directeur BONNET. Elle ne saurait donc prétendre à une indemnité mensuelle pendant la période d'inactivité de 11 mois (juin 1940 à mai 1941). Mais tenant compte de ce que Melle CIVELLI a prêté



son concours à M. WEISS, au début de 1941, pour l'envoi de lettres recommandées au Personnel de l'Institut, pour l'expédition de rapports et de divers documents, il me paraît équitable de lui allouer, à ce titre, une somme forfaitaire de .....<sup>2000<sup>f</sup> (1)</sup> en plus de l'indemnité fixe de 100 francs par année de service qu'elle a déjà touchée, comme tous les autres fonctionnaires licenciés.

(1) Somme promise par M. Weiss : 4900<sup>f</sup>

Telle est la situation à la date de ce jour. Il va de soi que le montant des indemnités non soldées reste disponible à la Caisse de l'Institut et que les intéressés seront payés dès que possible.

Je ne vois pas d'autre observation à vous présenter, ni d'autre avis à émettre sur le dossier que vous avez bien voulu me communiquer. En terminant, vous me permettrez d'exprimer ma satisfaction de voir un budget bien établi pour l'année en cours, le maintien d'un contrôleur des dépenses engagées, la vérification annuelle des Comptes, l'application de toutes les excellentes règles financières prescrites avec sagesse par le Département. Cet ensemble de mesures permettra à l'Institut d'attendre des temps meilleurs où, je le souhaite ardemment, son activité pourra reprendre.

Paris, le 21 janvier 1942

Le Commissaire aux Comptes

*Jean Lincow*

Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs  
de l'Institut

.....



non concourus à M. WEISS, au début de 1941, pour l'envoi de lettres  
recommandées au personnel de l'Institut, pour l'expédition de rapports  
et de divers documents, il ne parait pas probable de lui allouer, à ce  
titre, une somme forfaitaire de ..... en fin de l'année.  
Une de 100 francs par année de service qu'elle a déjà rendu, comme  
pour les autres fonctionnaires licenciés.

Telle est la situation à la date de ce jour. Il va de soi que  
le montant des indemnités non solides reste disponible à la date de  
l'indemnité et que les intérêts seront payés dès que possible.  
Je ne vois pas d'autre observation à vous présenter, si d'autre  
avait été faite sur la possibilité que vous avez bien voulu me communiquer.  
En terminant, vous me permettez d'exprimer ma satisfaction de voir  
un budget bien établi pour l'année en cours, la maintien d'un contrôle  
sur les dépenses engagées, la vérification annuelle des comptes,  
l'application de toutes les excellentes règles financières prescrites  
avec succès par le département. Cet ensemble de mesures permettra à  
l'Institut d'atteindre son temps meilleur ou, je le souhaite ardem-  
ment, son activité pourra reprendre.

Paris, le 21 janvier 1942

Le Commissaire aux Comptes

André BRILLAT  
Ancien Directeur des Services administratifs  
de l'Institut

Dans la lettre de M. WEISS du 12 septembre 1941 signalée in fine dans la lettre de M. ARNAL figure aussi la réclamation ci-après :

" Il reste à rembourser les frais de mes propres missions à  
" Vichy en octobre 1940 et en février-mars 1941 ainsi que de  
" deux voyages de MM. de MONTENACH et HICKEL également prévus  
" dans l'état fourni au Ministère des Affaires Etrangères à  
" l'appui de la demande réglementaire de versement.  
" Pour ce qui concerne mes frais personnels, je crois vous  
" avoir déjà marqué le désir que j'avais, dans la position par-  
" ticulière où me place mon rang de plus haut fonctionnaire  
" après le Directeur absent, de ne recevoir de l'Institut aucun  
" paiement avant l'achèvement des opérations de contrôle dont  
" vous êtes chargé et le règlement des fonctionnaires oubliés  
" jusqu'à ce jour du fait de leur résidence en zone non occupée.  
" Je m'en remets donc à vous pour faire valoir mes droits quant  
" à mes dépenses de mission et à mes mois de traitement échus"

Je suis tout à fait d'avis de régler les frais de mission et de voyage dont il est fait mention ci-dessus, mais faut-il pour cela que les intéressés veuillent bien fournir leurs états de frais.  
Inutile d'ajouter que les mois de traitement de M. WEISS sont à son entière disposition.

Dans la lettre de M. LEBLANC au sujet de la démission de M. LEBLANC

à M. LEBLANC de M. LEBLANC au sujet de la démission de M. LEBLANC

" Il n'est pas possible de faire une démission sans qu'elle soit

" acceptée par le chef de l'administration, c'est-à-dire par M. LEBLANC

" dans ce cas, la démission de M. LEBLANC n'est pas valable

" et M. LEBLANC continue à exercer ses fonctions

" jusqu'à ce qu'il ait été nommé par le chef de l'administration

" pour ce qui concerne les autres personnes, je prie vous

" d'avoir à l'esprit que la démission de M. LEBLANC n'est pas

" valable et qu'il continue à exercer ses fonctions

" jusqu'à ce qu'il ait été nommé par le chef de l'administration

" et M. LEBLANC continue à exercer ses fonctions

" jusqu'à ce qu'il ait été nommé par le chef de l'administration

" et M. LEBLANC continue à exercer ses fonctions

" jusqu'à ce qu'il ait été nommé par le chef de l'administration

" et M. LEBLANC continue à exercer ses fonctions

" jusqu'à ce qu'il ait été nommé par le chef de l'administration

" et M. LEBLANC continue à exercer ses fonctions

" jusqu'à ce qu'il ait été nommé par le chef de l'administration

" et M. LEBLANC continue à exercer ses fonctions

" jusqu'à ce qu'il ait été nommé par le chef de l'administration



Rapport de M. TISSEAU à M. SAINT, Secrétaire d'Ambassade

Délégué du Gouvernement dans les Territoires occupés

En exécution de vos instructions, en date du 3 janvier, j'ai procédé à l'examen des diverses réclamations adressées à M. Raymond WEISS par un certain nombre d'anciens fonctionnaires de l'Institut international de Coopération intellectuelle. Ces réclamations sont accompagnées d'une lettre de Monsieur WEISS à Monsieur ARNAL, en date du 23 décembre dernier. Je vous prie de vouloir bien trouver ci-après les remarques que m'ont suggéré ces différents documents et mon avis sur les suites que lesdites réclamations me paraissent susceptibles de comporter.

a) Trois anciens fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont écrit à M. WEISS :

- 1°) M. Charles MERCIER (lettre du 1er décembre 1941)
- 2°) M. Blaise BRIOD (lettre du 7 octobre 1941)
- 3°) M. Re HENZEL (lettre du 2 décembre 1941)

La lettre de M. MERCIER résume à elle seule la réclamation de tous les autres qui consiste essentiellement en ceci : Les fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont reçu le 26 avril 1941 une lettre signée de MM. WEISS et TISSEAU les informant que leur contrat avec l'Institut international de Coopération intellectuelle expirait le 30 septembre 1941 et que ce contrat ne serait pas renouvelé, mais ils ajoutent qu'à cette même date ils auraient eu de M. WEISS la promesse verbale "que le Ministre des Affaires Etrangères examinerait avec la plus grande bienveillance leur situation et leur accorderait un régime ou modus vivendi qui leur permettrait d'attendre la reprise des activités de l'Institut".

Je crois utile, tout d'abord, de reproduire le texte de la lettre adressée aux fonctionnaires supérieurs de l'Institut par MM. WEISS et TISSEAU le 26 avril 1941 :

" Depuis le repliement de juin 1940, les circonstances n'ont malheureusement pas permis à l'Institut de reprendre ses activités.  
" Notre institution ne saurait dans ces conditions demander au Gouvernement français de prolonger indéfiniment un effort financier qu'il est actuellement seul à supporter.  
" D'accord avec les décisions du Conseil d'Administration, le Gouvernement a arrêté, pour la gestion de l'Institut, un régime provisoire que nous avons reçu mission d'appliquer.  
" L'une des mesures prescrites est le non renouvellement des contrats d'engagement des agents maintenus en fonctions jusqu'à ce jour.  
" Nous avons en conséquence, l'honneur de vous rappeler que votre contrat vient à expiration le 30 septembre 1941.  
" Veuillez agréer, etc .....

signé : TISSEAU et WEISS

Ainsi que vous le remarquerez, la lettre ci-dessus ne comporte aucun engagement pour l'avenir. Elle ne comporte pas davantage la mention qui semble préoccuper M. ARNAL, dans sa lettre du 26 décembre dernier, "d'une option qui aurait été laissée à quelques techniciens entre le rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité, avec traitement réduit, option envisagée dans le compte

1. The first part of the report is devoted to a general description of the situation in the country. It is a very interesting and detailed account of the political and social conditions. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country.

2. The second part of the report is devoted to a detailed description of the political situation. It is a very interesting and detailed account of the political conditions. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country.

3. The third part of the report is devoted to a detailed description of the social situation. It is a very interesting and detailed account of the social conditions. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country.

4. The fourth part of the report is devoted to a detailed description of the economic situation. It is a very interesting and detailed account of the economic conditions. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country.

5. The fifth part of the report is devoted to a detailed description of the cultural situation. It is a very interesting and detailed account of the cultural conditions. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country.

6. The sixth part of the report is devoted to a detailed description of the military situation. It is a very interesting and detailed account of the military conditions. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country.

7. The seventh part of the report is devoted to a detailed description of the international situation. It is a very interesting and detailed account of the international conditions. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country.

8. The eighth part of the report is devoted to a detailed description of the future of the country. It is a very interesting and detailed account of the future conditions. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country.



rendu d'une entrevue entre MM. WEISS et TISSEAU à M. SAINT, en date du 6 mai 1941.

Je rappellerai simplement que cette option a seulement été envisagée dans le compte rendu préliminaire de MM. WEISS et TISSEAU, en date du 6 mai 1941, dans les termes suivants : "Les fonctionnaires titulaires de contrats expirant dans le courant de l'année 1941 ont reçu une lettre leur faisant connaître la décision aux termes de laquelle aucun contrat ne sera renouvelé. Une autre lettre suivra offrant aux quelques techniciens, dont les noms ont déjà été soumis au Ministère des Affaires Etrangères, une option entre leur rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité avec traitement réduit".

Mais je dois ajouter que cette lettre n'a jamais été envoyée.

Reste la question délicate des promesses verbales, faites en avril 1941, par M. WEISS, à plusieurs fonctionnaires supérieurs de l'Institut (notamment à MM. MERCIER et BRIOD signataires des lettres sus-visées) de leur mise en disponibilité avec traitement réduit.

Quelle contradictoire que cela puisse vous paraître (annonce d'une part, de contrat non renouvelable et d'autre part, de mise en disponibilité) il n'est pas douteux que ces promesses aient été faites en se basant sur l'accord intervenu entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Président du Conseil d'Administration de l'Institut. Mais depuis l'opposition de l'autorité occupante à l'exécution de la mission de MM. WEISS et de MONTENACH -opposition procédant de la non reconnaissance des pouvoirs du Conseil d'Administration en territoire occupés - la situation est complètement changée. Dans de telles conditions, vous estimerez sans doute avec moi, que M. WEISS ne saurait être tenu pour responsable de promesses loyalement données alors, mais que leur auteur, dans l'état de fait actuel est dans l'impossibilité absolue de tenir. Je crois que la parti le plus sage serait de convoquer les signataires des lettres à la Délégation générale et de leur dire très nettement que le plan primitif de MM. WEISS et de MONTENACH a dû être abandonné, en ajoutant, au surplus, que le budget de l'Institut approuvé par le Gouvernement français s'élève à un chiffre extrêmement réduit ne permettant pas de nouveaux engagements de dépenses.

---

b) Vous me permettrez d'aborder maintenant la partie de la lettre de M. WEISS déclarant qu'à la date du 23 décembre dernier, il n'aurait été procédé encore à aucun des paiements prévus pour la zone non occupée et annoncés aux intéressés dans des lettres dont ces anciens fonctionnaires sont en droit de se réclamer.

J'ai tenu à me rendre compte de toutes les indemnités de licenciement payées et de celles restant à payer pour l'ensemble du Personnel de l'Institut.

Après avoir constaté que toutes les lettres de licenciement ont bien été expédiées en bonne et due forme, je puis vous donner la situation exacte telle qu'elle ressort des registres de comptabilité, à la date du 20 janvier 1942. Je réserve, pour les examiner plus loin, les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.





I. Fonctionnaires résidant en zone libre ayant reçu les indemnités qui leur avaient été allouées par l'Institut

Madame ZIFFERER, Le Puy  
Mademoiselle ROSTAN, Aix-en-Provence  
Monsieur BERNE de CHAVANNES, Vichy

II. Fonctionnaires résidant en zone libre n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Madame NIESTLE	(	
Madame PASTRE	)	Fonctionnaires dont il a été
Madame BEREKOVITCH	(	impossible jusqu'à ce jour de
Melle HERZFELD	)	connaître l'adresse
Melle WALBRIDGE	(	
Monsieur CHARLES HENRY	)	

III. Fonctionnaires résidant en zone occupée n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Monsieur BRIOD demeurant à Paris - qui a demandé un délai  
Monsieur LE ROY, sujet britannique  
Melle RIGAUD, débitrice d'une somme supérieure à celle qui  
lui est due. N'a pas répondu à la lettre lui  
demandant l'apurement de son compte.  
M. TABURET, n'a pas répondu à la lettre l'invitant à se  
présenter à la Caisse.

Les 22 autres fonctionnaires licenciés résidant en zone occupée ont émargé sur les états de paiement.

Reste à examiner les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

I. CAS DE MONSIEUR DALMA

Monsieur DALMA n'a jamais été fonctionnaire de l'Institut de Coopération intellectuelle. Il était simplement agent de liaison entre le Gouvernement Yougoslave et l'Institut et touchait, de temps en temps, une modeste indemnité. J'ai relevé les sommes touchées par Monsieur DALMA en 1938, 1939 et 1940 :

1938 .....	1.000 Frs
1939 .....	1.500 "
1940 .....	1.000 "

Monsieur DALMA semble n'avoir aucun droit pour 1940. Toutefois, M. WEISS lui ayant avancé de ses propres deniers une somme de 2.000 Frs il semblerait équitable de rembourser cette somme à M. WEISS sur production, bien entendu, du reçu de Monsieur DALMA.

II. CAS DE MADEMOISELLE CIVELLI de BOSCH

Melle CIVELLI a été licenciée en même temps qu'un certain nombre de fonctionnaires de l'Institut, à la date du 30 septembre 1939. Elle a touché l'indemnité réglementaire de licenciement, (soit un mois de traitement) fixée par la lettre de préavis (Décision de M. le Directeur BONNET en date du 20 septembre 1939).

Melle CIVELLI n'a jamais été réintégrée dans les cadres de l'Institut, mais à différentes reprises, par décisions successives de M. le

1. The following information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

2. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

3. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

4. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

5. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

6. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

7. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

8. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

9. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

10. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

11. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

12. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

13. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

14. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.

15. The information is being furnished to you for your information only and is not to be used for any other purpose.



Directeur BONNET, elle a été autorisée à effectuer divers travaux pour le Service juridique de l'Institut.

J'ai relevé sur les états de dépenses des sommes qui lui ont été payées du 6 novembre 1939 au 4 juin 1940 (date du dernier paiement effectué) et dont voici le détail .

6 novembre 1939	Pour une traduction .....	400 Frs
8 décembre 1939	Instruction de M. le Directeur du	
	7 décembre 1939 .....	1.000 "
7 décembre 1939	Pour une réunion du Comité d'Entente des Grandes Associations internatio- nales .....	210 "
15 janvier 1940	Travaux effectués à la demande du Conseiller juridique, décembre 1939 (Instruction de M. le Directeur BONNET	1.000 "
16 janvier 1940	Traduction .....	40 "
23 février 1940	Traduction .....	45 "
11 mars 1940	Sur la demande de M. WEISS, Melle CIVELLI a touché pour 55 heures environ de travail effectuées en janvier au Service juridique la somme de ..... (Salaire horaire de 10 frs)	550 "
19 mars 1940	Instruction de M. BONNET, indemnité pour la collaboration apportée au Ser- vice juridique en février .....	400 "
12 avril 1940	Indemnité de 400 frs pour collaboration au Service juridique .....	400 "
10 mai 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois d'avril	400 "
20 mai 1940	Traduction .....	97,50
4 juin 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois de mai (Décision spéciale de M. le Directeur BONNET .....	400

Depuis sa radiation des cadres, Melle CIVELLI a été payée, soit au salaire horaire, soit à un tarif forfaitaire fixé chaque fois par M. le Directeur BONNET. Elle ne saurait donc prétendre à une indemnité mensuelle pendant la période d'inactivité de 11 mois (juin 1940 à mai 1941). Mais tenant compte de ce que Melle CIVELLI a prêté son concours à M. WEISS, au début de 1941, pour l'envoi de lettres recommandées au Personnel de l'Institut, pour l'expédition de rapports et de divers documents, il me paraît équitable de lui allouer, à ce titre, une somme forfaitaire de 2.000 frs (1) en plus de l'indemnité fixe de 100 frs par année de service qu'elle a déjà touchée, comme tous les autres fonctionnaires licenciés.

(1) Somme promise par M. WEISS ( 4.900 Francs.)

Telle est la situation à la date de ce jour. Il va de soi que le montant des indemnités non soldées reste disponible à la Caisse de l'Institut et que les intéressés seront payés dès que possible.

Je ne vois pas d'autre observation à vous présenter, ni d'autre avis à émettre sur le dossier que vous avez bien voulu me communiquer. En terminant, vous me permettrez d'exprimer ma satisfaction de voir un budget bien établi pour l'année en cours, le maintien d'un contrôleur des dépenses engagées, la vérification annuelle des Comptes.

1. The first part of the report is devoted to a general description of the situation in the country.

2. The second part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

3. The third part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

4. The fourth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

5. The fifth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

6. The sixth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

7. The seventh part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

8. The eighth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

9. The ninth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

10. The tenth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

11. The eleventh part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

12. The twelfth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

13. The thirteenth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

14. The fourteenth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

15. The fifteenth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

16. The sixteenth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

17. The seventeenth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

18. The eighteenth part of the report is devoted to a detailed description of the situation in the country.

l'application de toutes les excellentes règles financières prescrites avec sagesse par le Département. Cet ensemble de mesures permettra à l'Institut d'attendre des temps meilleurs où, je le souhaite ardemment, son activité pourra reprendre.

Paris, le 21 janvier 1942

Le Commissaire aux Comptes :

P. Tisseau  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut

Dans la lettre de M. WEISS du 12 septembre 1941 signalée in fine dans la lettre de M. ARNAL figure aussi la réclamation ci-après :

" Il reste à rembourser les frais de mes propres missions à  
" Vichy en octobre 1940 et en février-mars 1941 ainsi que de  
" deux voyages de MM. de MONTENACH et HICKEL également prévue  
" dans l'état fourni au Ministère des Affaires Etrangères à  
" l'appui de la demande réglementaire de versement.  
" Pour ce qui concerne mes frais personnels, je crois vous avoir  
" déjà marqué le désir que j'avais, dans la position particulière  
" où le place mon rang de plus haut fonctionnaire après le Directeur absent, de ne recevoir de l'Institut aucun paiement avant  
" l'achèvement des opérations de contrôle dont vous êtes chargé  
" et le règlement des fonctionnaires oubliés jusqu'à ce jour du  
" fait de leur résidence en zone non occupée. Je m'en remets  
" donc à vous pour faire valoir mes droits quant à mes dépenses  
" de mission et à mes mois de traitement échus".

Je suis tout à fait d'avis de régler les frais de mission et de voyage dont il est fait mention ci-dessus, mais faut-il pour cela que les intéressés veuillent bien fournir leurs états de frais. Inutile d'ajouter que les mois de traitement de M. WEISS sont à son entière disposition.



1. The first of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.  
the other two are the same as the first.

2. The second of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.

3. The third of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.

4. The fourth of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.

5. The fifth of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.  
6. The sixth of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.  
7. The seventh of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.  
8. The eighth of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.  
9. The ninth of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.  
10. The tenth of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.

11. The eleventh of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.  
12. The twelfth of these is the fact that the  
the other two are the same as the first.

21 Novembre 1928

Note pour M.TISSEAU

Je viens de parcourir le document suivant, de M.VIVALDI, que me transmet le Directeur - De sa lecture, il ressort que les points suivants sont à étudier pour une suite utile:

1 - Inventaire de l'appartement du Directeur.

2 - Ouverture d'un compte capital, y compris celui de la bibliothèque.

3 - Proposition d'un modèle de fiches pour l'inventaire du mobilier de l'Institut.

4 - suppression du compte spécial en marks.

5 - étude de la possibilité d'établir en monnaie française les indemnités versées aux étrangers que l'Institut appelle à Paris.

6 - Justification complète des frais de représentation.

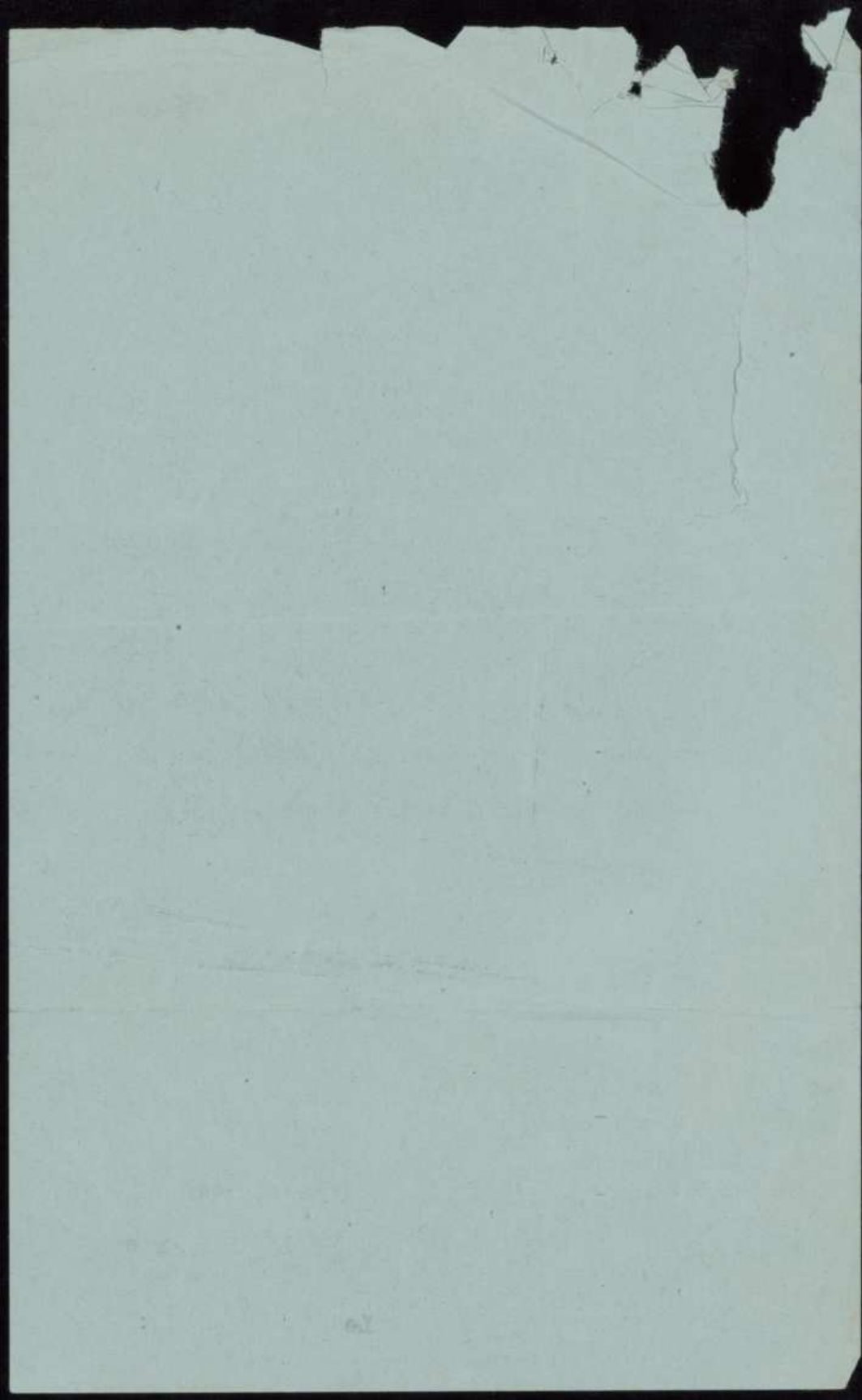
7 - vérification périodique de la caisse (je proposerais tous les trois mois)

8 - amélioration de la situation du comptable.

9 - copie de la lettre au contrôleur intérieur de l'Institut.

Je vous serais obligé d'étudier chacun de ces points et de leur donner la suite qu'ils comportent.

Le Secrétaire de l'Institut:





16 Novembre

8

JL/PM

Mon cher Commissaire aux comptes,

Je trouve votre lettre du 30 octobre en revenant du Danemark, et je suis heureux de vous dire que je crois bien qu'une suite positive pourra être donnée à toutes les observations qu'elle contient. Nous vous communiquerons par la suite les mesures qui aurent été prises à ces différents effets.

Je saisis avec plaisir cette occasion de vous remercier encore de votre si sympathique collaboration et de vous envoyer l'assurance de mes sentiments cordialement dévoués.

Le Directeur:

Monsieur le Dr. VIVALDI  
Commissaire aux comptes de la  
Société des Nations  
GENEVE

18 November

1911

Dear Mr. Commissioner

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 14th inst.

in relation to the matter of the proposed amendment to the charter of the City of New York.

I have also the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 15th inst.

in relation to the matter of the proposed amendment to the charter of the City of New York.

I have also the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 16th inst.

in relation to the matter of the proposed amendment to the charter of the City of New York.

I have also the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 17th inst.

in relation to the matter of the proposed amendment to the charter of the City of New York.

I have also the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 18th inst.

Very respectfully,  
J. H. Thompson

Enclosed is a copy of the proposed amendment to the charter of the City of New York, as amended by the Board of Aldermen, and a copy of the report of the Board of Aldermen on the same.

Ginevra, 30 Ottobre 1928

Caro prof. Luchaire

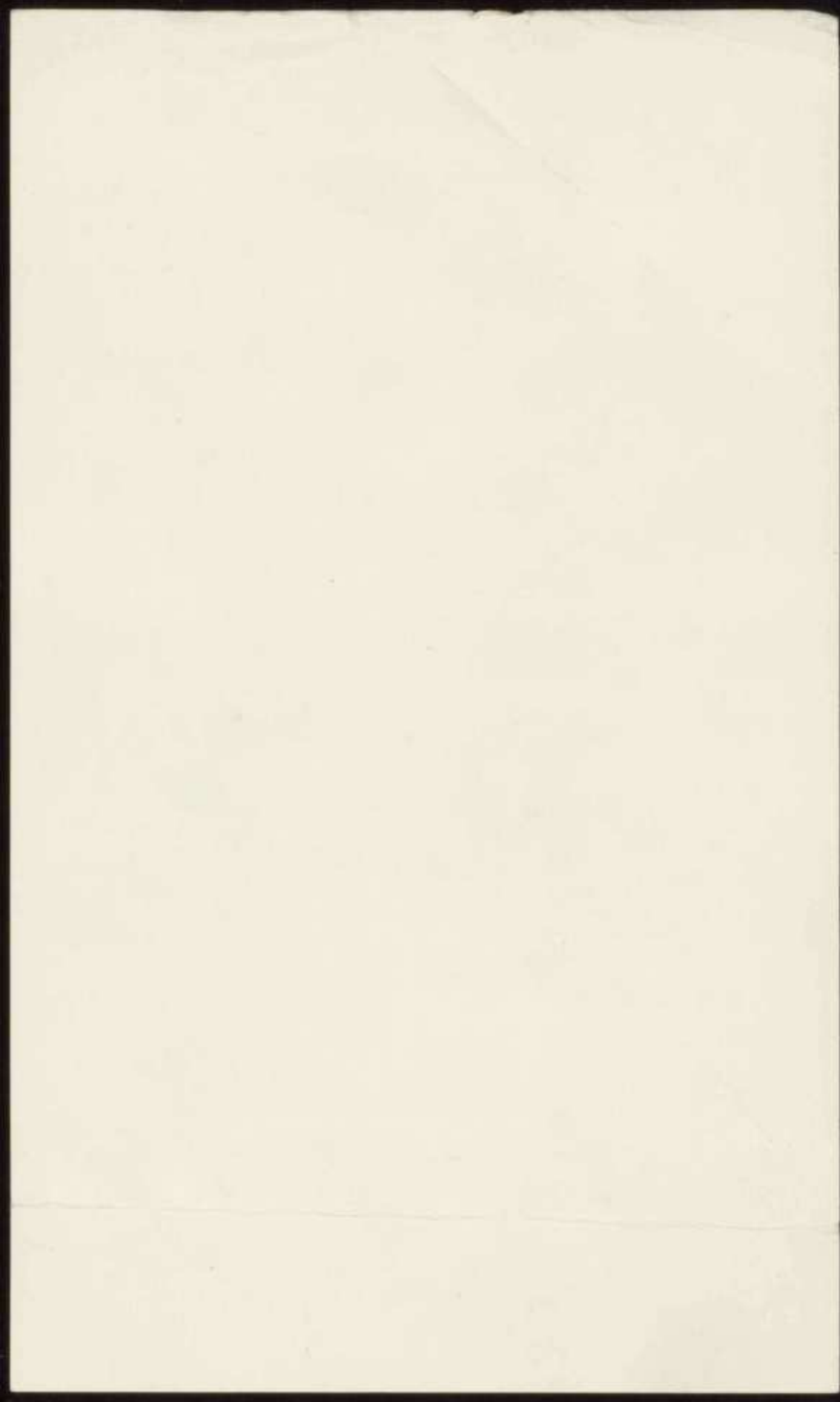
Ecco la lettera ufficiale  
alla quale restammo d'accordo  
e alla quale non voglio mancare  
però di aggiungere in privato,  
più cordiali saluti.

Affettuosi

F. Valde-  

---





## INVENTAIRE DU MOBILIER.

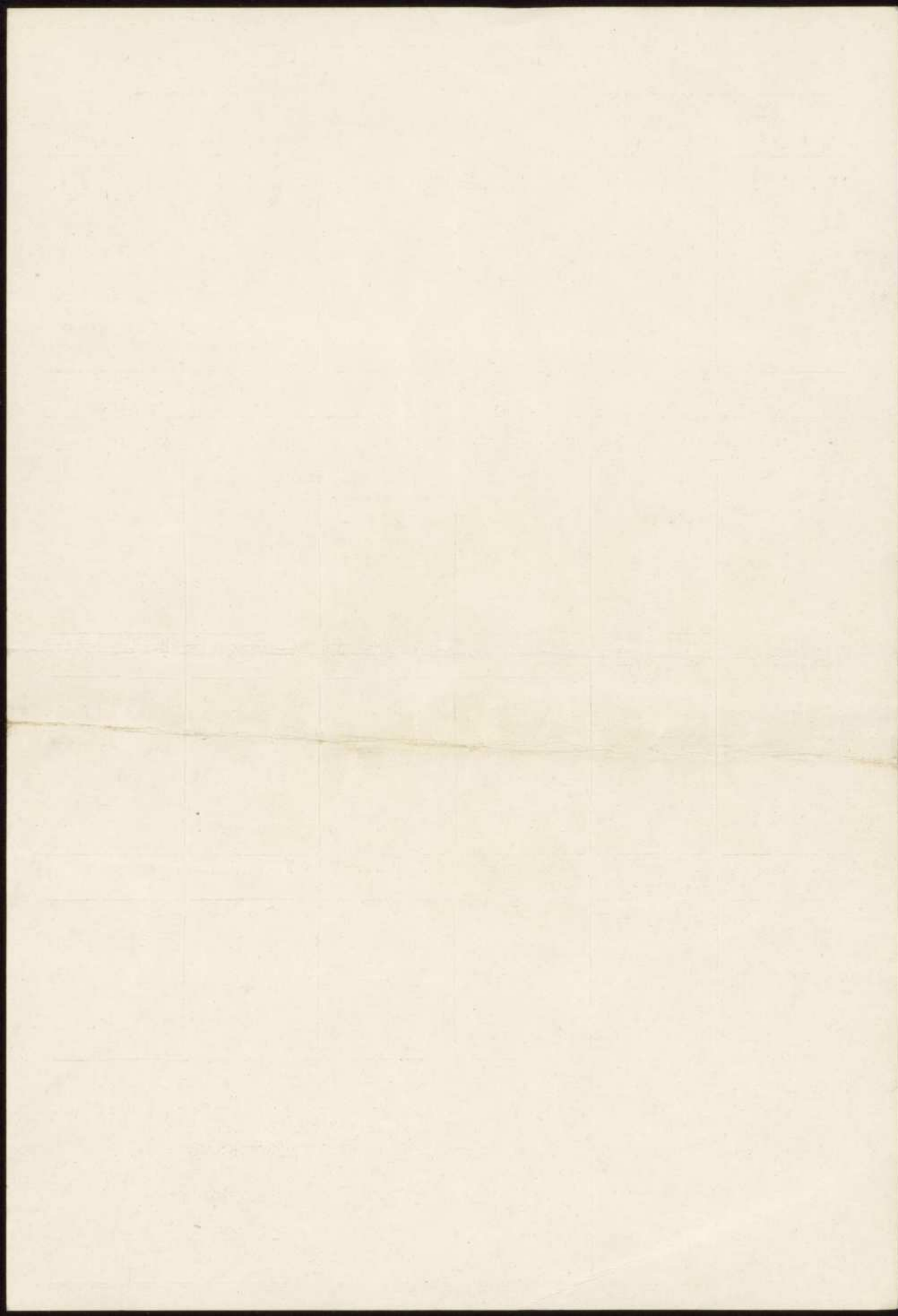
**SOCIETE DES NATIONS.**

**CHAMBRE:**

A. Bureaux.	B. Tab.mach.	C. Tab.3 tir.	D. Tab.2 tir.	E. Tab.1 tir.	F. autr.tab.
No. d'ordre	No. d'ordre	No. d'ordre	No. d'ordre	No. d'ordre	No. d'ordre.
G. Faut.Bur.	H. Chaises.	I. arm.2port.	J. Clas.4tir.	K. Clas.coul.	L. Fichier 4 tir.
No. d'ordre	No. d'ordre	No. d'ordre	No. d'ordre	No. d'ordre	No. d'ordre.
M. Porte- chapeaux	N. Lampes portatives	O. Radiateurs	P. Rideaux	Q. Glaces	R. Fauteuils
S. Canapés	T. Rayonna- ges étag.	U. Lustres	V. Divers	W. Tapis.	

Date de vérification:

N.B. - Aucun transfert de meubles ne peut avoir lieu sans en aviser par écrit le Service de l'Economat (Bureau No. 114).





Genève, le 30 octobre 1928.

Mon cher Directeur,

Le contenu de cette lettre est identique à celui de notre amical entretien à Paris; mais, comme il est bon qu'il reste une trace officielle de la vérification à laquelle j'ai soumis, ces jours derniers, les comptes de l'Institut pour le 1er semestre de l'exercice, je résume ici brièvement les points que je vous ai signalés et sur lesquels je crois que nous nous sommes trouvés entièrement d'accord.

Estimant qu'il ne m'appartenait pas d'examiner au fond les actes de l'Institut (puisque les contrôles, tant intérieur qu'extérieur, doivent se borner à vérifier la régularité des dépenses, l'existence des pièces justificatives et la bonne imputation de ces dépenses), je me suis permis cependant, par acquit de conscience et à titre d'observation touchant de très près aux devoirs de ma charge, d'appeler votre attention sur le grand nombre de voyages coûteux et sur les nouvelles augmentations de personnel. Vous pèserez le bien-fondé de cette observation, qui est uniquement suggérée par la situation du budget, en tenant compte des autres éléments techniques qu'il ne m'appartient pas d'examiner et qui doivent nécessairement influencer sur vos décisions, devant lesquelles, une fois rempli le devoir que m'imposent mes fonctions d'avocat public des finances de la Société, je suis le premier à m'incliner avec respect et sympathie.



J'ai eu le plaisir de constater, au cours de ma vérification, que l'inventaire du mobilier de l'Institut a été fait et bien fait; mais je n'ai pas eu sous les yeux - et, pour dire la vérité, je confesse avoir oublié de le réclamer - l'inventaire, que je sais exister également, de votre appartement. Je suis persuadé qu'il est également en bon ordre, mais j'en fais ici mention afin que si, par hasard, sa confection était encore en cours, il soit possible au fonctionnaire intéressé de me le remettre lorsque je reviendrai, en mai, procéder à la vérification définitive des comptes de 1928.

Il sera désormais nécessaire d'ouvrir un petit compte-capital (à joindre au bilan général de l'Institut), en y comprenant celui de la Bibliothèque, pour laquelle il devra également être établi une valeur initiale, et en procédant, à l'avenir, aux amortissements nécessaires. Pour faciliter, dans la limite de mes moyens, l'établissement de ce nouveau compte, et sans vouloir en aucune façon couper court aux initiatives et empêcher l'adoption d'un meilleur système que vous ou les fonctionnaires compétents de l'Institut pourriez proposer, je vous envoie un tableau synoptique du compte-capital du Secrétariat de la Société des Nations pendant cinq années. Il est entendu, à ce sujet, que si d'autres explications étaient nécessaires, le comptable de l'Institut pourrait, soit par correspondance, soit en venant quelques jours à Genève, être mis, par la Trésorerie du Secrétariat, complètement et minutieusement au courant des us et coutumes suivis par elle en la matière.

Je vous adresse également, en ce qui concerne l'inventaire du mobilier qui a été établi, le modèle d'une fiche en usage au Secrétariat, qui, remplie et fixée dans





toutes les pièces et vérifiée de temps à autre, facilite grandement le contrôle du mobilier et la bonne tenue des écritures qui s'y rapportent. Il va sans dire que je ne propose pas formellement l'adoption de cette fiche par l'Institut, mais, en vous l'envoyant, je n'ai d'autre but que de vous soumettre une idée réalisable et rien de plus. L'essentiel est que, d'une façon ou d'une autre, l'inventaire soit tenu à jour.

Dans mon précédent rapport, qui a été imprimé avec les comptes de l'exercice 1927, j'ai proposé la suppression du compte spécial en marks existant dans la comptabilité de l'Institut. Je recommande à nouveau, pour 1929, cette simplification, qui aura également l'avantage de faire disparaître un précédent fâcheux pour le cas où l'on élèverait plus tard des prétentions semblables tenant à l'ouverture de comptes en monnaie particulière.

Il y aurait aussi lieu d'étudier (et je tiens également ici à déclarer bien nettement que je propose l'étude et non pas l'adoption, sans autre, d'une idée qui pourrait être pratiquement inexécutable), étant donné que le franc français est désormais stabilisé, s'il ne conviendrait pas, pour la commodité des comptes, d'établir en monnaie française le montant de toutes les indemnités - ou la majeure partie de ces indemnités - que l'Institut verse aux étrangers qu'il appelle à Paris ou qu'il envoie, à son compte, en d'autres lieux. Cette mesure ne devrait pas, bien entendu, porter atteinte ni innover aux droits des fonctionnaires de la Société des Nations et des membres de ses commissions.

Je n'insiste pas sur la nécessité de perfectionner le plus possible (perfectionner signifie ici rendre

l'ensemble de la situation de la France, les  
grandes entreprises du monde et les  
autres pays de l'Europe. Il est donc  
nécessaire de faire connaître les  
résultats de nos travaux, et de  
montrer que nous sommes en mesure  
de répondre à toutes les questions  
qui se posent. Nous allons donc  
présenter un exposé de nos  
travaux, et de nos conclusions.  
Nous allons donc présenter un  
exposé de nos travaux, et de nos  
conclusions. Nous allons donc  
présenter un exposé de nos  
travaux, et de nos conclusions.

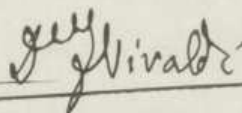


absolument parfait, étant donné qu'il est déjà tout près de la perfection) le système de justification des frais de représentation. En ce qui concerne les réceptions de tout genre, et où qu'elles soient données, il faut que les pièces établissent en l'honneur de qui et à quelle occasion ces réceptions ont été données; et il est nécessaire que ces renseignements soient fournis non seulement à Paris (où cela se fait presque toujours), mais partout où un fonctionnaire de l'Institut, se trouvant en mission, estime devoir, dans l'intérêt de l'Institut, inviter un étranger ou lui faire une poignée de main de quelque autre manière.

Je vous recommande enfin, pour la régularité administrative, de procéder ou de faire procéder de temps en temps à la vérification de la Caisse, et de dresser ou de faire dresser procès-verbal spécial et circonstancié de cette vérification. La chose est nécessaire avant tout pour sauvegarder la responsabilité du comptable, qui, de fait, désire vivement l'adoption de cet usage, du reste normal.

Je ne répète pas ici, parce qu'elles sont désormais superflues, les vives louanges que mérite le comptable en question. Je vous ai dit, de vive voix ce que j'en pense et je vous ai déclaré que je serais très heureux, si la possibilité s'en présentait, qu'il obtint une amélioration, au moins économique, de sa situation. Cette amélioration, il la mérite sans aucun doute, en raison de l'augmentation de son travail et de ses responsabilités.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération, ainsi que mes remerciements renouvelés pour la cordialité et la compréhension objective avec lesquelles vous facilitez la tâche ardue et parfois ingrate qui m'incombe.



Commissaire aux comptes a. de la  
Société des Nations .

conclusion, il est évident que la loi de 1905  
est la seule qui ait permis de réaliser  
l'unité de la France. En ce qui concerne  
la question de la séparation des Églises  
et de l'État, il faut dire que la loi  
de 1905 est la seule qui ait permis  
de réaliser l'unité de la France. En ce  
qui concerne la question de la séparation  
des Églises et de l'État, il faut dire  
que la loi de 1905 est la seule qui ait  
permis de réaliser l'unité de la France.

La loi de 1905 est la seule qui ait  
permis de réaliser l'unité de la France.  
En ce qui concerne la question de la  
séparation des Églises et de l'État, il  
faut dire que la loi de 1905 est la  
seule qui ait permis de réaliser l'unité  
de la France. En ce qui concerne la  
question de la séparation des Églises et  
de l'État, il faut dire que la loi de  
1905 est la seule qui ait permis de  
réaliser l'unité de la France.

La loi de 1905 est la seule qui ait  
permis de réaliser l'unité de la France.  
En ce qui concerne la question de la  
séparation des Églises et de l'État, il  
faut dire que la loi de 1905 est la  
seule qui ait permis de réaliser l'unité  
de la France. En ce qui concerne la  
question de la séparation des Églises et  
de l'État, il faut dire que la loi de  
1905 est la seule qui ait permis de  
réaliser l'unité de la France.

La loi de 1905 est la seule qui ait  
permis de réaliser l'unité de la France.  
En ce qui concerne la question de la  
séparation des Églises et de l'État, il  
faut dire que la loi de 1905 est la  
seule qui ait permis de réaliser l'unité  
de la France. En ce qui concerne la  
question de la séparation des Églises et  
de l'État, il faut dire que la loi de  
1905 est la seule qui ait permis de  
réaliser l'unité de la France.

*[Signature]*  
Ministre des Affaires  
Religieuses

P.S. - Cette lettre tenant lieu de rapport, j'estime devoir en communiquer directement copie à la section compétente du Secrétariat. Vous pourrez, si vous l'estimez convenable, la communiquer à votre tour au Contrôleur intérieur de l'Institut qu'il serait bon de tenir au courant de mes actes et qui, d'ailleurs, m'a manifesté des préoccupations analogues à celles que j'expose dans la première partie de cette lettre.



1.2. - Cette lettre tenant lieu de rapport, l'assure

devoir au commandant d'arriver à la section comme

capitaine de bataillon. Vous pouvez, si vous l'estimez

convenable, le commander à votre tour au 1er régiment

infanterie de l'armée de la garde de la ville de Constant

de son état de santé, d'ailleurs, à l'heure de son passage

passer quelques heures à votre disposition dans le quartier

près de cette lettre.

Rapport de M. TISSEAU à M. SAINT, Secrétaire d'Ambassade

Délégué du Gouvernement dans les Territoires occupés

En exécution de vos instructions, en date du 3 janvier, j'ai procédé à l'examen des diverses réclamations adressées à M. Raymond WEISS par un certain nombre d'anciens fonctionnaires de l'Institut international de Coopération intellectuelle. Ces réclamations sont accompagnées d'une lettre de Monsieur WEISS à Monsieur ARNAL, en date du 23 décembre dernier. Je vous prie de vouloir bien trouver ci-après les remarques que m'ont suggéré ces différents documents et mon avis sur les suites que lesdites réclamations me paraissent susceptibles de comporter.

a) Trois anciens fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont écrit à M. WEISS :

- 1°) M. Charles MERCIER (lettre du 1er décembre 1941)
- 2°) M. Elaise BRIOD (lettre du 7 octobre 1941)
- 3°) M. De HENZEL (lettre du 2 décembre 1941)

La lettre de M. MERCIER résume à elle seule la réclamation de tous les autres qui consiste essentiellement en ceci : Les fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont reçu le 26 avril 1941 une lettre signée de MM. WEISS et TISSEAU les informant que leur contrat avec l'Institut international de Coopération intellectuelle expirait le 30 septembre 1941 et que ce contrat ne serait pas renouvelé, mais ils ajoutent qu'à cette même date ils auraient eu de M. WEISS la promesse verbale "que le Ministre des Affaires Etrangères examinerait avec la plus grande bienveillance leur situation et leur accorderait un régime ou modus vivendi qui leur permettrait d'attendre la reprise des activités de l'Institut".

Je crois utile, tout d'abord, de reproduire le texte de la lettre adressée aux fonctionnaires supérieurs de l'Institut par MM. WEISS et TISSEAU le 26 avril 1941 :

- " Depuis le repliement de juin 1940, les circonstances n'ont malheureusement pas permis à l'Institut de reprendre ses activités.
- " Notre institution ne saurait dans ces conditions demander au Gouvernement français de prolonger indéfiniment un effort financier qu'il est actuellement seul à supporter.
- " D'accord avec les décisions du Conseil d'Administration, le Gouvernement a arrêté, pour la gestion de l'Institut, un régime provisoire que nous avons reçu mission d'appliquer.
- " L'une des mesures prescrites est le non renouvellement des contrats d'engagement des agents maintenus en fonctions jusqu'à ce jour.
- " Nous avons en conséquence, l'honneur de vous rappeler que votre contrat vient à expiration le 30 septembre 1941.
- " Veuillez agréer, etc .....

signé : TISSEAU et WEISS

Ainsi que vous le remarquerez, la lettre ci-dessus ne comporte aucun engagement pour l'avenir. Elle ne comporte pas davantage la mention qui semble préoccuper M. ARNAL, dans sa lettre du 26 décembre dernier, "d'une option qui aurait été laissée à quelques techniciens entre le rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité, avec traitement réduit, option envisagée dans le compte





rendu d'une entrevue entre MM. WEISS et TISSEAU à M. SAINT, en date du 6 mai 1941.

Je rappellerai simplement que cette option a seulement été envisagée dans le compte rendu préliminaire de MM. WEISS et TISSEAU, en date du 6 mai 1941, dans les termes suivants : "Les fonctionnaires titulaires de contrats expirant dans le courant de l'année 1941 ont reçu une lettre leur faisant connaître la décision aux termes de laquelle aucun contrat ne sera renouvelé. Une autre lettre suivra offrant aux quelques techniciens, dont les noms ont déjà été soumis au Ministère des Affaires Etrangères, une option entre leur rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité avec traitement réduit".

Mais je dois ajouter que cette lettre n'a jamais été envoyée.

Reste la question délicate des promesses verbales, faites en avril 1941, par M. WEISS, à plusieurs fonctionnaires supérieurs de l'Institut (notamment à MM. MERCIER et BRIOD signataires des lettres sus-visées) de leur mise en disponibilité avec traitement réduit.

Quelle contradictoire que cela puisse vous paraître (annonce d'une part, de contrat non renouvelable et d'autre part, de mise en disponibilité) il n'est pas douteux que ces promesses aient été faites en se basant sur l'accord intervenu entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Président du Conseil d'Administration de l'Institut. Mais depuis l'opposition de l'autorité occupante à l'exécution de la mission de MM. WEISS et de MONTENACH -opposition procédant de la non reconnaissance des pouvoirs du Conseil d'Administration en territoire occupés - la situation est complètement changée. Dans de telles conditions, vous estimerez sans doute avec moi, que M. WEISS ne saurait être tenu pour responsable de promesses loyalement données alors, mais que leur auteur, dans l'état de fait actuel est dans l'impossibilité absolue de tenir. Je crois que la parti le plus sage serait de convoquer les signataires des lettres à la Délégation générale et de leur dire très nettement que le plan primitif de MM. WEISS et de MONTENACH a dû être abandonné, en ajoutant, au surplus, que le budget de l'Institut approuvé par le Gouvernement français s'élève à un chiffre extrêmement réduit ne permettant pas de nouveaux engagements de dépenses.

---

b) Vous me permettrez d'aborder maintenant la partie de la lettre de M. WEISS déclarant qu'à la date du 23 décembre dernier, il n'aurait été procédé encore à aucun des paiements prévus pour la zone non occupée et annoncés aux intéressés dans des lettres dont ces anciens fonctionnaires sont en droit de se réclamer.

J'ai tenu à me rendre compte de toutes les indemnités de licenciement payées et de celles restant à payer pour l'ensemble du Personnel de l'Institut.

Après avoir constaté que toutes les lettres de licenciement ont bien été expédiées en bonne et due forme, je puis vous donner la situation exacte telle qu'elle ressort des registres de comptabilité, à la date du 20 janvier 1942. Je réserve, pour les examiner plus loin, les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.





I. Fonctionnaires résidant en zone libre ayant reçu les indemnités qui leur avaient été allouées par l'Institut

Madame ZIFFERER, Le Puy  
Mademoiselle ROSTAN, Aix-en-Provence  
Monsieur BERNE de CHAVANNES, Vichy

II. Fonctionnaires résidant en zone libre n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Madame NIESTLE	(	
Madame PASTRE	)	Fonctionnaires dont il a été
Madame BEREKOVITCH	(	impossible jusqu'à ce jour de
Melle HERZFELD	)	connaître l'adresse
Melle WALBRIDGE	(	
Monsieur CHARLES HENRY	)	

III. Fonctionnaires résidant en zone occupée n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Monsieur BRIOD demeurant à Paris - qui a demandé un délai  
Monsieur LE ROY, sujet britannique  
Melle RIGAUD, débitrice d'une somme supérieure à celle qui lui est due. N'a pas répondu à la lettre lui demandant l'apurement de son compte.  
M. TABURET, n'a pas répondu à la lettre l'invitant à se présenter à la Caisse.

Les 22 autres fonctionnaires licenciés résidant en zone occupée ont émergé sur les états de paiement.

Reste à examiner les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

I. CAS DE MONSIEUR DALMA

Monsieur DALMA n'a jamais été fonctionnaire de l'Institut de Coopération intellectuelle. Il était simplement agent de liaison entre le Gouvernement Yougoslave et l'Institut et touchait, de temps en temps, une modeste indemnité. J'ai relevé les sommes touchées par Monsieur DALMA en 1938, 1939 et 1940 :

1938 .....	1.000	Frs
1939 .....	1.500	"
1940 .....	1.000	"

Monsieur DALMA semble n'avoir aucun droit pour 1940. Toutefois, M. WEISS lui ayant avancé de ses propres deniers une somme de 2.000 Frs il semblerait équitable de rembourser cette somme à M. WEISS sur production, bien entendu, du reçu de Monsieur DALMA.

II. CAS DE MADEMOISELLE CIVELLI de BOSCH

Melle CIVELLI a été licenciée en même temps qu'un certain nombre de fonctionnaires de l'Institut, à la date du 30 septembre 1939. Elle a touché l'indemnité réglementaire de licenciement, (soit un mois de traitement) fixée par la lettre de préavis (Décision de M. le Directeur BONNET en date du 20 septembre 1939).

Melle CIVELLI n'a jamais été réintégrée dans les cadres de l'Institut, mais à différentes reprises, par décisions successives de M. le





Directeur BONNET, elle a été autorisée à effectuer divers travaux pour le Service juridique de l'Institut.

J'ai relevé sur les états de dépenses des sommes qui lui ont été payées du 6 novembre 1939 au 4 juin 1940 (date du dernier paiement effectué) et dont voici le détail .

6 novembre 1939	Pour une traduction .....	400 Frs
8 décembre 1939	Instruction de M. le Directeur du	
	7 décembre 1939 .....	1.000 "
7 décembre 1939	Pour une réunion du Comité d'Entente	
	des Grandes Associations internatio-	
	nales .....	210 "
15 janvier 1940	Travaux effectués à la demande du	
	Conseiller juridique, décembre 1939	
	(Instruction de M. le Directeur BONNET	1.000 "
16 janvier 1940	Traduction .....	40 "
23 février 1940	Traduction .....	45 "
11 mars 1940	Sur la demande de M. WEISS, Melle	
	CIVELLI a touché pour 55 heures environ	
	de travail effectuées en janvier au	
	Service juridique la somme de .....	550 "
	(Salaire horaire de 10 frs)	
19 mars 1940	Instruction de M. BONNET, indemnité	
	pour la collaboration apportée au Ser-	
	vice juridique en février .....	400 "
12 avril 1940	Indemnité de 400 frs pour collaboration	
	au Service juridique .....	400 "
10 mai 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois d'avril	400 "
20 mai 1940	Traduction .....	97,50
4 juin 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois de	
	mai (Décision spéciale de M. le Directeur	
	BONNET .....	400

Depuis sa radiation des cadres, Melle CIVELLI a été payée, soit au salaire horaire, soit à un tarif forfaitaire fixé chaque fois par M. le Directeur BONNET. Elle ne saurait donc prétendre à une indemnité mensuelle pendant la période d'inactivité de 11 mois (juin 1940 à mai 1941). Mais tenant compte de ce que Melle CIVELLI a prêté son concours à M. WEISS, au début de 1941, pour l'envoi de lettres recommandées au Personnel de l'Institut, pour l'expédition de rapports et de divers documents, il me paraît équitable de lui allouer, à ce titre, une somme forfaitaire de 2.000 frs (1) en plus de l'indemnité fixe de 100 frs par année de service qu'elle a déjà touchée, comme tous les autres fonctionnaires licenciés.

(1) Somme promise par M. WEISS ( 4.900 Francs.)

Telle est la situation à la date de ce jour. Il va de soi que le montant des indemnités non soldées reste disponible à la Caisse de l'Institut et que les intéressés seront payés dès que possible.

Je ne vois pas d'autre observation à vous présenter, ni d'autre avis à émettre sur le dossier que vous avez bien voulu me communiquer. En terminant, vous me permettrez d'exprimer ma satisfaction de voir un budget bien établi pour l'année en cours, le maintien d'un contrôleur des dépenses engagées, la vérification annuelle des Comptes.





l'application de toutes les excellentes règles financières prescrites avec sagesse par le Département. Cet ensemble de mesures permettra à l'Institut d'attendre des temps meilleurs où, je le souhaite ardemment, son activité pourra reprendre.

Paris, le 21 janvier 1942

Le Commissaire aux Comptes :

P. Tisseau  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut

Dans la lettre de M. WEISS du 12 septembre 1941 signalée in fine dans la lettre de M. ARNAL figure aussi la réclamation ci-après :

" Il reste à rembourser les frais de mes propres missions à  
" Vichy en octobre 1940 et en février-mars 1941 ainsi que de  
" deux voyages de MM. de MONTENACH et HICKEL également prévue  
" dans l'état fourni au Ministère des Affaires Etrangères à  
" l'appui de la demande réglementaire de versement.  
" Pour ce qui concerne mes frais personnels, je crois vous avoir  
" déjà marqué le désir que j'avais, dans la position particulière  
" où le place mon rang de plus haut fonctionnaire après le Directeur absent, de ne recevoir de l'Institut aucun paiement avant  
" l'achèvement des opérations de contrôle dont vous êtes chargé  
" et le règlement des fonctionnaires oubliés jusqu'à ce jour du  
" fait de leur résidence en zone non occupée. Je m'en remets  
" donc à vous pour faire valoir mes droits quant à mes dépenses  
" de mission et à mes mois de traitement échus".

Je suis tout à fait d'avis de régler les frais de mission et de voyage dont il est fait mention ci-dessus, mais faut-il pour cela que les intéressés veuillent bien fournir leurs états de frais. Inutile d'ajouter que les mois de traitement de M. WEISS sont à son entière disposition.





Rapport de M. TISSEAU à M. SAINT, Secrétaire d'Ambassade

Délégué du Gouvernement dans les Territoires occupés

En exécution de vos instructions, en date du 3 janvier, j'ai procédé à l'examen des diverses réclamations adressées à M. Raymond WEISS par un certain nombre d'anciens fonctionnaires de l'Institut international de Coopération intellectuelle. Ces réclamations sont accompagnées d'une lettre de Monsieur WEISS à Monsieur ARNAL, en date du 23 décembre dernier. Je vous prie de vouloir bien trouver ci-après les remarques que m'ont suggéré ces différents documents et mon avis sur les suites que lesdites réclamations me paraissent susceptibles de comporter.

a) Trois anciens fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont écrit à M. WEISS :

- 1°) M. Charles MERCIER (lettre du 1er décembre 1941)
- 2°) M. Elise BRIOD (lettre du 7 octobre 1941)
- 3°) M. Re HENZEL (lettre du 2 décembre 1941)

La lettre de M. MERCIER résume à elle seule la réclamation de tous les autres qui consiste essentiellement en ceci : Les fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont reçu le 26 avril 1941 une lettre signée de MM. WEISS et TISSEAU les informant que leur contrat avec l'Institut international de Coopération intellectuelle expirait le 30 septembre 1941 et que ce contrat ne serait pas renouvelé, mais ils ajoutent qu'à cette même date ils auraient eu de M. WEISS la promesse verbale "que le Ministre des Affaires Etrangères examinerait avec la plus grande bienveillance leur situation et leur accorderait un régime ou modus vivendi qui leur permettrait d'attendre la reprise des activités de l'Institut".

Je crois utile, tout d'abord, de reproduire le texte de la lettre adressée aux fonctionnaires supérieurs de l'Institut par MM. WEISS et TISSEAU le 26 avril 1941 :

" Depuis le repliement de juin 1940, les circonstances n'ont malheureusement pas permis à l'Institut de reprendre ses activités.  
" Notre institution ne saurait dans ces conditions demander au Gouvernement français de prolonger indéfiniment un effort financier qu'il est actuellement seul à supporter.  
" D'accord avec les décisions du Conseil d'Administration, le Gouvernement a arrêté, pour la gestion de l'Institut, un régime provisoire que nous avons reçu mission d'appliquer.  
" L'une des mesures prescrites est le non renouvellement des contrats d'engagement des agents maintenus en fonctions jusqu'à ce jour.  
" Nous avons en conséquence, l'honneur de vous rappeler que votre contrat vient à expiration le 30 septembre 1941.  
" Veuillez agréer, etc .....

signé : TISSEAU et WEISS

Ainsi que vous le remarquerez, la lettre ci-dessus ne comporte aucun engagement pour l'avenir. Elle ne comporte pas davantage la mention qui semble préoccuper M. ARNAL, dans sa lettre du 26 décembre dernier, "d'une option qui aurait été laissée à quelques techniciens entre le rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité, avec traitement réduit, option envisagée dans le compte



Table of Contents

The following table shows the distribution of the total number of cases by age group and sex. The data is presented in the following table:

Table 1: Distribution of cases by age group and sex

Age Group Sex Number of Cases

0-14 Males 120  
0-14 Females 110  
15-24 Males 150  
15-24 Females 140  
25-34 Males 180  
25-34 Females 170  
35-44 Males 200  
35-44 Females 190  
45-54 Males 220  
45-54 Females 210  
55-64 Males 240  
55-64 Females 230  
65-74 Males 260  
65-74 Females 250  
75-84 Males 280  
75-84 Females 270  
85-94 Males 300  
85-94 Females 290

Total Number of Cases: 2,400

The following table shows the distribution of the total number of cases by age group and sex. The data is presented in the following table:

Table 2: Distribution of cases by age group and sex

Age Group Sex Number of Cases

rendu d'une entrevue entre MM. WEISS et TISSEAU à M. SAINT, en date du 6 mai 1941.

Je rappellerai simplement que cette option a seulement été envisagée dans le compte rendu préliminaire de MM. WEISS et TISSEAU, en date du 6 mai 1941, dans les termes suivants : "Les fonctionnaires titulaires de contrats expirant dans le courant de l'année 1941 ont reçu une lettre leur faisant connaître la décision aux termes de laquelle aucun contrat ne sera renouvelé. Une autre lettre suivra offrant aux quelques techniciens, dont les noms ont déjà été soumis au Ministère des Affaires Etrangères, une option entre leur rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité avec traitement réduit".

Mais je dois ajouter que cette lettre n'a jamais été envoyée.

Reste la question délicate des promesses verbales, faites en avril 1941, par M. WEISS, à plusieurs fonctionnaires supérieurs de l'Institut (notamment à MM. MERCIER et BRIOD signataires des lettres sus-visées) de leur mise en disponibilité avec traitement réduit.

Quelle contradictoire que cela puisse vous paraître (annonce d'une part, de contrat non renouvelable et d'autre part, de mise en disponibilité) il n'est pas douteux que ces promesses aient été faites en se basant sur l'accord intervenu entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Président du Conseil d'Administration de l'Institut. Mais depuis l'opposition de l'autorité occupante à l'exécution de la mission de MM. WEISS et de MONTENACH - opposition procédant de la non reconnaissance des pouvoirs du Conseil d'Administration en territoires occupés - la situation est complètement changée. Dans de telles conditions, vous estimerez sans doute avec moi, que M. WEISS ne saurait être tenu pour responsable de promesses loyalement données alors, mais que leur auteur, dans l'état de fait actuel est dans l'impossibilité absolue de tenir. Je crois que la parti le plus sage serait de convoquer les signataires des lettres à la Délégation générale et de leur dire très nettement que le plan primitif de MM. WEISS et de MONTENACH a dû être abandonné, en ajoutant, au surplus, que le budget de l'Institut approuvé par le Gouvernement français s'élève à un chiffre extrêmement réduit ne permettant pas de nouveaux engagements de dépenses.

---

b) Vous me permettrez d'aborder maintenant la partie de la lettre de M. WEISS déclarant qu'à la date du 23 décembre dernier, il n'aurait été procédé encore à aucun des paiements prévus pour la zone non occupée et annoncés aux intéressés dans des lettres dont ces anciens fonctionnaires sont en droit de se réclamer.

J'ai tenu à me rendre compte de toutes les indemnités de licenciement payées et de celles restant à payer pour l'ensemble du Personnel de l'Institut.

Après avoir constaté que toutes les lettres de licenciement ont bien été expédiées en bonne et due forme, je puis vous donner la situation exacte telle qu'elle ressort des registres de comptabilité, à la date du 20 janvier 1942. Je réserve, pour les examiner plus loin, les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...



I. Fonctionnaires résidant en zone libre ayant reçu les indemnités qui leur avaient été allouées par l'Institut

Madame ZIFFERER, Le Puy  
Mademoiselle ROSTAN, Aix-en-Provence  
Monsieur BERNE de CHAVANNES, Vichy

II. Fonctionnaires résidant en zone libre n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Madame NIESTLE	(	
Madame PASTRE	)	Fonctionnaires dont il a été
Madame BEREKOVITCH	(	impossible jusqu'à ce jour de
Melle HERZFELD	)	connaître l'adresse
Melle WALBRIDGE	(	
Monsieur CHARLES HENRY	)	

III. Fonctionnaires résidant en zone occupée n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Monsieur BRICD demeurant à Paris - qui a demandé un délai  
Monsieur LE ROY, sujet britannique  
Melle RIGAUD, débitrice d'une somme supérieure à celle qui lui est due. N'a pas répondu à la lettre lui demandant l'apurement de son compte.  
M. TABURET, n'a pas répondu à la lettre l'invitant à se présenter à la Caisse.

Les 22 autres fonctionnaires licenciés résidant en zone occupée ont émergé sur les états de paiement.

Reste à examiner les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

I. CAS DE MONSIEUR DALMA

Monsieur DALMA n'a jamais été fonctionnaire de l'Institut de Coopération intellectuelle. Il était simplement agent de liaison entre le Gouvernement Yougoslave et l'Institut et touchait, de temps en temps, une modeste indemnité. J'ai relevé les sommes touchées par Monsieur DALMA en 1938, 1939 et 1940 :

1938 .....	1.000 Frs
1939 .....	1.500 "
1940 .....	1.000 "

Monsieur DALMA semble n'avoir aucun droit pour 1940. Toutefois, M. WEISS lui ayant avancé de ses propres deniers une somme de 2.000 Frs il semblerait équitable de rembourser cette somme à M. WEISS sur production, bien entendu, du reçu de Monsieur DALMA.

II. CAS DE MADAMOISELLE CIVELLI de BOSCH

Melle CIVELLI a été licenciée en même temps qu'un certain nombre de fonctionnaires de l'Institut, à la date du 30 septembre 1939. Elle a touché l'indemnité réglementaire de licenciement, (soit un mois de traitement) fixée par la lettre de préavis (Décision de M. le Directeur BONNET en date du 20 septembre 1939).

Melle CIVELLI n'a jamais été réintégrée dans les cadres de l'Institut, mais à différentes reprises, par décisions successives de M. le





Directeur BONNET, elle a été autorisée à effectuer divers travaux pour le Service juridique de l'Institut.

J'ai relevé sur les états de dépenses des sommes qui lui ont été payées du 6 novembre 1939 au 4 juin 1940 (date du dernier paiement effectué) et dont voici le détail .

6 novembre 1939	Pour une traduction .....	400 Frs
8 décembre 1939	Instruction de M. le Directeur du	
7 décembre 1939	7 décembre 1939 .....	1.000 "
7 décembre 1939	Pour une réunion du Comité d'Entente des Grandes Associations internatio- nales .....	210 "
15 janvier 1940	Travaux effectués à la demande du Conseiller juridique, décembre 1939 (Instruction de M. le Directeur BONNET	1.000 "
16 janvier 1940	Traduction .....	40 "
23 février 1940	Traduction .....	45 "
11 mars 1940	Sur la demande de M. WEISS, Melle CIVELLI a touché pour 55 heures environ de travail effectuées en janvier au Service juridique la somme de ..... (Salaire horaire de 10 frs)	550 "
19 mars 1940	Instruction de M. BONNET, indemnité pour la collaboration apportée au Ser- vice juridique en février .....	400 "
12 avril 1940	Indemnité de 400 frs pour collaboration au Service juridique .....	400 "
10 mai 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois d'avril	400 "
20 mai 1940	Traduction .....	97,50
4 juin 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois de mai (Décision spéciale de M. le Directeur BONNET .....	400

Depuis sa radiation des cadres, Melle CIVELLI a été payée, soit au salaire horaire, soit à un tarif forfaitaire fixé chaque fois par M. le Directeur BONNET. Elle ne saurait donc prétendre à une indemnité mensuelle pendant la période d'inactivité de 11 mois (juin 1940 à mai 1941). Mais tenant compte de ce que Melle CIVELLI a prêté son concours à M. WEISS, au début de 1941, pour l'envoi de lettres recommandées au Personnel de l'Institut, pour l'expédition de rapports et de divers documents, il me paraît équitable de lui allouer, à ce titre, une somme forfaitaire de 2.000 frs (1) en plus de l'indemnité fixe de 100 frs par année de service qu'elle a déjà touchée, comme tous les autres fonctionnaires licenciés.

(1) Somme promise par M. WEISS ( 4.900 Francs.)

Telle est la situation à la date de ce jour. Il va de soi que le montant des indemnités non soldées reste disponible à la Caisse de l'Institut et que les intéressés seront payés dès que possible.

Je ne vois pas d'autre observation à vous présenter, ni d'autre avis à émettre sur le dossier que vous avez bien voulu me communiquer. En terminant, vous me permettrez d'exprimer ma satisfaction de voir un budget bien établi pour l'année en cours, le maintien d'un contrôleur des dépenses engagées, la vérification annuelle des Comptes.





l'application de toutes les excellentes règles financières prescrites avec sagesse par le Département. Cet ensemble de mesures permettra à l'Institut d'attendre des temps meilleurs où, je le souhaite ardemment, son activité pourra reprendre.

Paris, le 21 janvier 1942

Le Commissaire aux Comptes :

P. Tisseau  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut

Dans la lettre de M. WEISS du 12 septembre 1941 signalée in fine dans la lettre de M. ARNAL figure aussi la réclamation ci-après :

" Il reste à rembourser les frais de mes propres missions à  
" Vichy en octobre 1940 et en février-mars 1941 ainsi que de  
" deux voyages de MM. de MONTENACH et HICKEL également prévue  
" dans l'état fourni au Ministère des Affaires Etrangères à  
" l'appui de la demande réglementaire de versement.  
" Pour ce qui concerne mes frais personnels, je crois vous avoir  
" déjà marqué le désir que j'avais, dans la position particulière  
" où le place mon rang de plus haut fonctionnaire après le Directeur absent, de ne recevoir de l'Institut aucun paiement avant  
" l'achèvement des opérations de contrôle dont vous êtes chargé  
" et le règlement des fonctionnaires oubliés jusqu'à ce jour du  
" fait de leur résidence en zone non occupée. Je m'en remets  
" donc à vous pour faire valoir mes droits quant à mes dépenses  
" de mission et à mes mois de traitement échus".

Je suis tout à fait d'accord de régler les frais de mission et de voyage dont il est fait mention ci-dessus, mais faut-il pour cela que les intéressés veuillent bien fournir leurs états de frais. Inutile d'ajouter que les mois de traitement de M. WEISS sont à son entière disposition.





Rapport de M. TISSEAU à M. SAINT, Secrétaire d'Ambassade  
Délégué du Gouvernement dans les Territoires occupés

---

En exécution de vos instructions, en date du 3 janvier, j'ai procédé à l'examen des diverses réclamations adressées à M. Raymond WEISS par un certain nombre d'anciens fonctionnaires de l'Institut international de Coopération intellectuelle. Ces réclamations sont accompagnées d'une lettre de Monsieur WEISS à Monsieur ARNAL, en date du 23 décembre dernier. Je vous prie de vouloir bien trouver ci-après les remarques que m'ont suggéré ces différents documents et mon avis sur les suites que lesdites réclamations me paraissent susceptibles de comporter.

a) Trois anciens fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont écrit à M. WEISS :

- 1<sup>er</sup>) M. Charles MERCIER (lettre du 1<sup>er</sup> décembre 1941)
- 2<sup>e</sup>) M. Elise BRIOD (lettre du 7 octobre 1941)
- 3<sup>e</sup>) M. Re HENZEL (lettre du 2 décembre 1941)

La lettre de M. MERCIER résume à elle seule la réclamation de tous les autres qui consiste essentiellement en ceci : Les fonctionnaires supérieurs de l'Institut ont reçu le 26 avril 1941 une lettre signée de MM. WEISS et TISSEAU les informant que leur contrat avec l'Institut international de Coopération intellectuelle expirait le 30 septembre 1941 et que ce contrat ne serait pas renouvelé, mais ils ajoutent qu'à cette même date ils auraient eu de M. WEISS la promesse verbale "que le Ministre des Affaires Etrangères examinerait avec la plus grande bienveillance leur situation et leur accorderait un régime ou modus vivendi qui leur permettrait d'attendre la reprise des activités de l'Institut".

Je crois utile, tout d'abord, de reproduire le texte de la lettre adressée aux fonctionnaires supérieurs de l'Institut par MM. WEISS et TISSEAU le 26 avril 1941 :

- " Depuis le repliement de juin 1940, les circonstances n'ont malheureusement pas permis à l'Institut de reprendre ses activités.  
" Notre institution ne saurait dans ces conditions demander au Gouvernement français de prolonger indéfiniment un effort financier qu'il est actuellement seul à supporter.  
" D'accord avec les décisions du Conseil d'Administration, de Gouvernement a arrêté, pour la gestion de l'Institut, un régime provisoire que nous avons reçu mission d'appliquer.  
" L'une des mesures prescrites est le non renouvellement des contrats d'engagement des agents maintenus en fonctions jusqu'à ce jour.  
" Nous avons en conséquence, l'honneur de vous rappeler que votre contrat vient à expiration le 30 septembre 1941.  
" Veuillez agréer, etc .....

signé : TISSEAU et WEISS

Ainsi que vous le remarquerez, la lettre ci-dessus ne comporte aucun engagement pour l'avenir. Elle ne comporte pas davantage la mention qui semble préoccuper M. ARNAL, dans sa lettre du 26 décembre dernier, "d'une option qui aurait été laissée à quelques techniciens entre le rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité, avec traitement réduit, option envisagée dans le compte

The Committee on the Administration of the Government, created by the Senate and House of Representatives on January 18, 1892, has the honor to submit to the House of Representatives its report on the administration of the Government during the year 1891. The Committee has the honor to acknowledge the many suggestions and criticisms which have been made by the House of Representatives, and to express its appreciation of the interest and cooperation of the House in the work of the Committee.

The Committee has the honor to acknowledge the many suggestions and criticisms which have been made by the House of Representatives, and to express its appreciation of the interest and cooperation of the House in the work of the Committee.

The Committee has the honor to acknowledge the many suggestions and criticisms which have been made by the House of Representatives, and to express its appreciation of the interest and cooperation of the House in the work of the Committee.

The Committee has the honor to acknowledge the many suggestions and criticisms which have been made by the House of Representatives, and to express its appreciation of the interest and cooperation of the House in the work of the Committee.

The Committee has the honor to acknowledge the many suggestions and criticisms which have been made by the House of Representatives, and to express its appreciation of the interest and cooperation of the House in the work of the Committee.

The Committee has the honor to acknowledge the many suggestions and criticisms which have been made by the House of Representatives, and to express its appreciation of the interest and cooperation of the House in the work of the Committee.

The Committee has the honor to acknowledge the many suggestions and criticisms which have been made by the House of Representatives, and to express its appreciation of the interest and cooperation of the House in the work of the Committee.



rendu d'une entrevue entre MM. WEISS et TISSEAU à M. SAINT, en date du 6 mai 1941.

Je rappellerai simplement que cette option a seulement été envisagée dans le compte rendu préliminaire de MM. WEISS et TISSEAU, en date du 6 mai 1941, dans les termes suivants : "Les fonctionnaires titulaires de contrats expirant dans le courant de l'année 1941 ont reçu une lettre leur faisant connaître la décision aux termes de laquelle aucun contrat ne sera renouvelé. Une autre lettre suivra offrant aux quelques techniciens, dont les noms ont déjà été soumis au Ministère des Affaires Etrangères, une option entre leur rapatriement dans leur pays d'origine et leur maintien en disponibilité avec traitement réduit".

Mais je dois ajouter que cette lettre n'a jamais été envoyée.

Reste la question délicate des promesses verbales, faites en avril 1941, par M. WEISS, à plusieurs fonctionnaires supérieurs de l'Institut (notamment à MM. MERCIER et BRIOD signataires des lettres sus-visées) de leur mise en disponibilité avec traitement réduit.

Quelle contradictoire que cela puisse vous paraître (annonce d'une part, de contrat non renouvelable et d'autre part, de mise en disponibilité) il n'est pas douteux que ces promesses aient été faites en se basant sur l'accord intervenu entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Président du Conseil d'Administration de l'Institut. Mais depuis l'opposition de l'autorité occupante à l'exécution de la mission de MM. WEISS et de MONTENACH - opposition procédant de la non reconnaissance des pouvoirs du Conseil d'Administration en territoire occupé - la situation est complètement changée. Dans de telles conditions, vous estimerez sans doute avec moi, que M. WEISS ne saurait être tenu pour responsable de promesses loyalement données alors, mais que leur auteur, dans l'état de fait actuel est dans l'impossibilité absolue de tenir. Je crois que la parti le plus sage serait de convoquer les signataires des lettres à la Délégation générale et de leur dire très nettement que le plan primitif de MM. WEISS et de MONTENACH a dû être abandonné, en ajoutant, au surplus, que le budget de l'Institut approuvé par le Gouvernement français s'élève à un chiffre extrêmement réduit ne permettant pas de nouveaux engagements de dépenses.

---

b) Vous me permettrez d'aborder maintenant la partie de la lettre de M. WEISS déclarant qu'à la date du 23 décembre dernier, il n'aurait été procédé encore à aucun des paiements prévus pour la zone non occupée et annoncés aux intéressés dans des lettres dont ces anciens fonctionnaires sont en droit de se réclamer.

J'ai tenu à me rendre compte de toutes les indemnités de licenciement payées et de celles restant à payer pour l'ensemble du Personnel de l'Institut.

Après avoir constaté que toutes les lettres de licenciement ont bien été expédiées en bonne et due forme, je puis vous donner la situation exacte telle qu'elle ressort des registres de comptabilité, à la date du 20 janvier 1942. Je réserve, pour les examiner plus loin, les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.



...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

I. Fonctionnaires résidant en zone libre ayant reçu les indemnités qui leur avaient été allouées par l'Institut

Madame ZIFFERER, Le Puy  
Mademoiselle ROSTAN, Aix-en-Provence  
Monsieur BERNE de CHAVANNES, Vichy

II. Fonctionnaires résidant en zone libre n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Madame NIESTLE	(	
Madame PASTRE	)	Fonctionnaires dont il a été
Madame PEREKOVITCH	(	impossible jusqu'à ce jour de
Melle HERZFELD	)	connaître l'adresse
Melle WALBRIDGE	(	
Monsieur CHARLES HENRY	)	

III. Fonctionnaires résidant en zone occupée n'ayant pas encore reçu les indemnités allouées.

Monsieur PRIOD demeurant à Paris - qui a demandé un délai  
Monsieur LE ROY, sujet britannique  
Melle RIGAUD, débitrice d'une somme supérieure à celle qui lui est due. N'a pas répondu à la lettre lui demandant l'apurement de son compte.  
M. TABURET, n'a pas répondu à la lettre l'invitant à se présenter à la Caisse.

Les 22 autres fonctionnaires licenciés résidant en zone occupée ont émergé sur les états de paiement.

Reste à examiner les deux cas spéciaux de M. DALMA et de Melle CIVELLI de BOSCH.

I. CAS DE MONSIEUR DALMA

Monsieur DALMA n'a jamais été fonctionnaire de l'Institut de Coopération intellectuelle. Il était simplement agent de liaison entre le Gouvernement Yougoslave et l'Institut et touchait, de temps en temps, une modeste indemnité. J'ai relevé les sommes touchées par Monsieur DALMA en 1938, 1939 et 1940 :

1938 .....	1.000	Frs
1939 .....	1.500	"
1940 .....	1.000	"

Monsieur DALMA semble n'avoir aucun droit pour 1940. Toutefois, M. WEISS lui ayant avancé de ses propres deniers une somme de 2.000 Frs il semblerait équitable de rembourser cette somme à M. WEISS sur production, bien entendu, du reçu de Monsieur DALMA.

II. CAS DE MADEMOISELLE CIVELLI de BOSCH

Melle CIVELLI a été licenciée en même temps qu'un certain nombre de fonctionnaires de l'Institut, à la date du 30 septembre 1939. Elle a touché l'indemnité réglementaire de licenciement, (soit un mois de traitement) fixée par la lettre de préavis (Décision de M. le Directeur BONNET en date du 20 septembre 1939).

Melle CIVELLI n'a jamais été réintégrée dans les cadres de l'Institut, mais à différentes reprises, par décisions successives de M. le

1. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

2. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

3. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

4. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

5. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

6. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

7. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

ANNEXE

8. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

9. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

10. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

ANNEXE

11. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes

12. Les renseignements relatifs au sous-sol des communes



Directeur BONNET, elle a été autorisée à effectuer divers travaux pour le Service juridique de l'Institut.

J'ai relevé sur les états de dépenses des sommes qui lui ont été payées du 6 novembre 1939 au 4 juin 1940 (date du dernier paiement effectué) et dont voici le détail .

6 novembre 1939	Pour une traduction .....	400 Frs
8 décembre 1939	Instruction de M. le Directeur du	
7 décembre 1939	7 décembre 1939 .....	1.000 "
7 décembre 1939	Pour une réunion du Comité d'Entente des Grandes Associations internatio- nales .....	210 "
15 janvier 1940	Travaux effectués à la demande du Conseiller juridique, décembre 1939 (Instruction de M. le Directeur BONNET	1.000 "
16 janvier 1940	Traduction .....	40 "
23 février 1940	Traduction .....	45 "
11 mars 1940	Sur la demande de M. WEISS, Melle CIVELLI a touché pour 55 heures environ de travail effectuées en janvier au Service juridique la somme de ..... (Salaire horaire de 10 frs)	550 "
19 mars 1940	Instruction de M. BONNET, indemnité pour la collaboration apportée au Ser- vice juridique en février .....	400 "
12 avril 1940	Indemnité de 400 frs pour collaboration au Service juridique .....	400 "
10 mai 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois d'avril	400 "
20 mai 1940	Traduction .....	97,50
4 juin 1940	Indemnité de 400 frs pour le mois de mai (Décision spéciale de M. le Directeur BONNET .....	400

Depuis sa radiation des cadres, Melle CIVELLI a été payée, soit au salaire horaire, soit à un tarif forfaitaire fixé chaque fois par M. le Directeur BONNET. Elle ne saurait donc prétendre à une indemnité mensuelle pendant la période d'inactivité de 11 mois (juin 1940 à mai 1941). Mais tenant compte de ce que Melle CIVELLI a prêté son concours à M. WEISS, au début de 1941, pour l'envoi de lettres recommandées au Personnel de l'Institut, pour l'expédition de rapports et de divers documents, il me paraît équitable de lui allouer, à ce titre, une somme forfaitaire de 2.000 frs (1) en plus de l'indemnité fixe de 100 frs par année de service qu'elle a déjà touchée, comme tous les autres fonctionnaires licenciés.

(1) Somme promise par M. WEISS ( 4.900 Francs.)

Telle est la situation à la date de ce jour. Il va de soi que le montant des indemnités non soldées reste disponible à la Caisse de l'Institut et que les intéressés seront payés dès que possible.

Je ne vois pas d'autre observation à vous présenter, ni d'autre avis à émettre sur le dossier que vous avez bien voulu me communiquer. En terminant, vous me permettrez d'exprimer ma satisfaction de voir un budget bien établi pour l'année en cours, le maintien d'un contrôleur des dépenses engagées, la vérification annuelle des Comptes.



l'application de toutes les excellentes règles financières prescrites avec sagesse par le Département. Cet ensemble de mesures permettra à l'Institut d'attendre des temps meilleurs où, je le souhaite ardemment, son activité pourra reprendre.

Paris, le 21 janvier 1942

Le Commissaire aux Comptes :

P. Tisseau  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut

Dans la lettre de M. WEISS du 12 septembre 1941 signalée in fine dans la lettre de M. ARNAL figure aussi la réclamation ci-après :

" Il reste à rembourser les frais de mes propres missions à  
" Vichy en octobre 1940 et en février-mars 1941 ainsi que de  
" deux voyages de MM. de MONTENACH et HICKEL également prévus  
" dans l'état fourni au Ministère des Affaires Etrangères à  
" l'appui de la demande réglementaire de versement.  
" Pour ce qui concerne mes frais personnels, je crois vous avoir  
" déjà marqué le désir que j'avais, dans la position particulière  
" où le place mon rang de plus haut fonctionnaire après le Directeur absent, de ne recevoir de l'Institut aucun paiement avant  
" l'achèvement des opérations de contrôle dont vous êtes chargé  
" et le règlement des fonctionnaires oubliés jusqu'à ce jour du  
" fait de leur résidence en zone non occupée. Je m'en remets  
" donc à vous pour faire valoir mes droits quant à mes dépenses  
" de mission et à mes mois de traitement échus".

Je suis tout à fait d'avis de régler les frais de mission et de voyage dont il est fait mention ci-dessus, mais faut-il pour cela que les intéressés veuillent bien fournir leurs états de frais. Inutile d'ajouter que les mois de traitement de M. WEISS sont à son entière disposition.



11

The object of this study is to determine the effect of the various factors on the rate of the reaction. The results are given in the following table.

Table 1. Rate of reaction.

In the following table, the rate of reaction is given in units of 10<sup>-4</sup> moles per liter per second.

Table 2. Rate of reaction.

In the following table, the rate of reaction is given in units of 10<sup>-4</sup> moles per liter per second.

Table 3. Rate of reaction.

In the following table, the rate of reaction is given in units of 10<sup>-4</sup> moles per liter per second.

Table 4. Rate of reaction.

In the following table, the rate of reaction is given in units of 10<sup>-4</sup> moles per liter per second.

Table 5. Rate of reaction.

In the following table, the rate of reaction is given in units of 10<sup>-4</sup> moles per liter per second.

octobre 1941

RAPPORT DE M. TISSEAU

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Le présent rapport expose les résultats de la gestion que j'ai vérifiée. Il comprend deux parties :

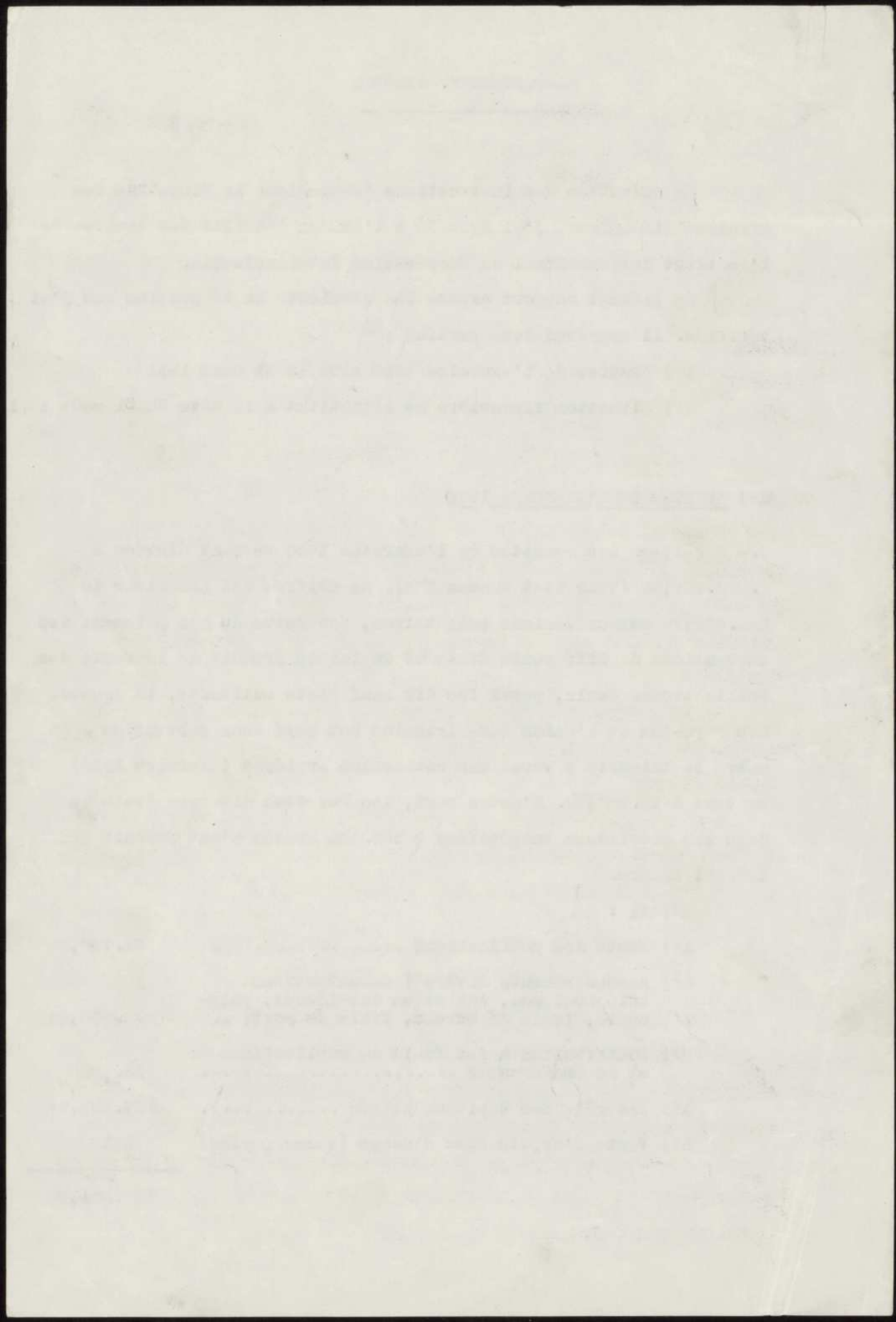
- 1°) Comptes de l'exercice 1940 clos le 31 mars 1941
- 2°) Situation financière de l'Institut à la date du 31 août 1941

1°) COMPTES DE L'EXERCICE 1940

A. - Recettes. Les recettes de l'exercice 1940 se sont élevées à 2.472.494,05 (Voir état annexe N°3). Ce chiffre est inférieur de 844.655,95 aux prévisions budgétaires, par suite du non paiement des subventions de différents Etats et du faible produit de la vente des Publications. Seuls, parmi les dix neuf Etats cotisants, la France, Les Pays-Bas et l'Union Sud-Africaine ont payé leur subvention. En outre la Colombie a versé une cotisation arriérée (Exercice 1939) montant à 12.838,50. D'autre part, les Recettes diverses évaluées dans les prévisions budgétaires à 520.000 Francs n'ont produit que 187.301 francs.

Détail :

1°) Vente des publications .....	51.756,22
2°) Remboursements divers (Communications téléphoniques, entretien des locaux, poly-copie, frais de bureau, frais de port) ..	73.206,85
3°) Contribution à des frais de publications et de Conférences .....	32.295
4°) Intérêts des capitaux placés .....	27.862,93
5°) Vente d'objets hors d'usage (vieux papier)	2.180
	<hr/>
	187.301,00





B.- Dépenses. Les dépenses de l'Institut ont atteint au cours de l'exercice 1940 la somme de 1.563.338<sup>f</sup><sub>32</sub>, inférieure de 1.753.811<sup>f</sup><sub>67</sub> aux prévisions budgétaires (Voir tableau annexe N° 4). En réalité l'Institut n'a fonctionné normalement que le premier semestre de l'année 1940. En raison des événements les dépenses du second semestre n'ont guère consisté que dans les traitements du Personnel. Ces traitements ont été payés intégralement aux fonctionnaires présents à Paris. Il serait juste, à mon avis, de traiter de la même façon les fonctionnaires, d'ailleurs peu nombreux, résidant en zone occupée.

Si les crédits figurant aux différents postes du budget demeurent en partie disponibles, je dois faire observer qu'il en est autrement de celui concernant le chapitre "Publications". Celui-ci, par contre, a été dépassé. Le crédit ouvert sous cette rubrique est de 300.000 francs et le relevé des factures qui ont fait l'objet de mon examen s'élève à 332.963<sup>f</sup><sub>25</sub>, soit un dépassement de crédit de 32.963<sup>f</sup><sub>25</sub>.

Je ferai observer aussi, que si les dépenses engagées sur ce chapitre s'élèvent à 332.963<sup>f</sup><sub>25</sub> il n'a été payé, en réalité, que 89.648 Francs.

Les factures restant à solder s'élèvent à 243.315<sup>f</sup><sub>25</sub>. Il serait de sage administration de les régler le plus vite possible, puisque les disponibilités de trésorerie le permettent.

#### GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

Ainsi que le montre le tableau N° 6, l'Institut a également des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Ces comptes comprennent d'abord le Fonds de Réserve s'élevant à 400.000 francs sur lequel aucune dépense n'a été engagée.

Les fonds provenant de la Dotation Carnegie et de la Fondation Rockefeller s'élèvent au 31 décembre 1940 à  $\text{fr}$  33.880,98 cent immobilisés au Crédit Commercial de France.

The first of these is the fact that the  
the world is not a uniform whole, but  
is composed of many different parts, each  
of which has its own characteristics and  
its own laws. The second is the fact that  
the world is not a static whole, but  
is constantly changing and developing.  
The third is the fact that the world is  
not a simple whole, but is a complex  
whole, in which many different parts  
interact with each other in a complex  
manner.

The fourth is the fact that the world  
is not a uniform whole, but is composed  
of many different parts, each of which  
has its own characteristics and its own  
laws. The fifth is the fact that the  
world is not a static whole, but is  
constantly changing and developing. The  
sixth is the fact that the world is not  
a simple whole, but is a complex whole,  
in which many different parts interact  
with each other in a complex manner.  
The seventh is the fact that the world  
is not a uniform whole, but is composed  
of many different parts, each of which  
has its own characteristics and its own  
laws. The eighth is the fact that the  
world is not a static whole, but is  
constantly changing and developing. The  
ninth is the fact that the world is not  
a simple whole, but is a complex whole,  
in which many different parts interact  
with each other in a complex manner.

The tenth is the fact that the world  
is not a uniform whole, but is composed  
of many different parts, each of which  
has its own characteristics and its own  
laws. The eleventh is the fact that the  
world is not a static whole, but is  
constantly changing and developing. The  
twelfth is the fact that the world is not  
a simple whole, but is a complex whole,  
in which many different parts interact  
with each other in a complex manner.

THE WORLD AS A WHOLE

The world as a whole is a complex  
whole, in which many different parts  
interact with each other in a complex  
manner. The world is not a uniform  
whole, but is composed of many  
different parts, each of which has its  
own characteristics and its own laws.  
The world is not a static whole, but  
is constantly changing and developing.  
The world is not a simple whole, but  
is a complex whole, in which many  
different parts interact with each other  
in a complex manner.

Ce dépôt ne manquera pas d'appeler l'attention des Autorités chargées de la Direction de l'Institut qui prendront les dispositions utiles lorsque les circonstances le permettront.

Je signalerai encore les fonds versés à l'Institut pour la publication de la Collection des Classiques de l'Amérique latine s'élevant à la même date du 31 décembre 1940, à 63.127<sup>f</sup>,60. Quelques factures restent encore à payer.

Les sommes peu importantes des autres comptes figurant à l'état N° 6 sont disponibles.

#### CONCLUSION

Sous réserve des observations de pure forme notées dans le présent rapport, la comptabilité soumise à ma vérification révèle une bonne gestion, faite avec méthode, malgré les difficultés rencontrées au cours de l'année.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1940.

Le Commissaire aux Comptes :

P. TISSEAU





October 1941

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Le présent rapport expose les résultats de la gestion que j'ai vérifiée. Il comprend deux parties :

- 1°) Comptes de l'exercice 1940 clos le 31 mars 1941
- 2°) Situation financière de l'Institut à la date du 31 août 1941

1°) COMPTES DE L'EXERCICE 1941

A. - Recettes. Les recettes de l'exercice 1940 se sont élevées à 2.472.494<sup>f</sup>05 (Voir état annexe N°3). Ce chiffre est inférieur de 844.655<sup>f</sup>95 aux prévisions budgétaires, par suite du non paiement des subventions de différents Etats et du faible produit de la vente des Publications. Seuls, parmi les dix neuf Etats cotisants, la France, Les Pays-Bas et l'Union Sud-Africaine ont payé leur subvention. En outre la Colombie a versé une cotisation arriérée (Exercice 1939) montant à 12.838<sup>f</sup>50. D'autre part, les Recettes diverses évaluées dans les prévisions budgétaires à 520.000 Francs n'ont produit que 187.301 francs.

Détail :

1°) Vente des publications .....	51.756,22
2°) Remboursements divers (Communications téléphoniques, entretien des locaux, poly-copie, frais de bureau, frais de port) ..	73.206,85
3°) Contribution à des frais de publications et de Conférences .....	32.295
4°) Intérêts des capitaux placés .....	27.862,93
5°) Vente d'objets hors d'usage (vieux papier)	2.180

---

187.301,00





B.- Dépenses. Les dépenses de l'Institut ont atteint au cours de l'exercice 1940 la somme de 1.563.338<sup>f</sup><sub>33</sub>, inférieure de 1.753.811<sup>f</sup><sub>67</sub> aux prévisions budgétaires (Voir tableau annexe N° 4). En réalité l'Institut n'a fonctionné normalement que le premier semestre de l'année 1940. En raison des événements les dépenses du second semestre n'ont guère consisté que dans les traitements du Personnel. Ces traitements ont été payés intégralement aux fonctionnaires présents à Paris. Il serait juste, à mon avis, de traiter de la même façon les fonctionnaires, d'ailleurs peu nombreux, résidant en zone occupée.

Si les crédits figurant aux différents postes du budget demeurent en partie disponibles, je dois faire observer qu'il en est autrement de celui concernant le chapitre "Publications". Celui-ci, par contre, a été dépassé. Le crédit ouvert sous cette rubrique est de 300.000 francs et le relevé des factures qui ont fait l'objet de mon examen s'élève à 332.963<sup>f</sup><sub>25</sub>, soit un dépassement de crédit de 32.963<sup>f</sup><sub>25</sub>.

Je ferai observer aussi, que si les dépenses engagées sur ce chapitre s'élèvent à 332.963<sup>f</sup><sub>25</sub> il n'a été payé, en réalité, que 89.648 Francs.

Les factures restant à solder s'élèvent à 243.315<sup>f</sup><sub>25</sub>. Il serait de sage administration de les régler le plus vite possible, puisque les disponibilités de trésorerie le permettent.

#### GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

Ainsi que le montre le tableau N° 6, l'Institut a également des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Ces comptes comprennent d'abord le Fonds de Réserve s'élevant à 400.000 francs sur lequel aucune dépense n'a été engagée.

Les fonds provenant de la Dotation Carnegie et de la Fondation Rockefeller s'élevant au 31 décembre 1940 à \$ 33.880,98 sont immobilisés au Crédit Commercial de France.

1. The first part of the report is devoted to a general survey of the situation in the country. It is a very interesting and informative document, which gives a clear and concise picture of the country's present position. The author has done a very good job of summarizing the various aspects of the situation, and has presented the information in a very clear and logical manner. The report is well written and is a very valuable document for anyone who is interested in the country's affairs.

2. The second part of the report is devoted to a detailed analysis of the country's economic situation. It is a very thorough and comprehensive study, which covers all the major aspects of the economy. The author has done a very good job of analyzing the various factors which are influencing the economy, and has presented the information in a very clear and logical manner. The report is well written and is a very valuable document for anyone who is interested in the country's economic situation.

3. The third part of the report is devoted to a detailed analysis of the country's political situation. It is a very thorough and comprehensive study, which covers all the major aspects of the political system. The author has done a very good job of analyzing the various factors which are influencing the political situation, and has presented the information in a very clear and logical manner. The report is well written and is a very valuable document for anyone who is interested in the country's political situation.

4. The fourth part of the report is devoted to a detailed analysis of the country's social situation. It is a very thorough and comprehensive study, which covers all the major aspects of the social system. The author has done a very good job of analyzing the various factors which are influencing the social situation, and has presented the information in a very clear and logical manner. The report is well written and is a very valuable document for anyone who is interested in the country's social situation.

5. The fifth part of the report is devoted to a detailed analysis of the country's cultural situation. It is a very thorough and comprehensive study, which covers all the major aspects of the cultural system. The author has done a very good job of analyzing the various factors which are influencing the cultural situation, and has presented the information in a very clear and logical manner. The report is well written and is a very valuable document for anyone who is interested in the country's cultural situation.

6. The sixth part of the report is devoted to a detailed analysis of the country's environmental situation. It is a very thorough and comprehensive study, which covers all the major aspects of the environmental system. The author has done a very good job of analyzing the various factors which are influencing the environmental situation, and has presented the information in a very clear and logical manner. The report is well written and is a very valuable document for anyone who is interested in the country's environmental situation.

7. The seventh part of the report is devoted to a detailed analysis of the country's international situation. It is a very thorough and comprehensive study, which covers all the major aspects of the international system. The author has done a very good job of analyzing the various factors which are influencing the international situation, and has presented the information in a very clear and logical manner. The report is well written and is a very valuable document for anyone who is interested in the country's international situation.

8. The eighth part of the report is devoted to a detailed analysis of the country's future prospects. It is a very thorough and comprehensive study, which covers all the major aspects of the country's future. The author has done a very good job of analyzing the various factors which are influencing the country's future, and has presented the information in a very clear and logical manner. The report is well written and is a very valuable document for anyone who is interested in the country's future prospects.



Ce dépôt ne manquera pas d'appeler l'attention des Autorités chargées de la Direction de l'Institut qui prendront les dispositions utiles lorsque les circonstances le permettront.

Je signalerai encore les fonds versés à l'Institut pour la publication de la Collection des Classiques de l'Amérique latine s'élevant à la même date du 31 décembre 1940, à 63.127<sup>f</sup>,60. Quelques factures restent encore à payer.

Les sommes peu importantes des autres comptes figurant à l'état N° 6 sont disponibles.

#### CONCLUSION

Sous réserve des observations de pure forme notées dans le présent rapport, la comptabilité soumise à ma vérification révèle une bonne gestion, faite avec méthode, malgré les difficultés rencontrées au cours de l'année.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1940.

Le Commissaire aux Comptes :

P. TISSEAU

De plus, on ne peut pas s'appuyer sur l'absence de données  
statistiques de la production de l'industrie pour conclure  
qu'elle est en régression. Les données de la production  
de l'industrie sont en fait en augmentation. Les données  
de la production de l'industrie sont en fait en augmentation.  
Les données de la production de l'industrie sont en fait en augmentation.  
Les données de la production de l'industrie sont en fait en augmentation.  
Les données de la production de l'industrie sont en fait en augmentation.

CONCLUSION

Les données de la production de l'industrie sont en fait en augmentation.  
Les données de la production de l'industrie sont en fait en augmentation.  
Les données de la production de l'industrie sont en fait en augmentation.  
Les données de la production de l'industrie sont en fait en augmentation.  
Les données de la production de l'industrie sont en fait en augmentation.

Le développement est continu :

2. 1952-53

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Le présent rapport expose les résultats de la gestion que j'ai vérifiée. Il comprend deux parties :

- 1°) Comptes de l'exercice 1940 clos le 31 mars 1941
- 2°) Situation financière de l'Institut à la date du 31 août 1941

1°) COMPTES DE L'EXERCICE 1941

A. - Recettes. Les recettes de l'exercice 1940 se sont élevées à 2.472.494,05 (Voir état annexe N°3). Ce chiffre est inférieur de 844.655,95 aux prévisions budgétaires, par suite du non paiement des subventions de différents Etats et du faible produit de la vente des Publications. Seuls, parmi les dix neuf Etats cotisants, la France, Les Pays-Bas et l'Union Sud-Africaine ont payé leur subvention. En outre la Colombie a versé une cotisation arriérée (Exercice 1939) montant à 12.838,30. D'autre part, les Recettes diverses évaluées dans les prévisions budgétaires à 520.000 Francs n'ont produit que 187.301 francs.

Détail :

1°) Vente des publications .....	51.756,22
2°) Remboursements divers (Communications téléphoniques, entretien des locaux, poly-copie, frais de bureau, frais de port) ..	73.806,85
3°) Contribution à des frais de publications et de Conférences .....	32.295
4°) Intérêts des capitaux placés .....	27.862,93
5°) Vente d'objets hors d'usage (vieux papier)	2;180
	<hr/>
	187.301,00



The following are the results of the investigation conducted by the committee on the subject of the alleged activities of the group known as the "Black Legion" in the city of Chicago, Illinois, during the year 1935.

1. The committee has received information from reliable sources that the "Black Legion" is a group of persons who are active in the city of Chicago, Illinois, and who are engaged in various criminal activities, including the sale of narcotics, the operation of gambling establishments, and the commission of various other crimes.

2. The committee has also received information that the "Black Legion" is a group of persons who are active in the city of Chicago, Illinois, and who are engaged in various criminal activities, including the sale of narcotics, the operation of gambling establishments, and the commission of various other crimes.

B.- Dépenses. Les dépenses de l'Institut ont atteint au cours de l'exercice 1940 la somme de 1.563.338<sup>f</sup>33, inférieure de 1.753.811<sup>f</sup>67 aux prévisions budgétaires (Voir tableau annexe N° 4). En réalité l'Institut n'a fonctionné normalement que le premier semestre de l'année 1940. En raison des événements les dépenses du second semestre n'ont guère consisté que dans les traitements du Personnel. Ces traitements ont été payés intégralement aux fonctionnaires présents à Paris. Il serait juste, à mon avis, de traiter de la même façon les fonctionnaires, d'ailleurs peu nombreux, résidant en zone occupée.

Si les crédits figurant aux différents postes du budget demeurent en partie disponibles, je dois faire observer qu'il en est autrement de celui concernant le chapitre "Publications". Celui-ci, par contre, a été dépassé. Le crédit ouvert sous cette rubrique est de 300.000 francs et le relevé des factures qui ont fait l'objet de mon examen s'élève à 332.963<sup>f</sup>25, soit un dépassement de crédit de 32.963<sup>f</sup>25.

Je ferai observer aussi, que si les dépenses engagées sur ce chapitre s'élèvent à 332.963<sup>f</sup>25 il n'a été payé, en réalité, que 89.648 Francs.

Les factures restant à solder s'élèvent à 243.315<sup>f</sup>25. Il serait de sage administration de les régler le plus vite possible, puisque les disponibilités de trésorerie le permettent.

#### GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

Ainsi que le montre le tableau N° 6, l'Institut a également des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Ces comptes comprennent d'abord le Fonds de Réserve s'élevant à 400.000 francs sur lequel aucune dépense n'a été engagée.

Les fonds provenant de la Dotation Carnegie et de la Fondation Rockefeller s'élevant au 31 décembre 1940 à  $\text{fr}$  33.880,98 sont immobilisés au Crédit Commercial de France.





Ce dépôt ne manquera pas d'appeler l'attention des Autorités chargées de la Direction de l'Institut qui prendront les dispositions utiles lorsque les circonstances le permettront.

Je signalerai encore les fonds versés à l'Institut pour la publication de la Collection des Classiques de l'Amérique latine s'élevant à la même date du 31 décembre 1940, à 63.127<sup>f</sup>,60. Quelques factures restent encore à payer.

Les sommes peu importantes des autres comptes figurant à l'état N° 6 sont disponibles.

#### CONCLUSION

Sous réserve des observations de pure forme notées dans le présent rapport, la comptabilité soumise à ma vérification révèle une bonne gestion, faite avec méthode, malgré les difficultés rencontrées au cours de l'année.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1940.

Le Commissaire aux Comptes :

P. TISSRAU

the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more

THE

the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more  
the 1905 no more was the 1905 no more

the 1905 no more was the 1905 no more

the 1905 no more was the 1905 no more

# FONDS ROCKEFELLER

## COMPTE CONFERENCE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES. ANNEE 1940

### A. DOLLARS

#### Recettes :

Solde au 31 décembre 1939 .....	18.476,26	
Recettes effectuées en 1940 .....	<u>13.300,59</u>	
	31.776,85	31.776,85

#### Dépenses :

Conversion de Dollars en Francs ....	10.150	
Payements en Dollars .....	<u>60,87</u>	
	10.210,87	<u>10.210,87</u>
Solde au 31 décembre 1940 .....		21.565,98

### B. FRANCS

#### Recettes :

Solde au 31 décembre 1939 .....	90.985,12	
Conversion de 10.150 dollars .....	<u>452.736,95</u>	
	543.722,07	543.722,07

#### Dépenses :

Payements effectués en 1940 .....	<u>538.886,52</u>	
Solde au 31 décembre 1940 .....		4.835,55



Statement of the Committee on the Judiciary

On the subject of the proposed amendments to the Constitution of the United States, relating to the powers of the Executive, Legislative, and Judicial branches.

The Committee on the Judiciary, in its report to the Senate, has the honor to state that it has received and considered the proposed amendments to the Constitution of the United States, relating to the powers of the Executive, Legislative, and Judicial branches.

The Committee has found that the proposed amendments are of great importance, and that they are well calculated to improve the Constitution of the United States, and to secure the rights of the people.

The Committee has the honor to recommend that the proposed amendments be adopted, and that they be sent to the States for their ratification.

# DEPENSES EFFECTUEES PENDANT L'ANNEE 1940

	DOLLARS	FRANCS
<u>Chapitre I. Secrétariat</u>		
Traitements .....		146.803,02
Voyages .....		17.359,90
Frais de bureau .....		75.308,85
Divers .....		88.983,40
<u>Chapitre II. Coordination et recherches</u>		
Appointements .....		50.720,60
Voyages .....		17.001,85
Réunions et Conférences .....		20.918,85
Recherches .....		2.214,65
Divers .....	60,87	"
<u>Chapitre III. Etudes nationales</u> .....	"	"
<u>Chapitre IV. Publications</u>		
Peaceful change .....		37.476,75
Politiques économiques et Paix .....		82.098,65
Conversion en francs .....	10.150	
	10.210,87	538.886,52

11

STANDARD COSTS - 1934

STANDARD COSTS - 1934		STANDARD COSTS - 1934	
Item	Cost	Item	Cost
1. Flour	1.00	1. Flour	1.00
2. Sugar	0.50	2. Sugar	0.50
3. Butter	0.75	3. Butter	0.75
4. Eggs	0.25	4. Eggs	0.25
5. Milk	0.10	5. Milk	0.10
6. Apples	0.30	6. Apples	0.30
7. Oranges	0.40	7. Oranges	0.40
8. Bananas	0.20	8. Bananas	0.20
9. Potatoes	0.15	9. Potatoes	0.15
10. Beans	0.10	10. Beans	0.10
11. Rice	0.20	11. Rice	0.20
12. Corn	0.15	12. Corn	0.15
13. Wheat	0.25	13. Wheat	0.25
14. Oats	0.10	14. Oats	0.10
15. Hay	0.50	15. Hay	0.50
16. Straw	0.20	16. Straw	0.20
17. Lumber	1.50	17. Lumber	1.50
18. Brick	0.10	18. Brick	0.10
19. Cement	0.20	19. Cement	0.20
20. Sand	0.10	20. Sand	0.10
21. Gravel	0.15	21. Gravel	0.15
22. Stone	0.20	22. Stone	0.20
23. Coal	0.50	23. Coal	0.50
24. Oil	0.75	24. Oil	0.75
25. Gas	0.25	25. Gas	0.25
26. Electricity	0.10	26. Electricity	0.10
27. Water	0.05	27. Water	0.05
28. Telephone	0.10	28. Telephone	0.10
29. Postage	0.05	29. Postage	0.05
30. Insurance	0.10	30. Insurance	0.10
31. Taxes	0.10	31. Taxes	0.10
32. Repairs	0.10	32. Repairs	0.10
33. Maintenance	0.10	33. Maintenance	0.10
34. Depreciation	0.10	34. Depreciation	0.10
35. Interest	0.10	35. Interest	0.10
36. Profit	0.10	36. Profit	0.10



# F O N D S   R O C K E F E L L E R

---

## COMPTES PROBLEMES DANUBIENS . ANNEE 1940

---

### A. DOLLARS

#### Recettes

Solde au 31 décembre 1939 .....	3.665		
Recettes effectuées en 1940 ...	<u>4.000</u>		
	7.665 ...		7.665

#### Dépenses

Conversion de dollars en francs	2.700		
Payements en dollars .....	<u>500</u>		
	3.200 ...		<u>3.200</u>
Solde au 31 décembre 1940 ...			4.465

### B. FRANCS

#### Recettes

Solde au 31 décembre 1939 .....	3.192,70		
Conversion de 2.700 dollars ....	<u>117.842,50</u>		
	121.035,20		121.035,20

#### Dépenses

Payements effectués en 1940 .....	<u>120.506,83</u>		
Solde au 31 décembre 1940 ..			528,37

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

1940

# DEPENSES EFFECTUEES PENDANT L'ANNEE 1940

	DOLLARS	FRANCS
Chapitre I. Secrétariat .....		66.499,75
Chapitre II. Subventions aux Experts ....	500	52.744,50
Chapitre III. Imprévu .....		1.262,58
Conversion de dollars en francs .....	2.700	
	3.200	120.506,83





# FONDS ROCKEFELLER

## COMPTES PROBLEMES DANUBIENS . ANNEE 1940

### A. DOLLARS

#### Recettes

Solde au 31 décembre 1939 .....	3.665		
Recettes effectuées en 1940 ...	<u>4.000</u>		
	7.665 ...		7.665

#### Dépenses

Conversion de dollars en francs	2.700		
Payements en dollars .....	<u>500</u>		
	3.200 ...		<u>3.200</u>
Solde au 31 décembre 1940 ...			4.465

### B. FRANCS

#### Recettes

Solde au 31 décembre 1939 .....	3.192,70		
Conversion de 2.700 dollars ....	<u>117.842,50</u>		
	121.035,20		121.035,20

#### Dépenses

Payements effectués en 1940 .....	<u>120.506,83</u>		
Solde au 31 décembre 1940 ..			528,37

COMPTES FINANCIERS ANNUELS - ANNEE 1960

DOLLARS

Recevez

Solde au 31 décembre 1959 ..... 5.443

Recevez effectués en 1960 ..... 2.500

5.943 ..... 2.500

Depenses

Conversion de dollars en francs ..... 2.100

Revenants en dollars ..... 1.000

5.943 ..... 2.100

Solde au 31 décembre 1960 ..... 2.843

2.843

Recevez

Solde au 31 décembre 1959 ..... 2.100,00

Conversion de 2.100 dollars ..... 114.243,32

116.343,32 ..... 116.343,32

Depenses

Revenants effectués en 1960 ..... 116.343,32

Solde au 31 décembre 1960 ..... 0,00



# DEPENSES EFFECTUEES PENDANT L'ANNEE 1940

	DOLLARS	FRANCS
Chapitre I. Secrétariat .....		66.499,75
Chapitre II. Subventions aux Experts ....	500	52.744,50
Chapitre III. Imprévu .....		1.262,58
Conversion de dollars en francs .....	2.700	
	3.200	120.506,83

PLACES	ACRES		
55,425.75		Section 1. ...	Chapter I.
55,425.75	500	Sections 11. ...	Chapter II.
55,425.75		Sections 11. ...	Chapter III.
	5,700	Sections 11. ...	Chapter IV.
150,425.75	5,800		

# FONDS ROCKEFELLER

## COMPTE CONFERENCE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES. ANNEE 1940

### A. DOLLARS

#### Recettes :

Solde au 31 décembre 1939 .....	18.476,26	
Recettes effectuées en 1940 .....	<u>13.300,59</u>	
	31.776,85	31.776,85

#### Dépenses :

Conversion de Dollars en Francs ....	10.150	
Payements en Dollars .....	<u>60,87</u>	
	10.210,87	<u>10.210,87</u>
Solde au 31 décembre 1940 .....		21.565,98

### B. FRANCS

#### Recettes :

Solde au 31 décembre 1939 .....	90.985,12	
Conversion de 10.150 dollars .....	<u>452.736,95</u>	
	543.722,07	543.722,07

#### Dépenses :

Payements effectués en 1940 .....	<u>538.886,52</u>	
Solde au 31 décembre 1940 .....		4.835,55





# DEPENSES EFFECTUEES PENDANT L'ANNEE 1940

	DOLLARS	FRANCS
<u>Chapitre I. Secrétariat</u>		
Traitements .....		146.803,02
Voyages .....		17.359,90
Frais de bureau .....		75.308,85
Divers .....		83.983,40
<u>Chapitre II. Coordination et recherches</u>		
Appointements .....		50.720,60
Voyages .....		17.001,85
Réunions et Conférences .....		20.918,85
Recherches .....		2.214,65
Divers .....	60,87	"
<u>Chapitre III. Etudes nationales</u>	"	"
<u>Chapitre IV. Publications</u>		
Peaceful change .....		37.476,75
Politiques économiques et Paix .....		82.098,65
Conversion en francs .....	10.150	
	10.210,87	538.886,52

Amount	Particulars
	<u>Section I. Expenditures</u>
100,000.00	Salaries and wages
10,000.00	Travel
10,000.00	Postage and telegraph
10,000.00	Printing and stationery
10,000.00	Repairs and maintenance
10,000.00	Supplies and materials
10,000.00	Utilities
10,000.00	Insurance
10,000.00	Other
	<u>Section II. Coordination of expenditures</u>
10,000.00	Salaries and wages
10,000.00	Travel
10,000.00	Postage and telegraph
10,000.00	Printing and stationery
10,000.00	Repairs and maintenance
10,000.00	Supplies and materials
10,000.00	Utilities
10,000.00	Insurance
10,000.00	Other
	<u>Section III. Excess expenditure</u>
	<u>Section IV. Revenues</u>
10,000.00	General revenue
10,000.00	Special revenue
10,000.00	Other
10,000.00	Transfer from other sections
10,000.00	Transfer to other sections
10,000.00	Other



# FONDS ROCKEFELLER

## COMPTE CONFERENCE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES. ANNEE 1940

### A. DOLLARS

#### Recettes :

Solde au 31 décembre 1939 .....	18.476,26	
Recettes effectuées en 1940 .....	<u>13.300,59</u>	
	31.776,85	31.776,85

#### Dépenses :

Conversion de Dollars en Francs ....	10.150	
Payements en Dollars .....	<u>60,87</u>	
	10.210,87	<u>10.210,87</u>
Solde au 31 décembre 1940 .....		21.565,98

### B. FRANCS

#### Recettes :

Solde au 31 décembre 1939 .....	90.985,12	
Conversion de 10.150 dollars .....	<u>452.736,95</u>	
	543.722,07	543.722,07

#### Dépenses :

Payements effectués en 1940 .....	<u>538.886,52</u>	
Solde au 31 décembre 1940 .....		4.835,55

STATE OF NEW YORK

Page 1

Section 1

Section 2

Section 3

Section 4

Section 5

Section 6

Section 7

Section 8

Section 9

Section 10

Section 11

Section 12

Section 13

Section 14

Section 15

Section 16

Section 17

# DEPENSES EFFECTUEES PENDANT L'ANNEE 1940

	DOLLARS	FRANCS
<u>Chapitre I. Secrétariat</u>		
Traitements .....		146.803,02
Voyages .....		17.359,90
Frais de bureau .....		75.308,85
Divers .....		88.983,40
<u>Chapitre II. Coordination et recherches</u>		
Appointements .....		50.720,60
Voyages .....		17.001,85
Réunions et Conférences .....		20.918,85
Recherches .....		2.214,65
Divers .....	60,87	"
<u>Chapitre III. Etudes nationales</u> .....	"	"
<u>Chapitre IV. Publications</u>		
Peaceful change .....		37.476,75
Politiques économiques et Paix .....		82.098,65
Conversion en francs .....	10.150	
	10.210,87	538.886,52





# FONDS ROCKEFELLER

## COMPTES PROBLEMES DANUBIENS . ANNEE 1940

### A. DOLLARS

#### Recettes

Solde au 31 décembre 1939 .....	3.665		
Recettes effectuées en 1940 ...	<u>4.000</u>		
	7.665 ...		7.665

#### Dépenses

Conversion de dollars en francs	2.700		
Payements en dollars .....	<u>500</u>		
	3.200 ...		<u>3.200</u>
Solde au 31 décembre 1940 ...			4.465

### B. FRANCS

#### Recettes

Solde au 31 décembre 1939 .....	3.192,70		
Conversion de 2.700 dollars ....	<u>117.842,50</u>		
	121.035,20		121.035,20

#### Dépenses

Payements effectués en 1940 .....	<u>120.506,83</u>		
Solde au 31 décembre 1940 ..			528,37

STATE OF NEW YORK

1911

REVENUE

Amount of the year 1911

Amount of the year 1910

1911

REVENUE

Amount of the year 1911

Amount of the year 1910

1911

Amount of the year 1910

1911

REVENUE

Amount of the year 1911

Amount of the year 1910

1911

REVENUE

Amount of the year 1911

Amount of the year 1910



# DEPENSES EFFECTUEES PENDANT L'ANNEE 1940

	DOLLARS	FRANCS
Chapitre I. Secrétariat .....		66.499,75
Chapitre II. Subventions aux Experts ....	500	52.744,50
Chapitre III. Imprévu .....		1.262,58
Conversion de dollars en francs .....	2.700	
	3.200	120.506,83

STANDARD COST	ACTUAL COST	
100.00	100.00	Chapter I. Introduction
100.00	100.00	Chapter II. Methods of Costing
100.00	100.00	Chapter III. Cost Accounting
100.00	100.00	Chapter IV. Cost Control
100.00	100.00	Chapter V. Cost Reduction
100.00	100.00	Chapter VI. Cost Comparison
100.00	100.00	Chapter VII. Cost Analysis
100.00	100.00	Chapter VIII. Cost Forecasting
100.00	100.00	Chapter IX. Cost Budgeting
100.00	100.00	Chapter X. Cost Auditing
100.00	100.00	Chapter XI. Cost Accounting Systems
100.00	100.00	Chapter XII. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XIII. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XIV. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XV. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XVI. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XVII. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XVIII. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XIX. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XX. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXI. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXII. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXIII. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXIV. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXV. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXVI. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXVII. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXVIII. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXIX. Cost Accounting in the Lumber Industry
100.00	100.00	Chapter XXX. Cost Accounting in the Lumber Industry

FONCTIONNAIRES DEMEURANT EN ZONE OCCUPEE N'AYANT PAS  
ENCORE PERCU L'INDEMNITE QUI LEUR A ETE ALLOUEE PAR L'INSTITUT  
INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

---

Monsieur BRIOD, demeurant à Paris, qui a demandé un délai.

Monsieur LE ROY, sujet britannique

Mademoiselle RIGAUD, débitrice d'une somme supérieure à celle  
qui lui est due. N'a pas répondu à la lettre  
lui demandant l'apurement de son compte.

Monsieur TABURET. N'a pas répondu à la lettre l'invitant à se  
présenter à la Caisse.



THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
CHICAGO, ILLINOIS  
JANUARY 1, 1900

---

DEAR MR. BROWN,  
I have just received your letter of the 29th inst. and am  
glad to hear that you are still interested in the  
study of the history of the United States. I am  
sorry that I cannot do more for you at present, but  
I will do what I can. I have a number of books  
on the subject which I will send you by mail.  
I am, very respectfully,  
Yours,  
J. H. BROWN

*Cardo M. Dalma*

Monsieur DALMA n'a jamais été fonctionnaire de l'Institut de Coopération intellectuelle. Il était simplement agent de liaison entre le Gouvernement Yougoslave et l'Institut et touchait, de temps en temps, une modeste indemnité. J'ai relevé les sommes touchées par Monsieur DALMA en 1938. 1939 et 1940:

1938

7 juin .....	500	(	
24 octobre .....	500	(	..... 1.000

1939

13 janvier .....	500	(	
8 mars (traduction)	<del>200</del>	(	
15 mai .....	500	(	
26 juin (traduction)	<del>100</del>	(	
12 décembre .....	500	(	..... 1.500

1940

16 mars .....	500	(	
22 avril .....	<del>250</del>	(	
20 mai .....	500	(	..... 1.000

Monsieur DALMA semble n'avoir aucun droit pour 1940? Toutefois M. WEISS lui ayant avancé de ses propres denier une somme de 2.000 f il semblerait équitable de rembourser cette somme à M. WEISS sur production, bien entendu, du reçu de M. DALMA.

Monsieur DALLA n'a jamais été fonctionnaire de l'Institut de  
 Géographie intellectuelle. Il a été simplement agent de liaison  
 entre le Gouvernement Yougoslave et l'Institut et, pendant ce temps,  
 on compte, une modeste indemnité. J'ai relevé les sommes versées  
 par Monsieur DALLA en 1933 et 1934 :

					<u>1933</u>
			500	7 Juin .....	{
			500	24 octobre .....	
1.000	.....		500		

1934

12 Janvier .....	500	{	500	{	1.500
8 Mars (extension)	500		500		
15 Mai .....	500		500		
30 Juin (extension)	500		500		
12 décembre .....	500		500		

1935

12 Mars .....	500	{	500	{	1.500
22 Avril .....	500		500		
30 Mai .....	500		500		

Monsieur DALLA n'a jamais été agent de liaison pour l'Institut  
 de Géographie intellectuelle. Ses propres dépenses ont été de 1.000  
 il a été le principal de transporter cette somme à l'Institut  
 institution, sans encaissement, en 1935.



# CAS DE Melle CIVELLI

Melle CIVELLI a été licenciée en même temps qu'un certain nombre de fonctionnaires de l'Institut, à la date du 30 septembre 1939. Elle a touché l'indemnité réglementaire de licenciement, (soit un mois de traitement) fixé par la lettre de préavis (Décision de M. le Directeur BONNET en date du 20 septembre 1939).

Melle CIVELLI n'a jamais été réintégrée dans les cadres de l'Institut, mais à différentes reprises, par décisions successives de M. le Directeur BONNET, Melle CIVELLI a été autorisée à effectuer divers travaux pour le Service juridique de l'Institut.

J'ai relevé sur les états de dépenses les sommes qui lui ont été payées du 6 novembre 1939 au 4 juin 1940 (date du dernier paiement effectué) et dont voici le détail :

6 novembre 1939	Pour une traduction .....	630
8 décembre 1939	Instruction de M. le Directeur du 7 décembre 1939 .....	1.000
7 décembre 1939	Pour une réunion du Comité d'Entente des Grandes Associations internationales ....	210
15 janvier 1940	Travaux effectués à la demande du Conseiller juridique, décembre 1939 (Instruction de M. le Directeur BONNET ).....	1.000
16 janvier 1940	Traduction .....	40
23 février 1940	Traduction .....	45
11 mars 1940	Sur la demande de M. WEISS, Melle CIVELLI a touché pour 55 heures environ de travail effectuées en janvier au Service juridique la somme de ..... (Salaire horaire de 10 frs)	550
19 mars 1940	Instruction de M. BONNET. Indemnité pour la collaboration apportée au Service juri- dique en février .....	400
12 avril 1940	Indemnité de 400 francs pour collaboration au Service juridique en mars .....	400
10 mai 1940	Indemnité de 400 francs pour le mois d'avril	400
20 mai 1940	Traduction .....	97,50
4 juin 1940	Indemnité de 400 francs pour le mois de mai (Décision spéciale de M. le Directeur BONNET)	400

Depuis sa radiation des cadres, Melle CIVELLI ayant été payée, soit au salaire horaire, soit à un tarif forfaitaire fixé chaque fois par M. le Directeur BONNET ne saurait prétendre à une indemnité mensuelle pendant la période d'inactivité de 11 mois (juin 1940 à mai 1941). Mais tenant compte de ce que Melle CIVELLI a prêté son concours à M. WEISS, au début de 1941, pour l'envoi de lettres recommandées au Personnel de l'Institut, pour l'expédition de rapports et de divers documents, il me paraîtrait équitable de lui allouer à ce titre une somme forfaitaire de ..... en plus de l'indemnité fixé de 100 francs par année de service qu'elle a déjà touchée, comme tous les autres fonctionnaires licenciés.



FONCTIONNAIRES DEMEURANT EN ZONE NON OCCUPEE N' AYANT  
PAS ENCORE RECU L'INDEMNITE QUI LEUR A ETE ALLOUEE PAR L'INSTITUT  
INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

---

1° - Fonctionnaires n'ayant pas répondu à la lettre leur annonçant  
l'octroi de cette indemnité :

Madame COLLIN

Madame MAX

2° - Fonctionnaires dont il n'a pas encore été possible de connaître  
l'adresse :

Madame NIESTLE

Madame PASTRE *payé*

Madame BEREKOVITCH

Melle HERZFELD

Melle WALBRIDGE

Monsieur CHARLES-HENRY *payé*



LETTER-HEAD OF THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY, ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

125 WEST 47TH STREET, NEW YORK 19, N. Y.

TO THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY, ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

FOR THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY, ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

NEW YORK

1950

TO THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY, ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

FOR THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY, ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

NEW YORK

1950

NEW YORK

1950

NEW YORK

1950



FONCTIONNAIRES DEMEURANT EN ZONE NON OCCUPEE AYANT RECU  
LES INDEMNITES QUI LEUR AVAIENT ETE ALLOUEES PAR L'INSTITUT INTER-  
NATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

---

Madame ZIFFERER, Le Puy

Mademoiselle ROSTAN, Aix-en-Provence

Monsieur BERNÉ de CHAVANNES, Vichy

Paris, le 2 janvier 1942



PROVINCIAL DEPARTMENT OF AGRICULTURE

THE IMPROVEMENT OF THE LANDS OF THE PROVINCE

SECTION OF THE DEPARTMENT OF AGRICULTURE

---

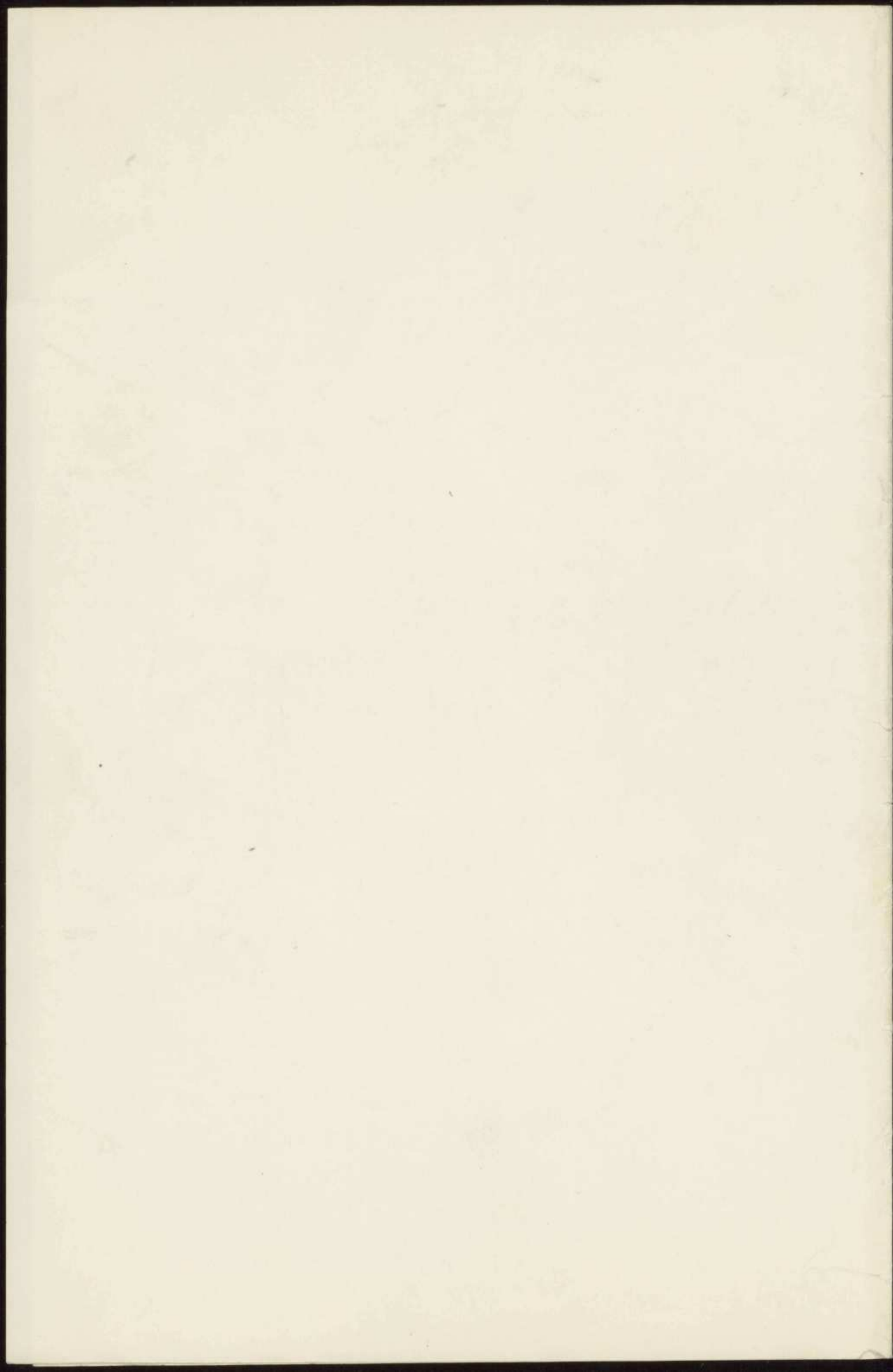
PROVINCIAL DEPARTMENT OF AGRICULTURE

SECTION OF THE DEPARTMENT OF AGRICULTURE

PROVINCIAL DEPARTMENT OF AGRICULTURE

PROVINCIAL DEPARTMENT OF AGRICULTURE





INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

---

Point III (a et b) de l'ordre du jour

---

SITUATION FINANCIERE DE L'INSTITUT  
DEPUIS LE 1er FEVRIER 1945

---

EXPOSE DU DIRECTEUR PAR INTERIM

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that this is essential for the proper management of the organization's finances and for ensuring transparency in all dealings.

2. The second part of the document outlines the various methods used to collect and analyze data. It describes how this information is used to identify trends, assess performance, and make informed decisions about future operations.

3. The third part of the document focuses on the role of the management team in overseeing the implementation of these strategies. It highlights the need for clear communication, effective delegation, and regular monitoring of progress.

4. The fourth part of the document addresses the challenges faced by the organization and offers practical solutions to overcome them. It stresses the importance of flexibility and innovation in responding to changing market conditions.

5. The fifth part of the document provides a summary of the key findings and recommendations. It concludes by reiterating the commitment to excellence and the pursuit of long-term success through strategic planning and diligent execution.



Pendant l'occupation allemande, la comptabilité de l'Institut a été régulièrement et librement tenue.

Elle a été, non moins régulièrement, vérifiée par le Commissaire aux Comptes et chaque vérification a donné lieu, de la part de celui-ci, à un rapport.

En raison des circonstances, le budget de l'année 1940 a été, par tacite reconduction, exécuté jusqu'au 30 septembre 1941, époque à partir de laquelle les services du Ministère français des Affaires Etrangères établissaient un nouveau budget. Depuis lors et jusqu'au 31 décembre 1944, le budget de l'Institut a été approuvé chaque année par ces mêmes services.

Durant cette période l'activité financière de l'Institut a été s'amenuisant d'année en année.

En 1940, outre la subvention française, il a été encaissé la subvention de la Colombie (afférente à l'année 1939), celle des Pays-Bas et celle de l'Union Sud-Africaine. A partir de l'année 1941 seule la subvention française a été versée partiellement.

Mais les autres Recettes, (publications et intérêts des fonds déposés en Banques) ont été de peu d'importance. Si, en 1940 elles se sont élevées à 187.301 francs, elles n'ont été que de 9.764 francs en 1941, 26.795 francs en 1942, 26.183 en 1943 et 29.756 francs en 1944. Dans ces Recettes, celles provenant de la vente des publications figurent pour 51.756 francs en 1940, 528 francs en 1941, 1.249 francs en 1942, 10.004 francs en 1943 et 14.272 francs en 1944.

Quant aux dépenses elles ont été liquidées et payées au fur et à mesure de leur justification.

D'autre part, les différents comptes se sont soldés, en définitive, par un excédent de Recettes sur les Dépenses de 318.686 francs à la clôture de l'Exercice 1944.

Cette somme, le Commissaire aux Comptes a proposé de l'affecter au remboursement au Fonds de Réserve des 104.315 francs utilisés en Juin 1942 pour payer à certains fonctionnaires de l'Institut une indemnité égale à 3 mois de traitement.

D'un autre côté, le retard apporté en 1945 au versement de la subvention promise par le Gouvernement français nous a mis dans l'obligation de faire appel, pour la deuxième fois, à ce même Fonds de Réserve. Le nouvel emprunt s'étant élevé à 295.685 francs a donc été égal au montant de ce qui, sur ce fonds, se trouvait disponible.

En conséquence, nous demandons au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver ces deux prélèvements, étant bien entendu que le Fonds de Réserve sera remboursé dans sa totalité dès que la subvention annoncée aura été encaissée.

Je tiens à revenir ici sur le fait que pour les exercices 1941, 1942, 1943, 1944 la France a versé respectivement 391.123, 318.860, 362.000 et 402.000 Frs, soit au total 1.473.783 Frs au lieu de 8 millions, ce qui, indépendamment des autres subventions nationales, fait à l'Institut une créance considérable. Je pense que le Conseil d'Administration sera d'accord que nous devons en poursuivre le recouvrement.

Pour l'année 1945, l'Institut a reçu effectivement du Gouvernement français la somme de trois millions de francs.

A la date du 30 Septembre 1945, la situation financière de l'Institut se présentait ainsi :

Actif .....	3.680.328 Frs
Passif .....	3.506.681 "

Disponibles ... 173.647 Frs

Les paiements effectués du 1er Janvier au 30 septembre 1945 s'élèvent à 2.826.679 francs.

Ils se décomposent ainsi :

Chapitre 1er.-

Personnel (Radio-Monde excepté) ..... 1.683.639

Chapitre II.-

A) Conférences internationales .....	17.990
B) Radio-Monde .....	722.315
C) Publications .....	2.525
D) Frais de bureau et achat de livres	224.271

Chapitre III.-

A) Frais de gestion et représentation	28.720
B) Charges sociales .....	46.752

Chapitre IV.-

Entretien des bâtiments et du Mobilier 100.467

Total .. 2.826.679

Les dépenses du seul mois de septembre ont été de 603.089 francs. Beaucoup plus importantes sont celles à prévoir pour le mois d'octobre et les mois suivants.

Le Gouvernement français a manifesté jusqu'ici le désir de soutenir l'Institut au fur et à mesure de son développement



et en attendant qu'il soit pris en charge par la nouvelle Organisation de Coopération intellectuelle des Nations-Unies. Nous devons recevoir ce mois-ci une somme de trois millions, pour finir l'année en cours et il sera inscrit au budget de 1946 du Gouvernement français une subvention de 12 millions, répondant au projet approximatif suivant :

PROJET DE BUDGET MINIMUM POUR 1946

Chapître I.-

Personnel ..... 3.500.000

Chapître II.-

A) Conférences internationales ..... 2.000.000  
B) Radio-Monde ..... 1.200.000  
C) Publications ..... 500.000  
D) Frais de bureau ..... 250.000

Chapître III.-

A) Frais de gestion et représentation 400.000  
B) Charges sociales ..... 150.000

Chapître IV.-

Entretien des bâtiments et du Mobilier, Chauffage et Eclairage ..... 700.000

Total ....12.000.000

Ce budget ne peut représenter l'activité totale de l'Institut pour 1946, mais seulement l'activité minimum garantie par le Gouvernement français. Cette activité sera fonction des décisions de la prochaine Conférence de Londres et de l'appui financier qu'apporteront l'Organisation des Nations Unies et les institutions privées qui voudront bien nous garder leur confiance. Rappelons que nous avons à poursuivre auprès du Gouvernement français le recouvrement des 5 millions et demi non versés au cours de la guerre 1939-1945, et qui s'ajouteraient aux recettes de cet exercice.

Dans l'avenir des projets de budget détaillés seront soumis pour des périodes de trois mois au Comité Directeur que le Conseil d'Administration voudra bien désigner.



It is a pleasure to have you here, and I hope you will find the trip well worth the effort. The weather is just what we need, and the scenery is beautiful. I am sure you will enjoy it all.

I am sure you will find the trip well worth the effort. The weather is just what we need, and the scenery is beautiful. I am sure you will enjoy it all.

I am sure you will find the trip well worth the effort. The weather is just what we need, and the scenery is beautiful. I am sure you will enjoy it all.

I am sure you will find the trip well worth the effort. The weather is just what we need, and the scenery is beautiful. I am sure you will enjoy it all.

I am sure you will find the trip well worth the effort. The weather is just what we need, and the scenery is beautiful. I am sure you will enjoy it all.

I am sure you will find the trip well worth the effort. The weather is just what we need, and the scenery is beautiful. I am sure you will enjoy it all.

I am sure you will find the trip well worth the effort. The weather is just what we need, and the scenery is beautiful. I am sure you will enjoy it all.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

---

Point III (a) de l'Ordre du Jour

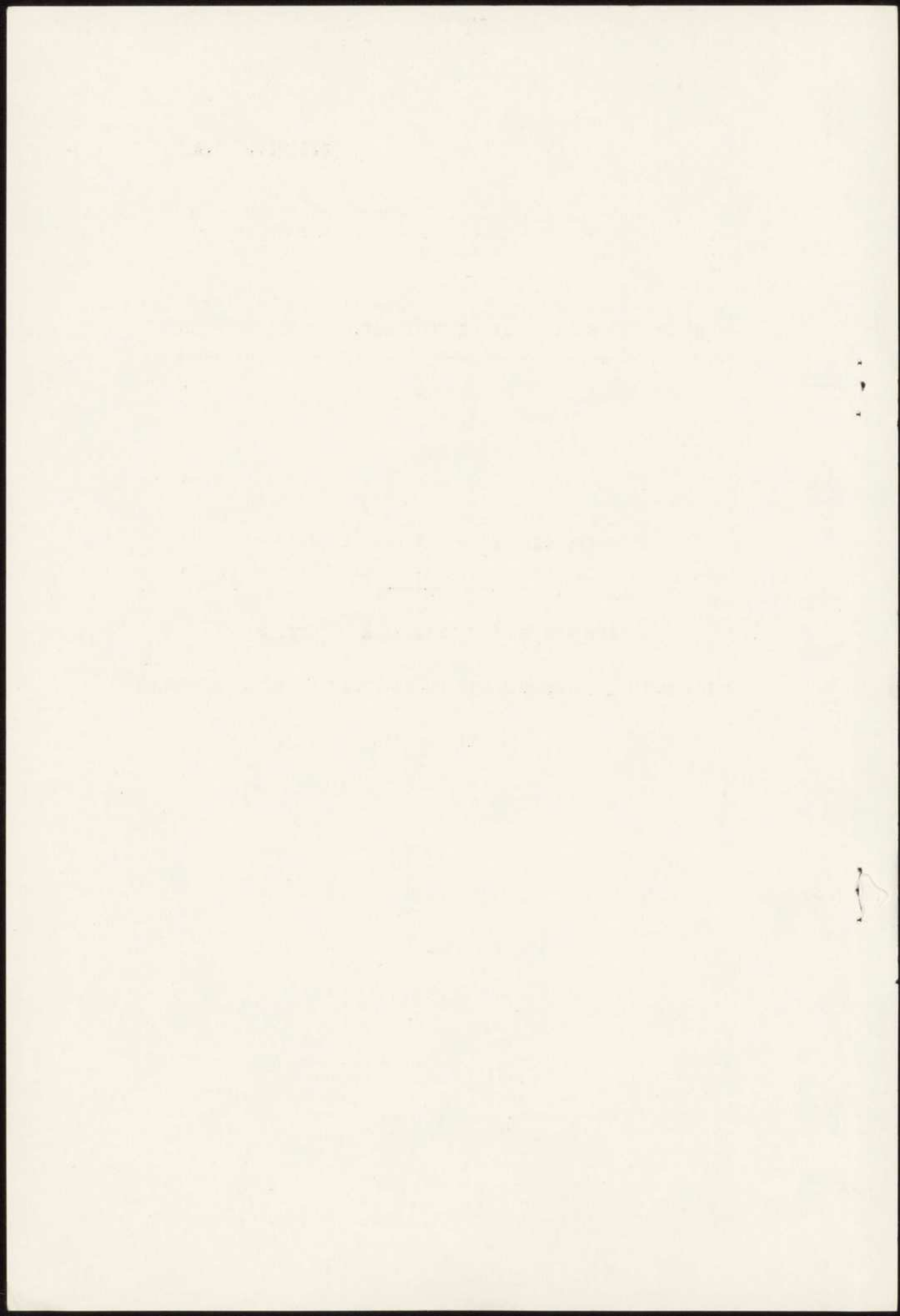
---

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

de 1941 à 1945

---





## EXERCICE 1940 - 1941

Paris, le 13 Septembre 1941

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Le présent rapport expose les résultats de la gestion que j'ai vérifiée. Il comprend deux parties :

- 1) Comptes de l'exercice 1940 clos le 31 mars 1941.
- 2) Situation financière de l'Institut à la date du 31 août 1941.

### 1) COMPTES DE L'EXERCICE 1940

**A. Recettes.** Les recettes de l'exercice 1940 se sont élevées à 2.472.494,05 (Voir état annexe N° 3). Ce chiffre est inférieur de 844.655,95 aux prévisions budgétaires, par suite du non paiement des subventions de différents Etats et du faible produit de la vente des Publications. Seuls, parmi les dix neuf Etats cotisants, la France, les Pays-Bas et l'Union Saa-Africaine ont payé leur subvention. En outre, la Colombie a versé une cotisation arriérée (Exercice 1939) montant à 12.838,50. D'autre part, les recettes diverses évaluées dans les prévisions budgétaires à 520.000 francs n'ont produit que 187.301 francs.

Détail :

1) Vente des publications .....	51.756,22
2) Remboursements divers (Communications téléphoniques, entretien des locaux, polycopie, frais de bureau, frais de port) .....	73.206,85
3) Contribution à des frais de publications et de Conférences .....	32.295
4) Intérêts des capitaux placés .....	27.832,93
5) Vente d'objets hors d'usage (vieux papier) .....	2.180,
	<hr/>
	187.301,00

**B. Dépenses.** Les dépenses de l'Institut ont atteint au cours de l'exercice 1940 la somme de 1.563.338,33, inférieure de 1.753.811,67 aux prévisions budgétaires (Voir tableau annexe N° 4). En réalité, l'Institut n'a fonctionné normalement que le premier semestre de l'année 1940. En raison des événements les dépenses du second semestre n'ont guère consisté que dans les traitements du Personnel. Ces traitements ont été payés intégralement aux fonctionnaires présents à Paris. Il serait juste, à mon avis, de traiter de la même façon les fonctionnaires, d'ailleurs peu nombreux,

résidant en zone occupée.

Si les crédits figurant aux différents postes du budget demeurent en partie disponibles, je dois faire observer qu'il en est autrement de celui concernant le chapitre "Publications". Celui-ci, par contre, a été dépassé. Le crédit ouvert sous cette rubrique est de 300.000 francs et le relevé des factures qui ont fait l'objet de mon examen s'élève à 332.963<sup>f</sup>,25, soit un dépassement de crédit de 32.963<sup>f</sup>,25.

Je ferai observer aussi que, si les dépenses engagées sur ce chapitre s'élèvent à 332.963<sup>f</sup>,25 il n'a été payé, en réalité que 89.648 francs.

Les factures restant à solder s'élèvent à 243.315<sup>f</sup>,25. Il serait de sage administration de les régler le plus vite possible, puisque les disponibilités de trésorerie le permettent.

#### GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

Ainsi que le montre le tableau n° 6, l'Institut a également des recettes et dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Ces comptes comprennent d'abord le Fonds de Réserve s'élevant à 400.000 francs sur lequel aucune dépense n'a été engagée.

Les fonds provenant de la Dotation Carnegie et de la Fondation Rockefeller s'élevant au 31 décembre 1940 à \$ 33.880,98 sont immobilisés au Crédit Commercial de France.

Ce dépôt ne manquera pas d'appeler l'attention des Autorités chargées de la Direction de l'Institut qui prendront les dispositions utiles lorsque les circonstances le permettront.

Je signalerai encore les fonds versés à l'Institut pour la publication de la Collection des Classiques de l'Amérique latine s'élevant à la même date du 31 décembre 1940, à 63.127<sup>f</sup>,60. Quelques factures restent encore à payer.

Les sommes peu importantes des autres comptes figurant à l'état n° 6 sont disponibles.

#### CONCLUSION

Sous réserve des observations de pure forme notées dans le présent rapport, la comptabilité soumise à ma vérification révèle une bonne gestion, faite avec méthode, malgré les difficultés rencontrées au cours de l'année.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1940.

Le Commissaire aux Comptes:

Signé: P. Tisseau  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international  
de Coopération intellectuelle.



EXERCICE 1941 - 1942

Paris, le 13 mai 1942

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée.

Ainsi qu'on le constatera, il n'y a pas eu pour l'exercice 1941, qui vient de se clore le 31 mars dernier, de budget établi, puisque, par suite des circonstances, le Conseil d'administration n'a pu se réunir. Les services administratifs de l'Institut ont en quelque sorte "reconduit" le budget de l'exercice précédent (voir tableau N° 2), en considérant comme régulièrement ouverts les crédits reportés de cet exercice et en affectant les ressources nouvelles de 1941 à l'augmentation des chapitres qui, prévus pour un seul exercice, devaient forcément se trouver insuffisants (voir tableau N° 4 - Etat des crédits supplémentaires).

Cette procédure tout à fait exceptionnelle ne se produira d'ailleurs plus, puisque un budget approuvé par le Département a été arrêté pour l'exercice en cours (exercice 1942).

A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1941 (voir annexe 3) s'établissent de la manière suivante :

1) Subvention des Etats :

France ..... 391.123,-

2) Recettes diverses ..... 9.764,14

Total..... 400.887,14

Les chiffres des recettes diverses se décomposent comme suit :

1) Part contributive du Service d'Action Artistique à l'étranger dans la consommation d'eau de source..... 1.878,40

2) Vente d'objets hors d'usage..... 456,-

3) Intérêts des capitaux placés..... 6.900,79

4) Vente des Publications..... 528,95

Total..... 9.764,14



Les recettes de l'exercice 1941 ajoutées au boni de l'exercice 1940 ( 921.932,45) ont ainsi permis à l'Institut de fonctionner.

#### B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1941 (voir état N° 5) se sont élevées à 1.141.036,70. Elles comprennent le montant des traitements de tout le Personnel de l'Institut du 1er janvier au 30 septembre 1941 et celui du personnel maintenu à partir du 1er octobre. A cette date, en effet, les contrats n'ont pas été renouvelés, et le personnel secondaire a été licencié suivant les règles prescrites par le Statut. Des indemnités de licenciement s'élevant à une somme de 37.800 francs ont été accordées aux fonctionnaires remerciés. Seuls ont été maintenus 3 d'entre eux, et une sténo-dactylographe, chargés de l'expédition des affaires courantes, de la conservation et de la garde du matériel, ainsi que le concierge de l'Institut.

Je n'ai pas d'observations à présenter sur les différents chapitres "Dépenses". Au cours de ma dernière vérification (voir rapport du 16 septembre 1941) j'avais relevé un dépassement de crédit de 32.963,25 au § "Publications" mais je suis heureux de constater qu'à la suite de réductions obtenues sur les divers mémoires d'imprimeurs par l'Econome de l'Institut, ce dépassement disparaît.

Je note également que les factures importantes de fournisseurs ont été payées. Seul un imprimeur n'a pu être réglé en raison des circonstances actuelles (Saisie-arrêt sur le papier d'imprimerie mis à sa disposition par l'Institut). Sa créance qui s'élève à 117.000 frs, compte non tenu des abattements à prévoir, sera payée sur le boni de l'exercice clos, (boni s'élevant à 181.782,89, voir annexe 6). Ce paiement fait, le reliquat définitif de l'exercice 1941 sera donc de 64.000 francs environ.

---

#### GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

Ainsi que j'ai déjà noté dans mon rapport de l'an dernier, l'Institut a également des recettes et dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Leur nomenclature figure à l'état annexe N° 7. Au cours de l'exercice que je viens de vérifier les dépenses n'ont été payées que sur 3 de ces comptes :

- 1) Fondation Rockefeller: Subvention pour l'organisation de la Conférence des Hautes Etudes internationales et la Publication des Travaux de cette Conférence.  
(Factures qui restaient à solder)..... 49.775,54
- 2) Versement en dépôt à la Caisse de l'Institut de traitements et indemnités non émargés..... 10.975,-
- 3) Fondation Rockefeller - Conférence des Hautes Etudes internationales..... 1.000,- \$

En ce qui concerne le compte dollars actuellement bloqué figurant dans la 2ème partie du tableau annexé N° 7, je ne puis que renouveler mes observations de l'an dernier.

---

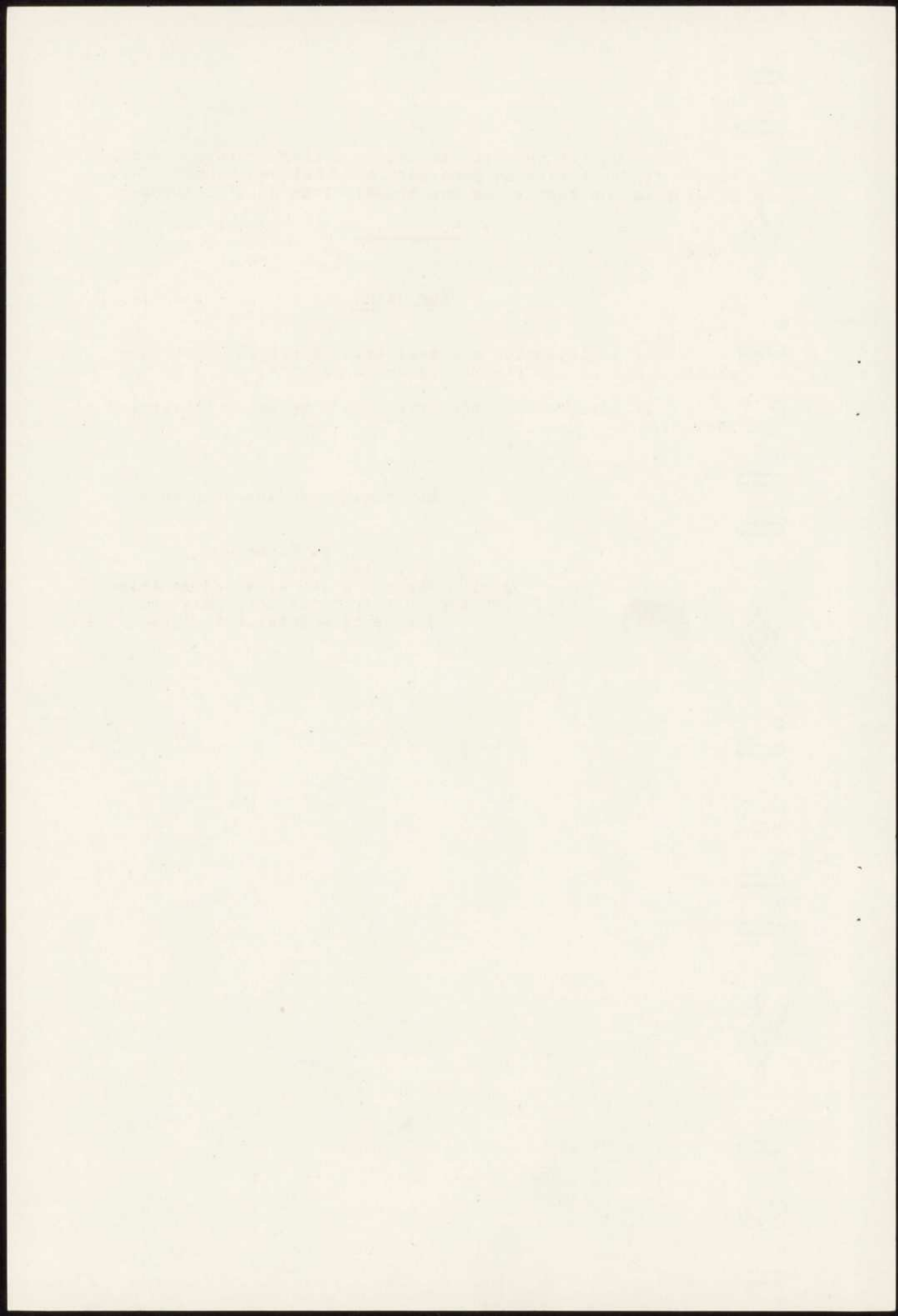
CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables soumis à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1941.

Le Commissaire aux Comptes :

Signé: P. Tisseau  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services Administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle.





EXERCICE 1942 - 1943

Paris, le 28 mai 1943

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée :

A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1942 (Voir annexe n° 3) s'établissent de la manière suivante :

1) Subvention des Etats :

France..... 318.660,-

2) Recettes diverses..... 26.795,10

Total..... 345.455,10

Les 26.795,10 de recettes diverses se décomposent comme suit:

1) Vente de Publications..... 1.249,17

2) Vente de vieux papiers..... 1.048,-

3) Annulation d'une somme prévue pour indemnité de licenciement..... 1.600,-

4) Intérêts des Comptes courants. .... 13.983,93

5) Don..... 8.914,-

Total..... 26.795,10

B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1942 (Voir état annexe N° 5) se sont élevées à 368.842,03 soit un excédent sur les recettes de 23.386,93. Mais comme le boni de l'exercice 1941 se chiffre à 181.782,89, le résultat définitif de l'exercice 1942 est en excédent de recettes de 158.395,95 ainsi que l'établit l'état annexe N° 6.

L'excédent de dépenses ci-dessus constaté est dû à trois paiements sur exercices clos que l'Institut a dû effectuer. L'un de ces paiements s'élevant à 79.270 francs liquide une ancienne facture de l'Imprimerie Jouve et Cie, qui n'avait pu être réglée, ainsi que je l'ai expliqué dans mon rapport de l'an dernier par suite de saisie-arrêt sur le papier mis à la disposition de l'imprimeur par l'Institut. Un autre paiement s'élevant à 2.688 francs concerne une indemnité de repli due à un ancien fonctionnaire, non payée en 1940. Le 3ème se rapporte à une dette pour abonnements à diverses publications. Il s'élève à 543,35.

A l'heure actuelle toutes les factures de fournisseurs établies avant la guerre sont réglées.

### C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

Ainsi que je l'ai expliqué dans mes précédents rapports l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors-budget. Leur nomenclature figure à l'état annexe N° 7. Pendant l'exercice que je viens de vérifier des dépenses n'ont été effectuées que sur quatre de ces comptes. Je n'ai pas d'observation à présenter sur ces opérations. Je rappellerai seulement que la dépense de 104.315 francs engagée sur le Fonds de Réserve a servi à payer les indemnités de licenciement au personnel supérieur de l'Institut, indemnités qui avaient été accordées par le Département, après examen de chaque cas particulier.

### CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables soumis à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1942.

Le Commissaire aux Comptes :

Signé: P. Tisseau  
Ancien Préfet

Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle.



EXERCICE 1943 - 1944

Paris, le 23 mai 1944

En exécution des instructions de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai procédé à l'examen détaillé des Comptes de l'Institut international de Coopération intellectuelle, pour l'exercice 1943, examen prescrit par l'article 13 du Règlement financier. J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport, du résultat de la gestion que j'ai vérifiée.

A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1943 (voir annexe N° 3) s'établissent de la manière suivante :

1) Subvention des Etats :

France ..... 362.000 Frs

2) Recettes diverses ..... 26.163,75

Total ..... 388.163,75

Les 26.163,75 de recettes diverses se décomposent comme suit :

Vente de Publications ..... 10.004,90

Vente d'articles de papeterie hors  
d'usage ..... 1.070,-

Interêts des Capitaux placés ..... 15.088,85

Total ..... 26.163,75

B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1943 (voir état annexe N° 5) se sont élevées à 317.033 francs. Les recettes s'élevant à 388.163,75 présentent ainsi un excédent de 71.130,75. Comme l'exercice 1942 se clôturait lui-même avec un excédent de recettes de 158.395,96 ainsi que je l'ai constaté lors de ma vérification de l'an passé (Voir mon Rapport du 28 mai 1943), le résultat définitif de l'exercice 1943, clos le 31 mars dernier, présente un excédent de recettes de 229.526,71.

C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

Ainsi que je l'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des comptes spéciaux hors budget. Au cours de l'exercice écoulé aucune opération comptable n'ayant été faite à ce titre ainsi que l'établit l'état annexe N° 1, je n'ai



donc aucune observation à présenter sur ces comptes dont le solde reste le même qu'à la clôture de l'exercice précédent.

CONCLUSION

La vérification des registres et pièces comptables soumis à mon examen révèle une bonne gestion.

Je déclare donc réguliers les comptes de l'exercice 1943.

Le Commissaire aux Comptes:

Signé: P. Tisseau  
Ancien Préfet  
Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

EXERCICE 1944 - 1945

Paris, le 18 mai 1945

En execution de l'article 13 du Règlement financier de l'Institut international de Coopération intellectuelle et en vertu du mandat que j'ai reçu de Monsieur le Président du Conseil d'Administration agissant d'accord avec Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères (Lettre du 7 Mars 1941) j'ai procédé à l'examen détaillé de toutes les pièces comptables de l'exercice clos au 31 Mars dernier.

J'ai l'honneur de rendre compte dans le présent rapport du résultat de la gestion que j'ai vérifiée.

A. RECETTES

Les recettes de l'exercice 1944 (voir annexe N° 3) s'établissent de la manière suivante :

1) Subvention des Etats.

Sur les 19 Etats qui payaient leur cotisation avant la guerre, seule la France a versé en 1944: 402.000 Frs

2) Recettes diverses..... 29.756,50

Total..... 431.756,50

Les recettes diverses se décomposent comme suit :

Vente de Publications..... 14.272 Frs

Interêts des capitaux..... 15.484,50

Total..... 29.756,50

B. DEPENSES

Les dépenses de l'exercice 1944 (voir état annexe N° 4) se sont élevées à 342.597 Frs. Les recettes s'élevant à 431.756,50 présentent ainsi un excédent de 89.159,50.

Comme l'exercice 1943 se clôturait lui-même avec un boni de 229.526,71, ainsi que je l'ai constaté dans ma vérification de l'an passé (voir mon rapport au 23 Mai 1944), le résultat définitif de l'exercice 1944 clos le 31 Mars dernier, présente un excédent de recettes de 318.686,21.

DETAIL DES DEPENSES ENGAGEES AU CHAPITRE IMPREVU

Le Credit porté au § Imprevu est de 43.224 francs.

Il a été dépensé une somme de 36.724 francs se décomposant comme suit :

1) Frais de voyage et de séjour du Commissaire aux Comptes.....	15.756,-
2) Allocation exceptionnelle allouée aux fonctionnaires de l'Institut au titre de l'année 1944.....	20.968,-
	<hr/>
Total .....	36.724,-
	<hr/>
Reste.....	6.500,-

#### C. GESTION DES COMPTES SPECIAUX HORS BUDGET

Ainsi que je l'ai expliqué dans mes précédents rapports, l'Institut a des recettes et des dépenses afférentes à des Comptes spéciaux hors-budget. Ces comptes figurent à l'état annexe N° 5. Au cours de l'année 1944, sur les neuf rubriques que comportent ces comptes, une seule opération a été effectuée. Elle concerne, au § 8, le paiement d'un traitement à un fonctionnaire que les circonstances n'ont pas permis de régler plus tôt.

Je ferai observer qu'il reste encore à solder une somme de 56.771,71 de traitements et indemnités concernant d'anciens fonctionnaires.

Voici leur liste et la somme revenant à chacun d'eux :

1. M. BONNET .....	28.000	Frs
2. M. ESTABLIER .....	4.708	"
3. M. JACKSON .....	250	"
4. Melle ROTHBARTH .....	1.742	"
5. M. VRANEK .....	7.687	"
6. Mme COLLIN .....	1.400	"
7. Mme MAX .....	4.543	"
8. Mme NIESTLE .....	1.600	"
9. Mme BEREKOVITCH .....	1.500	"
10. Melle FLETCHER .....	3.141	"
11. Melle HERZFELD .....	500	"
12. Mme TABURET .....	1.100	"
13. Melle WALBRIDGE .....	600	"

---

56.771 Frs

Il serait souhaitable de régler au plus tôt cet arriéré.

En ce qui concerne la créance de Monsieur ESTABLIER s'élevant à 4.708 frs, j'ai le devoir de faire remarquer que ce fonctionnaire a perçu directement du Centre national de la Recherche Scientifique une somme de 15.000 francs destinée à l'Institut ainsi qu'il ressort d'une lettre du Directeur du Centre en date du 13 Mai 1942. Le Chef des Services administratifs n'a fourni sur cette affaire les renseignements suivants : "Lorsque M. ESTABLIER a donné sa démission au



mois de février 1941, il lui était dû :

1) Un mois de traitement, soit ..... 4.708,30

2) Aux termes de sa lettre d'engagement, le remboursement de ses frais de voyage et de déménagement de Paris à Burgos.

En raison des circonstances et de l'obligation où il s'est trouvé de quitter rapidement Paris, ce traitement et le montant de ses frais de rapatriement n'ont pu être versés à Monsieur ESTABLIER au moment de son départ.

C'est vraisemblablement pour cette raison qu'il a considéré les 15.000 Francs par lui perçus comme un acompte sur ce qui lui était dû par l'Institut".

Il y a là une irrégularité qu'il convient de réparer les correspondances postales étant maintenant permises. La Subvention du Centre national de la Recherche Scientifique n'ayant pas été versée dans la Caisse de l'Institut, n'a pu figurer au compte. Il y a donc lieu de demander sans retard à Monsieur ESTABLIER le relevé de ses frais de rapatriement et de déménagement et régler la dépense, tout en faisant les opérations comptables nécessaires.

Je dois signaler enfin les créances concernant deux fonctionnaires de l'Institut.

1) Monsieur GEESTERANUS ..... 5.000 Francs

2) Melle RIGAUD ..... 200 "

Ces créances proviennent de prêts faits par la Caisse. Les lettres recommandées réclamant le remboursement adressées à l'un et l'autre sont restées jusqu'à ce jour sans réponse.

#### FONDS DE RESERVE

Je crois devoir appeler l'attention des autorités supérieures de l'Institut sur le Fonds de Réserve qui fait l'objet du § 9 des comptes spéciaux. Une longue expérience a montré l'absolue nécessité de ce fonds que tous mes prédécesseurs ont recommandé. Diverses décisions du Conseil d'Administration en ont fixé le montant au dixième environ du budget annuel soit 400.000 francs.

Lors de la liquidation du personnel, en 1941, un emprunt s'élevant à 104.315 francs a dû être fait à ce fonds pour compléter le montant des indemnités de licenciement que le budget ordinaire n'avait pas les moyens de supporter.

Au moment où l'Institut reprend heureusement son essor, il serait, à mon avis, d'excellente administration de reconstituer l'intégralité dudit Fonds de Réserve dont l'Administration nouvelle, comme sa devancière, ne manquera pas d'apprécier l'utilité. Et puisque le boni de l'exercice clos s'élève à 318.686,21, il serait facile de prélever la somme nécessaire de 104.315 francs et de l'affecter à ce Fonds de Réserve ainsi reconstitué.

Des bruits ayant circulé, suivant lesquels l'Institut aurait mis à la disposition des allemands une somme de Cent mille dollars, le Commissaire aux Comptes a le devoir de faire justice de telles allégations.

L'Institut est détenteur de 33.325,98 \$ provenant des Dotations ROCKEFELLER et CARNEGIE. Ils figurent au Compte de l'exercice 1944 (voir annexe N° 6 bis). Ils figuraient déjà pour 33.880,98 \$ au 18 Mai 1940, c'est-à-dire, avant l'occupation. Pour liquider les dépenses engagées au début de l'année 1940, il a été nécessaire de vendre Mille dollars au mois de Février 1941, ce qui a ramené le compte, à cette date, à 32.880,98 \$. Mais un chèque de 445 \$, du 15 Avril 1939, régulièrement envoyé à son destinataire, n'ayant pas été inscrit par la Banque au débit du compte de l'Institut, le montant en a été ajouté au total ci-dessus ce qui porte à 33.325,98 \$, le total inchangé des Dollars appartenant à l'Institut. (Ci-après déclaration du Crédit Commercial de France).

Les bruits qui ont circulé sont donc sans aucun fondement.

COPIE DE LA LETTRE DU CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE  
A LA DATE DU 17 MAI 1945

INSTITUT INTERNATIONAL DE  
COOPERATION INTELLECTUELLE  
PARIS

Le 17 Mai 1945

Messieurs,

Comme suite à votre demande, nous vous informons que votre compte "DOLLARS" N° 569.214, présente, à ce jour, sur nos livres un solde de

\$ : 33.325,98

en votre faveur.

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

signatures illisibles.

INVENTAIRE DU MOBILIER

Un inventaire du Mobilier et des instruments de travail est tenu par les Services administratifs de l'Institut. La nomenclature des objets détériorés ou enlevés au cours de l'occupation allemande y figure. J'ai constaté que six machines à écrire et une grande table avaient été réquisitionnées. Par contre, les machines électriques à ronéographier ont été



sauvegardées ainsi que des quantités importantes de papier à ronéo et autres, propres à être utilisées dès la reprise de l'activité de l'Institut. Un assez grand nombre d'objets usagés devront aussi être rayés de l'Inventaire.

#### CONCLUSION

Je n'ai pas d'observations à présenter sur la tenue des écritures comptables. Les règles budgétaires et financières ont été ponctuellement suivies. Aucun virement n'a été opéré :

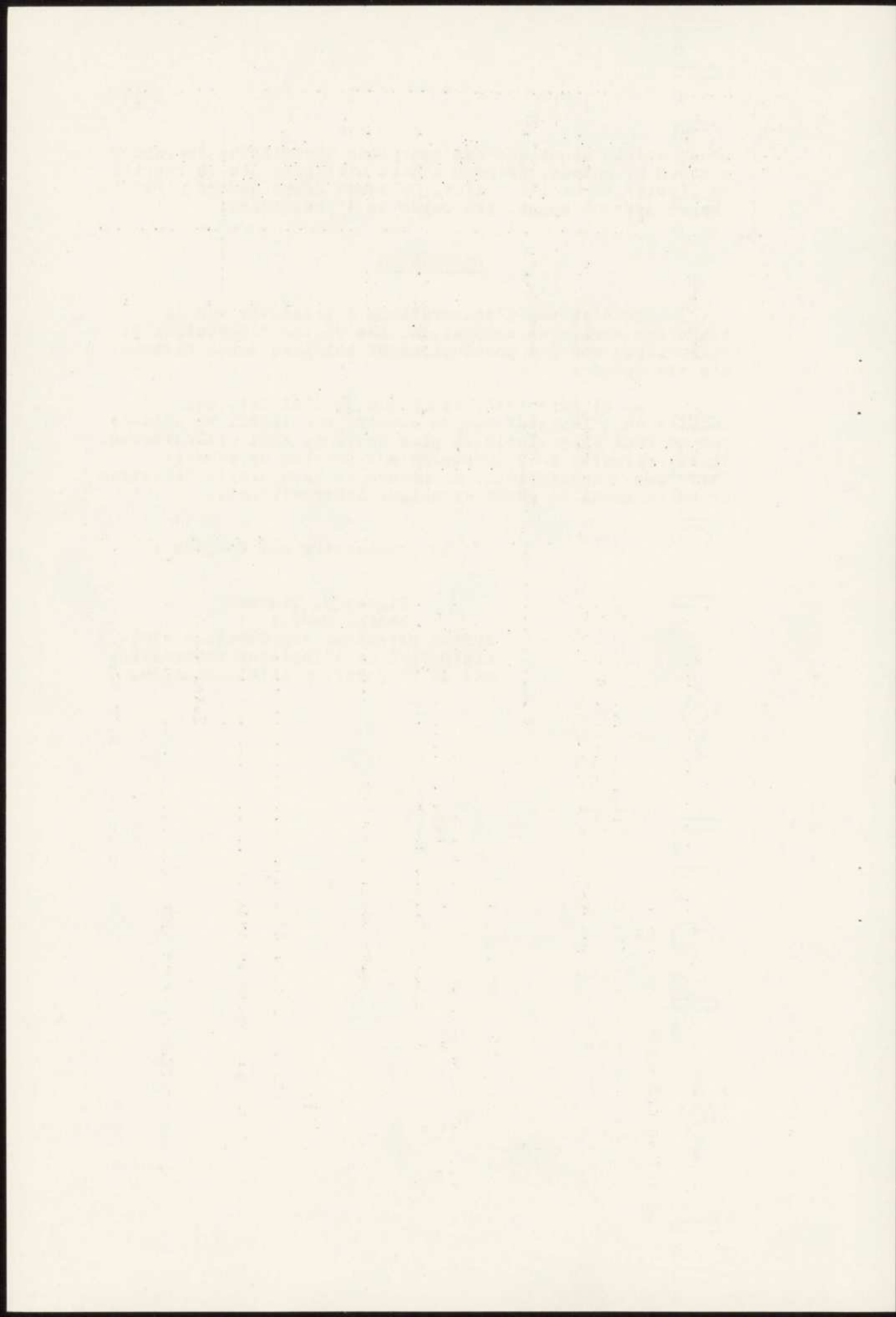
Au 31 Mars 1945, ainsi que je l'ai dit, les comptes de l'Institut que je déclare réguliers, se soldent par un boni appréciable de plus de Trois cent mille francs. Il est agréable au Commissaire aux Comptes de pouvoir faire ces constatations, au moment où la nouvelle Direction prend en mains le grand organisme international.

Le Commissaire aux Comptes :

Signé: P. Tisseau  
Ancien Préfet

Ancien Directeur des Services administratifs de l'Institut international de Coopération intellectuelle.





# SITUATION DE LA CAISSE AU 31 DECEMBRE 1944

Tableau N° 1

	Total	Services budgétaires	Services Hors-budget
<b>A - Compte francs</b>			
Solde au 31 Décembre 1943 .....	851.726,06	221.042,86	630.683,20
Recettes effectuées en 1944 :			
1) pour le compte de l'Exercice 1943 .....	16.305,85		
2) " " " 1944 .....	415.563,-		
3) " " des Services Hors-Budget....	1.350,-		
	433.218,85	431.868,85	1.350,-
Totaux .....	1.284.944,91	652.911,71	632.033,20
Dépenses effectuées en 1944 :			
1) pour le compte de l'Exercice 1943 .....	7.822,-		
2) " " " 1944 .....	335.695,-		
3) " " des Services Hors-Budget ...	27.916,-		
	371.433,-	343.517,-	27.916,-
Solde au 31 Décembre 1944 .....	913.511,91	309.394,71	604.117,20
<b>B - Compte colliers</b>			
Solde au 31 Décembre 1943 .....	33.325,98	"	33.325,98
Recettes effectuées en 1944 .....	"	"	"
Total .....	33.325,98	"	33.325,98
Dépenses effectuées en 1944 .....	"	"	"
Solde au 31 Décembre 1944 .....	33.325,98	"	33.325,98

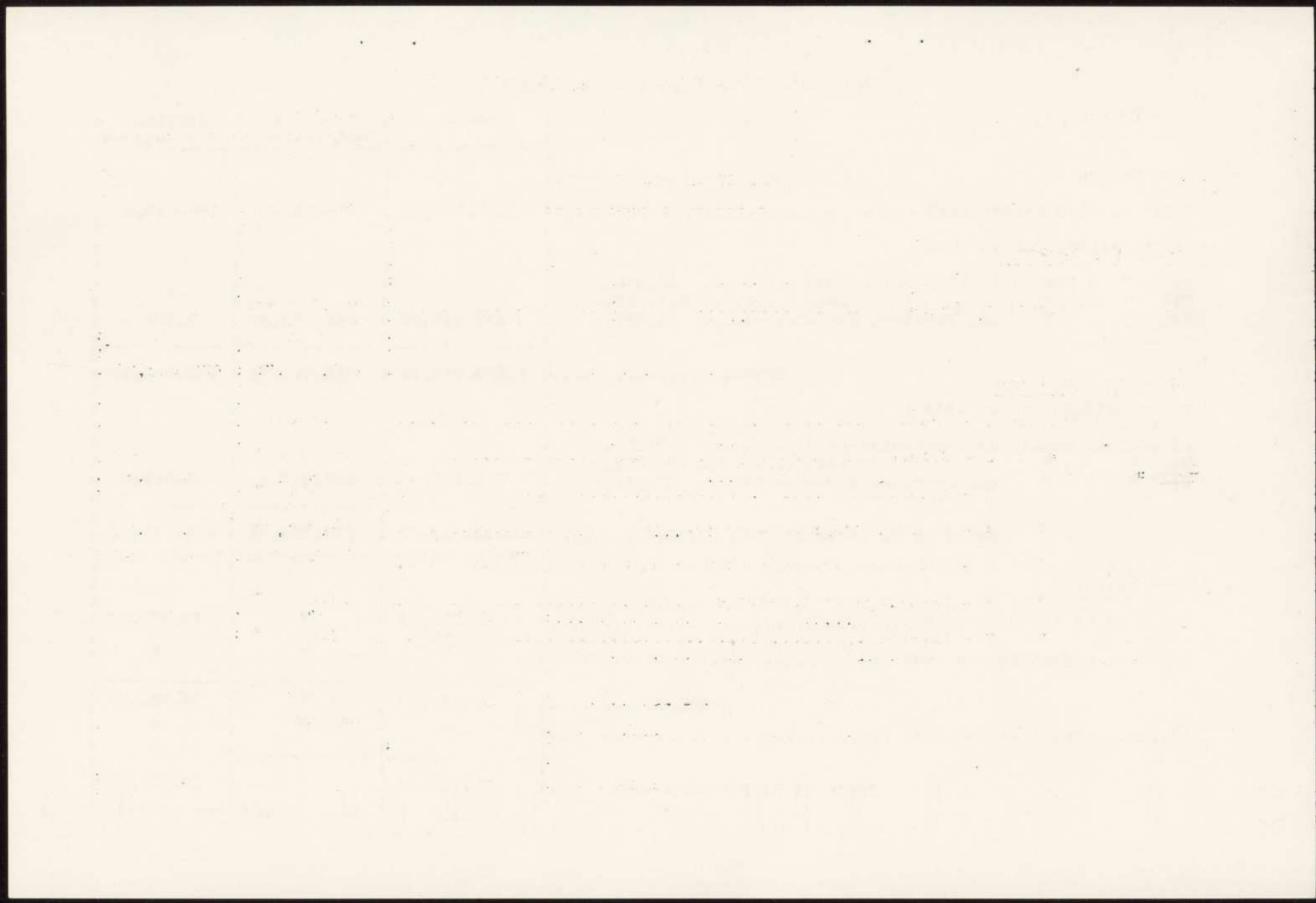




Tableau N° 2

BUDGET DE L'ANNEE 1944

---

Titre I . RECETTES

Subvention de la France .....	402.000 Frs
-------------------------------	-------------

---

Titre II. DEPENSES

Article 1 - Traitements .....	293.530 Frs
" 2 - Caisse des Retraites .....	12.746 "
" 3 - Assurances .....	6.500 "
" 4 - Frais de bureau et de téléphone .....	8.000 "
" 5 - Entretien des Bâtiments et du Mobilier .....	20.000 "
" 6 - Chauffage et éclairage .....	18.000 "
" 7 - Imprévu .....	43.224 "
	<hr/>
	402.000 "
	<hr/>



Tableau N° 3

RECETTES DE L'EXERCICE 1944

---

1) Subventions des Etats :

France ..... 402.000 --

2) Recettes diverses ..... 29.756,50

---

Total ..... 431.756,50

---

---



1. The first part of the paper discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that proper record-keeping is essential for the success of any business or organization. The author notes that without reliable records, it is difficult to track income and expenses, which can lead to financial mismanagement.

2. The second part of the paper focuses on the various methods used to collect and analyze data. The author describes several techniques, including surveys, interviews, and experiments. Each method is evaluated for its strengths and weaknesses, and the author provides guidance on when to use each technique. The importance of sample size and data reliability is also discussed.

3. The third part of the paper deals with the interpretation of results. The author explains how to identify trends and patterns in the data, and how to draw conclusions based on the findings. The author also discusses the importance of considering external factors that may influence the results, and provides tips for avoiding common pitfalls in data interpretation.

4. The final part of the paper summarizes the key points discussed and offers some final thoughts on the importance of research and data analysis. The author concludes that while the process can be challenging, the benefits of having accurate and reliable data are well worth the effort.

Tableau N° 4

## DETAIL DES DEPENSES EFFECTUEES PENDANT L'EXERCICE 1944

Désignation des articles	Total des	DEPENSES EFFECTUEES		Total des	Crédits
	Crédits ouverts au titre de l'Exercice	au 1er janvier au 31 décembre 1944	au 1er janvier au 31 mars 1945	Depenses de l'Exercice	non dépensés et reportés
Traitements .....	293.530,-	282.294,50	"	282.294,50	11.235,50
Caisse des Retraités .....	12.746,-	11.383,50	"	11.383,50	1.362,50
Assurances .....	6.500,-	5.293,-	262,-	5.555,-	945,-
Frais de bureau et de téléphone .....	8.000,-	"	2.844,-	2.844,-	5.156,-
Entretien des Bâtiments et du Mobilier .	20.000,-	"	2.667,-	2.667,-	17.333,-
Chauffage et éclairage .....	18.000,-	"	1.129,-	1.129,-	16.871,-
Imprévu .....	43.224,-	36.724,-	"	36.724,-	6.500,-
	402.000,-	335.695,-	6.902,-	342.597,-	59.403,-





Tableau N° 5

## R E S U L T A T   D E   L ' E X E R C I C E   1 9 4 4

(clos le 31 Mars 1945)

Opérations effectuées pour le compte de l'Exercice 1944 :

## 1) Recettes

a) du 1er Janvier au 31 Décembre 1944 .....	415.563,-	
b) du 1er Janvier au 31 Mars 1945 .....	16.193,50	
	<hr/>	
Total .....	431.756,50	..... 431.756,50

## 2) Dépenses

a) du 1er Janvier au 31 Décembre 1944 .....	335.695,-	
b) du 1er Janvier au 31 Mars 1945 .....	6.902,-	
	<hr/>	
Total .....	342.597,-	..... 342.597,-

Excédent de Recettes ..... 89.159,50

Le résultat de l'Exercice 1943 présentait un excédent de Recettes de ..... 229.526,71

Le résultat définitif de l'Exercice 1944 est un excédent de Recettes de ..... 318.686,21



Tableau N° 6

## COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET

Désignation des services	Solde au : 31 Décembre : 1943	Recettes : de l'année : 1944	Total des : sommes : reçues	Dépenses : de l'année : 1944	Solde au : 31 Décembre : 1944
<u>A - En francs français</u>					
1) Publication de la Collection des Classiques de l'Amérique latine .....	65.011,85		65.011,85		65.011,85
2) Publication d'ouvrages littéraires japonais..	176,60		176,60		176,60
3) Subvention de la Fondation Rockefeller :					
a) Subvention pour l'organisation de la Con- férence des Hautes Etudes internationales et la publication des travaux de cette Conférence .....	93.170,93		93.170,93		93.170,93
b) Subvention pour le Groupe d'Etudes danubien: de la Conférence des Hautes Etudes inter- nationales .....	1.790,95		1.790,95		1.790,95
4) Don de la Fondation Carnegie pour la Paix internationale destiné à faciliter les tra- vaux relatifs aux Problèmes danubiens .....	493,30		493,30		493,30
5) Enquête sur l'institution des échanges uni- versitaires internationaux et sur les mesures prises dans tous les pays d'Europe pour favoriser les échanges .....	36.465,76		36.465,76		36.465,76
6) Préparation du lexique des termes politiques.	16.495,-		16.495,-		16.495,-
7) Affectation au service des Commissions Natio- nales des intérêts produits par les fonds de l'Exposition 1937 .....	38.056,10		38.056,10		38.056,10
8) Reversement en Caisse des traitements <del>et</del> in- demnités non émargés .....	83.337,71	1.350	84.687,71	27.916	56.771,71
9) Fonds de Réserve .....	295.685,-		295.685,-		295.685,-
	630.683,20	1.350	632.033,20	27.916	604.117,20



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

Tableau N° 6 bis

COMPTES SPECIAUX HORS-BUDGET (suite)

Désignation des articles -----	: Solde au : 31 Décembre: : 1943	: Recettes : de l'année: : 1944	: Total des : sommes : reçues	: Dépenses : de l'année: : 1944	: Solde au : 31 Décembre: : 1944
B - <u>En dollars</u>	:	:	:	:	:
1) Subvention de la Fondation Rockefeller :	:	:	:	:	:
a) Conférence des Hautes Etudes internatio- nales (Voir A 3° a) .....	: 20.565,98	:	: 20.565,98	:	: 20.565,98
b) Groupe danubien (voir A 3° b) .....	: 4.910,-	:	: 4.910,-	:	: 4.910,-
2) Don de la Fondation Carnegie (voir A 4°) ....	: 7.850,-	:	: 7.850,-	:	: 7.850,-
	: 33.325,98	:	: 33.325,98	:	: 33.325,98

